RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1954 B 00974
Numéro SIREN : 954 509 741
Nom ou dénomination : CREDIT LYONNAIS

Ce dépôt a été enregistré le 18/05/2022 sous le numéro de dépôt B2022/017341

LCL
SECRETARIAT GENERAL
LCL

LCL
BANQUE ET ASSURANCE

Ma vie. Ma ville. Ma banque.

CREDIT LYONNAIS
Société anonyme au capital de 2 037 713 591 €
Siège social : 18 rue de la République 69002 LYON
Siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex
954 509 741 RCS LYON

Certifié conforme à l'original le 28 avril 2022
Le Secrétaire du Conseil d'administration

[redacted]

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Arrêtés par le Conseil d'administration de LCL en date du 07/02/2022

SOMMAIRE

CADRE GENERAL 4

1. PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE 4

2. ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE 5

3. RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE 6

4. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES 7

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES 8

Compte de résultat 8

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 9

Bilan Actif 10

Bilan Passif 11

Tableau de variation des Capitaux Propres 12

Tableau des flux de trésorerie 13

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS 16

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES 16

1.1. Normes applicables et comparabilité 16

1.2. Principes et méthodes comptables 20

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 44

2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE 49

3. GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE 51

3.1. Risque de crédit 51

3.2. Risque de marché 62

3.3. Risque de liquidité et de financement 67

3.4. Comptabilité de couverture 71

3.5. Risques opérationnels 77

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires 77

4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES 78

4.1. Produits et charges d'intérêts 78

4.2. Produits et charges de commissions 79

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 79

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres 80

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti 81

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat 81

4.7. Produits (charges) nets des autres activités 81

4.8. Charges générales d'exploitation 82

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 83

4.10. Coût du risque 84

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs 85

4.12. Impôts 85

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 86

5. INFORMATIONS SECTORIELLES 87

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel 87

5.2. Information sectorielle par zone géographique 87

6. NOTES RELATIVES AU BILAN 88
6.1. Caisse, banques centrales 88
6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat 88
6.3. Instruments dérivés de couverture 90
6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 90
6.5. Actifs financiers au coût amorti 93
6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 94
6.7. Expositions au risque souverain 94
6.8. Passifs financiers au coût amorti 95
6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers 96
6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés 97
6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers 98
6.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées 98
6.13. Co-entreprises et entreprises associées 99
6.14. Immeubles de placement 99
6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) 99
6.16. Écarts d'acquisition 100
6.17. Provisions techniques des contrats d'assurance 100
6.18. Provisions 100
6.19. Dettes subordonnées 102
6.20. Capitaux propres 105
6.21. Participations ne donnant pas le contrôle 107
6.22. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 107
7. AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS 109
7.1. Détail des charges de personnel 109
7.2. Effectif moyen de la période 109
7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 109
7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 110
7.5. Autres avantages sociaux 112
7.6. Paiements à base d'actions 113
7.7. Rémunérations de dirigeants 113
8. CONTRATS DE LOCATION 114
9. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 118
10. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 120
11. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 120
11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 121
11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur 125
12. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS 134
13. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2021 134
14. PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES 136
14.1. Participations non consolidées 136
14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées 137
15. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 DECEMBRE 2021 137

CADRE GÉNÉRAL

1. Présentation juridique de l'entité

Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Crédit Lyonnais
Siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon
Siège central et administratif : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex
Nom commercial : LCL – Le Crédit Lyonnais

Forme Juridique

Le Crédit Lyonnais, fondé en 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée, a été constitué sous la forme de société anonyme le 25 avril 1872. Nationalisé le 1er janvier 1946, en exécution de la loi du 2 décembre 1945, il a été privatisé le 15 juillet 1999.

Date de constitution et durée

Sa durée, fixée primitivement à 50 ans à partir de sa constitution, a été prorogée successivement jusqu'au 31 décembre de l'an 2074.

Objet social

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet social du Crédit Lyonnais est le suivant :

« L'objet du Crédit Lyonnais consiste à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes opérations de banque et toutes opérations connexes mentionnées dans la législation en vigueur et notamment le Code monétaire et financier, en France et à l'étranger, avec toute personne, physique ou morale, de droit public ou privé, française ou étrangère, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du Crédit Lyonnais consiste également à prendre et à détenir des participations dans les entreprises, françaises ou étrangères, existantes ou en création, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.
L'objet du Crédit Lyonnais consiste enfin à exercer à titre habituel toute activité non bancaire dans le respect de la réglementation applicable aux banques, notamment :

- l'activité de courtage, et en particulier le courtage d'assurances,
- les activités mentionnées à l'article 1er de la Loi n°70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce.

Pour la réalisation de son objet, le Crédit Lyonnais peut, aussi bien en France qu'à l'étranger, créer toute filiale et établir toute succursale ou agence et d'une manière générale, effectuer, tant pour son compte que pour le compte de tiers, seul ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, ou agricoles, qu'elles soient mobilières ou immobilières, dans les limites fixées par la législation et la réglementation applicables aux banques. »

Registre du commerce et des sociétés et code APE

RCS Lyon : 954 509 741
Siret : 954 509 741 000 11
APE/NAF : 6419 Z

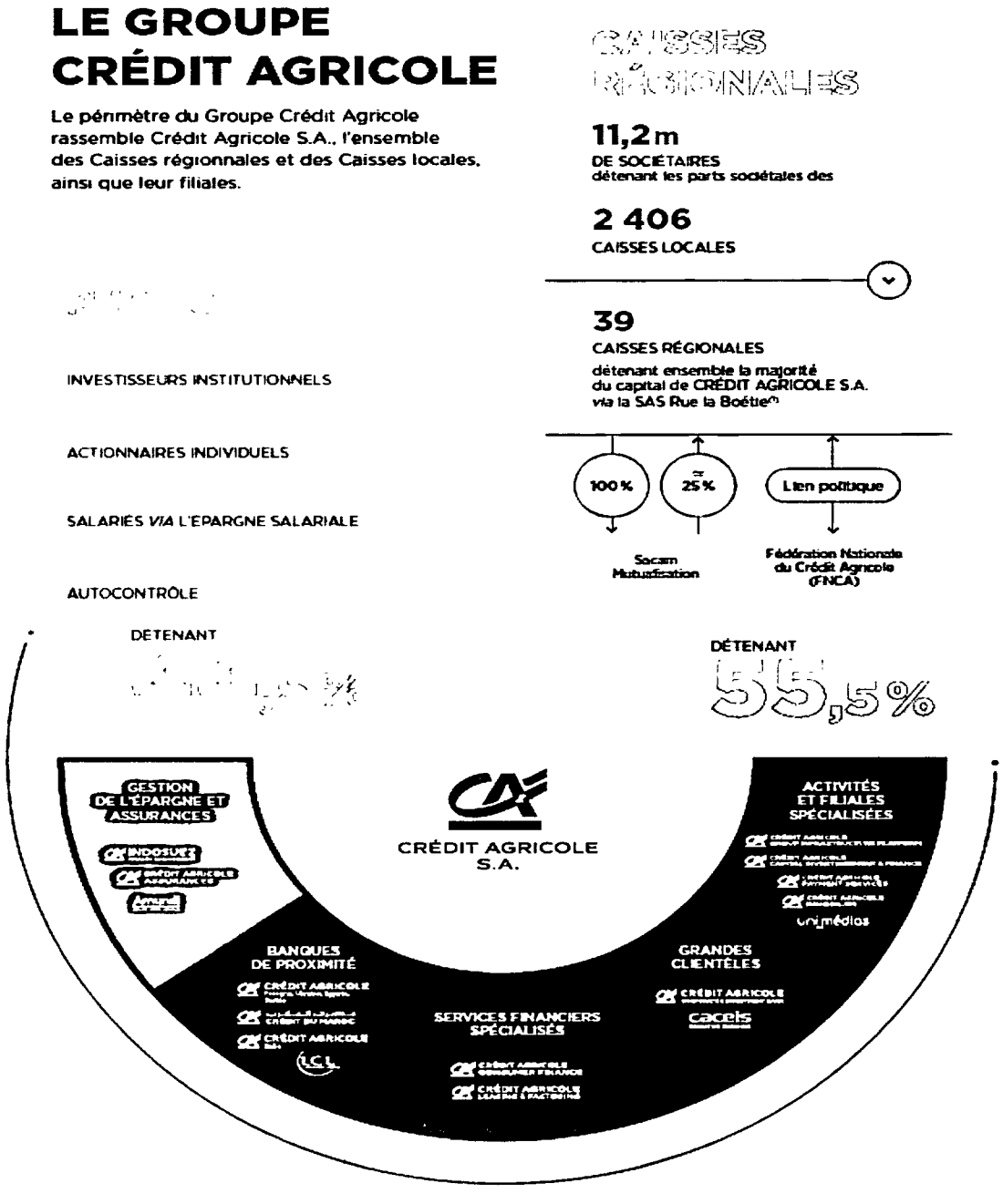
Conformément aux dispositions de l'article L.233-3 du code de commerce, le capital social du Crédit Lyonnais étant détenu à hauteur de 95,56 % par Crédit Agricole SA, Crédit Lyonnais est contrôlé par Crédit Agricole SA.

2. Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole

LCL est le réseau national « Banque et Assurance de proximité en France » dans le groupe Crédit Agricole.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau du Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute les mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.



3. Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

➢ Mécanisme TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars, avril et décembre 2020 en lien avec la situation de la COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une première incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021 puis une seconde incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2021 à juin 2022.

Le traitement comptable retenu par le Groupe, sans changement par rapport à celui appliqué en 2020, consiste à comptabiliser les bonifications dès que le Groupe estime avoir une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE, i.e. au terme de l'opération de TLTRO III, et à rattacher cette bonification à la période à laquelle elle se rapporte prorata temporis.

Le Groupe a évalué les intérêts courus au taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à -100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1er janvier 2021 – 23 juin 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils propres à la première incitation pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 – 31 décembre 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), le taux d'intérêt retenu est également le taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à -100 bps, compte tenu de l'atteinte des critères du niveau de crédits éligibles propres à la seconde incitation pendant la période spéciale de référence additionnelle. Ainsi, le Groupe estime bénéficier de l'obtention de l'ensemble des bonifications à l'échéance de ce financement du fait de la réalisation des conditions pour en bénéficier au 31 décembre 2021. Pour rappel, au 30 juin 2021, le taux d'intérêt retenu était le minimum entre le taux de Facilité des Dépôts et le MRO - 50 bps compte tenu des incertitudes que le Groupe avait à cette date, quant à l'atteinte des critères de variation de crédits éligibles pendant la période spéciale de référence additionnelle.

Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, le Groupe LCL se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

4. Informations relatives aux parties liées

LCL, dans son rôle de distributeur, s'adresse à chacune des filiales spécifiques du groupe Crédit Agricole pour obtenir les produits les plus à même de satisfaire sa clientèle (AMUNDI pour les produits de gestion d'actifs, PACIFICA pour les assurances dommages, PREDICA pour les assurances vie, CACI pour les assurances emprunteur, CACF pour les crédits à la consommation) et s'adresse à CA-CIB pour adosser les opérations de marché de sa clientèle.

Les opérations de trésorerie sont centralisées auprès de Crédit Agricole S.A.

Parmi les partenariats intra-groupe Crédit Agricole, les plus significatifs en termes de contribution au PNB de LCL ont été réalisés au 31 décembre 2021 avec :

- AMUNDI pour 30 M€ en 2021 contre 37 M€ en 2020 (soit -19%),
- PREDICA pour 299 M€ en 2021 contre 296 M€ en 2020 (soit +1%),
- CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE pour 182 M€ en 2021 contre 186 M€ en 2020 (soit -2%),
- PACIFICA pour 199 M€ en 2021 contre 191 M€ en 2020 (soit +4%),
- CREDIT AGRICOLE CREDITOR INSURANCE pour 167 M€ en 2021 contre 159 M€ en 2020 (soit +5%),
- CALI EUROPE pour 6,6M€ en 2021 contre 6,1M€ en 2020 (soit +8%).

COMPTE DE RESULTAT

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	*4.1*	3 277	3 398
Intérêts et charges assimilées	*4.1*	(1 444)	(1 653)
Commissions (produits)	*4.2*	2 063	1 938
Commissions (charges)	*4.2*	(338)	(310)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	*4.3*	63	24
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		3	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		60	21
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	*4.4*	1	2
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		1	2
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	*4.5*	1	1
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	*4.6*	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	*4.6*	-	-
Produits des autres activités	*4.7*	94	95
Charges des autres activités	*4.7*	(94)	(61)
Produit net bancaire		**3 623**	**3 434**
Charges générales d'exploitation	*4.8*	(2 135)	(2 030)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	*4.9*	(241)	(295)
Résultat brut d'exploitation		**1 247**	**1 109**
Coût du risque	*4.10*	(219)	(390)
Résultat d'exploitation		**1 028**	**719**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	*4.11*	6	2
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant impôt		**1 034**	**721**
Impôts sur les bénéfices	*4.12*	(287)	(223)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
Résultat net		**747**	**498**
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat net part du Groupe		**747**	**498**
Résultat par action (en euros) [1]	*6.20*	1,90	1,27
Résultat dilué par action (en euros) [1]	*6.20*	1,90	1,27

[1] Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net		**747**	**498**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	*4.13*	16	(15)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	*4.13*	(1)	1
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	**15**	**(14)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	(9)	2
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	*4.13*	**6**	**(12)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	*4.13*	-	-
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	*4.13*	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	*4.13*	**6**	**(12)**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		**753**	**486**
Dont part du Groupe		753	486
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	*4.13*	-	-

BILAN ACTIF

en millions d'euros	***Notes***	**31/12/2021**	**31/12/2020**
Caisse, banques centrales	*6.1*	19 746	18 282
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	*3.1-6.2-6.6.6.7*	832	1 011
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	*3.2*	268	453
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		564	558
Instruments dérivés de couverture	*3 2-3.4*	1 649	2 057
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	*3.1-6.4-6.6-6.7*	230	193
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		230	193
Actifs financiers au coût amorti	*3.1-3.3-6.5-6.6-6.7*	173 248	164 074
Prêts et créances sur les établissements de crédit		23 323	22 168
Prêts et créances sur la clientèle		149 221	141 210
Titres de dettes		704	696
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		261	1 086
Actifs d'impôts courants et différés	*6.10*	1 216	1 402
Comptes de régularisation et actifs divers	*6.11*	3 745	4 561
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	*6.12*	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	*6.13*	-	-
Immeubles de placement	*6.14*	-	-
Immobilisations corporelles	*6.15*	1 560	1 598
Immobilisations incorporelles		196	189
Ecarts d'acquisition		-	-
Total de l'actif		**202 683**	**194 453**

BILAN PASSIF

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales	*6.1*	1	2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	*6.2*	265	449
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	*3.2*	265	449
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	*3.2-3.4*	2 426	3 673
Passifs financiers au coût amorti	*6.8*	185 613	176 183
Dettes envers les établissements de crédit	*3.3*	33 296	34 348
Dettes envers la clientèle	*3.1-3.3*	144 214	135 374
Dettes représentées par un titre	*3.2-3.3*	8 103	6 461
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		64	-
Passifs d'impôts courants et différés	*6.10*	631	868
Comptes de régularisation et passifs divers	*6.11*	3 031	2 988
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	*6.12*	-	-
Provisions	*6.18*	696	652
Dettes subordonnées	*3.2-3.3-6.19*	1 753	1 887
Total dettes		**194 480**	**186 702**
Capitaux propres		**8 203**	**7 751**
Capitaux propres part du Groupe	*6.20*	**8 201**	**7 749**
Capital et réserves liées		4 008	3 958
Réserves consolidées		3 521	3 374
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(75)	(81)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		747	498
Participations ne donnant pas le contrôle		**2**	**2**
Total du passif		**202 683**	**194 453**

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle		
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
	Capital	Prime et Réserves consolidées liées au capital	Total Capital et Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1er janvier 2020 Publié	**2 038**	**5 654**	**7 692**	**-**	**(69)**	**(69)**	**-**	**7 623**	**2**	**2**	**7 625**
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodetenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	(270)	(270)	-	-	-	-	(270)	-	-	(270)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(94)	(94)	-	-	-	-	(94)	-	-	(94)
Dividendes versés en 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	4	4	-	-	-	-	4	-	-	4
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(360)	(360)	-	-	-	-	(360)	-	-	(360)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(12)	(12)	-	(12)	-	-	(12)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de credit propre transferes en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en equivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Resultat 2020	-	-	-	-	-	-	498	498	-	-	498
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2020	**2 038**	**5 294**	**7 332**	**-**	**(81)**	**(81)**	**498**	**7 749**	**2**	**2**	**7 751**
Affectation du résultat 2020	-	498	498	-	-	-	(498)	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2021	**2 038**	**5 792**	**7 830**	**-**	**(81)**	**(81)**	**-**	**7 749**	**2**	**2**	**7 751**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (1)	-	106	106	-	-	-	-	106	-	-	106
Capitaux propres au 1er janvier 2021 Retraité	**2 038**	**5 898**	**7 936**	**-**	**(81)**	**(81)**	**-**	**7 855**	**2**	**2**	**7 857**
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodetenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	50	50	-	-	-	-	50	-	-	50
Remuneration des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(73)	(73)	-	-	-	-	(73)	-	-	(73)
Dividendes versés en 2021	-	(381)	(381)	-	-	-	-	(381)	-	-	(381)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	1
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-	(403)	(403)	-	-	-	-	(403)	-	-	(403)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	6	6	-	6	-	-	6
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres a la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de credit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2021	-	-	-	-	-	-	747	747	-	-	747
Autres variations	-	(4)	(4)	-	-	-	-	(4)	-	-	(4)
Capitaux propres au 31 décembre 2021	**2 038**	**5 491**	**7 529**	**-**	**(75)**	**(75)**	**747**	**8 201**	**2**	**2**	**8 203**

(1) Impact estimé de la 1ere application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains regimes à prestations définies (Cf note 1.1 Normes applicables et comparabilite)

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les capitaux propres aurait été de 134M€.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe LCL.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant impôt		**1 034**	**721**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		241	263
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		249	355
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		(6)	(2)
Résultat net des activités de financement		63	82
Autres mouvements		(61)	10
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		**486**	**708**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (1)		(2 374)	9 061
Flux liés aux opérations avec la clientèle (2)		732	1 312
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (3)		2 184	(2 601)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers (4)		1 091	(273)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		(379)	(256)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		**1 254**	**7 243**
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		**2 774**	**8 672**
Flux liés aux participations		(22)	(7)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(159)	(186)
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		**(181)**	**(193)**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(405)	(364)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (5)		(864)	549
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		**(1 269)**	**185**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-	-
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		**1 324**	**8 664**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		**17 683**	**9 034**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		18 282	10 275
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(599)	(1 241)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		**19 006**	**17 683**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		19 746	18 282
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(740)	(599)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		**1 323**	**8 649**

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées).

** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.8 (hors intérêts courus) ;

(1) Sur l'année 2021, les flux de -2,4 G€ liés aux opérations avec les établissements de crédit s'expliquent principalement au Passif par l'effet combiné des mises en places (+0,7G€) et des remboursements (-2,2G€) d'emprunts à terme avec CAsa et par la hausse des emprunts à 6 mois mis en place auprès de CAsa dans le cadre de la gestion du ratio LCR (+0,5G€), ainsi que par la baisse de comptes et emprunts à terme hors groupe (-0,2G€, essentiellement Crédit Logement), et à l'Actif du bilan par la hausse de la centralisation de la collecte des Livrets A et LDD auprès de la Caisse des Dépôts (-0,8G€ en raison de la hausse de la collecte en lien avec la crise sanitaire) ainsi que par la diminution du prêt à 1 mois mis en place auprès de CASA dans le cadre de la gestion du ratio LCR (-0,4G€).

(2) La variation des flux liés aux opérations avec la clientèle à hauteur de +0,7G€ sur 2021 s'explique principalement au Passif par la hausse des flux sur les comptes ordinaires (+7G€ en raison en partie de l'apport de fonds des PGE distribués), ainsi qu'à la hausse des comptes d'épargne à vue (+3G€) malgré une baisse des comptes créditeurs à terme (-1,2G€), compensées à l'Actif par une hausse des Crédits immobiliers (-6,5G€), des Autres concours à la clientèle (-1,2G€) et des crédits à la consommation (-0,4G€).

(3) Sur l'année 2021, les flux de +2,2G€ liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers correspondent aux émissions nettes de TCN dans le cadre de la gestion du ratio LCR (+3,2G€), compensés par l'échéance de BMTN pour -0,8G€ ainsi que par l'échéance de deux emprunts CRH pour -0,2G€.

(4) Sur l'année 2021, les flux de +1G€ liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers portent sur la marge versée sur dérivés.

(5) Enfin, le flux de -0,9G€ de la ligne Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement provient essentiellement de l'échéance d'emprunts obligataires.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

1.1. Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2021 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante :
https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe LCL au 31 décembre 2020.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2021 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2021. Celles-ci portent sur:

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	1er janvier 2021 (1)	OUI
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance Report facultatif de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités qui exercent principalement des activités d'assurance, y compris les entités du secteur de l'assurance appartenant à un conglomérat financier au 1er janvier 2023	1er janvier 2021	NON
Amendement à IFRS 16 2nd amendement sur les concessions de loyers liées à la COVID-19	1er avril 2021 (2)	OUI

(1) Le groupe LCL a appliqué de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2 à compter du 1er janvier 2020
(2) Application rétrospective au 1er janvier 2021

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le groupe LCL, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2018-2020 - **IFRS 1** *Première adoption des normes internationales d'information financière*, - **IFRS 9** *Instruments financiers*, et - **IAS 41** *Agriculture*	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IFRS 3 Références au cadre conceptuel	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IAS 16 Produits de la vente avant l'utilisation prévue	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IAS 37 Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1er janvier 2022	OUI
IFRS 17 Contrats d'assurance	1er janvier 2023	NON

➢ Réforme des indices de référence

Le groupe LCL, en coordination avec le groupe Crédit Agricole qui pilote le projet, a mis en œuvre début 2019 un programme pour préparer et encadrer la transition des indices de référence pour l'ensemble de ses activités, avec une déclinaison en projets dédiés dans chaque entité impactée. Ce programme s'est inscrit dans les calendriers et standards définis par les travaux de place - dont certains auxquels le Crédit Agricole a activement participé - et le cadre réglementaire européen (*BMR – Benchmarks Regulation*).

Conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le groupe LCL a privilégié autant que possible des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités et autant que possible les jalons incitatifs. D'importants investissements et une forte mobilisation des équipes opérationnelles et des métiers ont été mis en œuvre pour adapter les outils et absorber la charge de travail induite par les transitions, y compris pour la modification des contrats. Il est à noter que les développements informatiques ont été très dépendants du calendrier de détermination des indices alternatifs cibles aux LIBOR et de l'émergence de standards de marché.

La réalisation ordonnée et maitrisée de ces transitions a été assurée par l'ensemble des actions entreprises depuis 2019. Au second semestre 2021, le groupe LCL a notamment concentré ses efforts sur la finalisation de l'ensemble des développements informatiques dédiées aux transitions EONIA et LIBOR, et l'intensification de l'information et des interactions avec les clients pour leur expliquer plus en détail les modalités de transition.
Les travaux menés ont également permis de mettre le groupe LCL en capacité de gérer les nouvelles offres de produits RFR (*Risk Free Rate*) tout en préservant l'expérience et la satisfaction client.

Bilan des transitions au 31/12/2021 :
Les plans de transition proactifs ont été activés dès que possible en 2021 avec une intensification au deuxième semestre pour les prêts et crédits et pour les comptes de dépôts et comptes courants clientèle.

Cette solution a été privilégiée par rapport à l''activation des clauses de *fallback* (clauses contractuelles afin de déterminer un indice de référence de substitution en cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'indice) considérées comme un « filet de sécurité ».
Pour la transition des prêts et crédits convenues par anticipation au 31/12/2021, et notamment pour les activités de la banque de réseau en CHF, des modalités de transition spécifiques ont été retenues. Elles consistent en l'utilisation d'un dernier « fixing » du LIBOR en 2021 et l'utilisation du taux de remplacement à partir de 2022.
A l'échelle du groupe LCL, peu de contrats référençant l'EONIA ou les LIBOR CHF, GBP et JPY n'ont pas pu faire l'objet d'une renégociation avant la date de cessation des indices ou être basculés sur un indice alternatif par activation de la clause de *fallback*. Ce stock résiduel de contrats concerne soit des négociations non finalisées au 31 décembre qui devraient aboutir début 2022, soit des contrats qui bénéficient ou bénéficieront des dispositifs législatifs en vigueur.

Gestion des risques :
Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence disparaissant ou devenant non représentatifs au 31 décembre 2021 et la mise en conformité avec la réglementation BMR, les travaux du projet ont également porté sur la gestion et le contrôle des risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du « *conduct risk* »).
Pour exemple, sur le volet financier, le risque de fragmentation du marché induit par l'utilisation de types de taux différents (calcul de taux prédéterminé en début de période d'intérêt dit « *forward looking* » ou calcul de taux post-déterminé dit « *backward looking* ») et de conventions différentes selon les classes d'actifs / devises peut conduire à des risques financiers pour les acteurs du secteur. Il est néanmoins anticipé que ces risques, clairement identifiés au sein du groupe LCL, devraient tendre à s'amoindrir au fur et à mesure que les standards de marché émergeront et que le secteur privé - avec le soutien des banques - sera en capacité de gérer cette fragmentation.

LIBOR USD :
En 2022, les travaux du programme de transition se poursuivent, notamment pour préparer la cessation de la publication du LIBOR USD ou sa non représentativité en juin 2023. Pour la transition du LIBOR USD, la mise en œuvre d'un dispositif législatif sera confirmé ultérieurement par les autorités britanniques, les autorités américaines ayant pour leur part déjà validé la désignation de taux de remplacement statutaires pour les contrats de droit New-Yorkais.

Comparativement à l'activité en EUR, le groupe LCL est peu exposé au LIBOR USD (cf. infra, le tableau de transition vers les nouveaux taux avant leur maturité).

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des indices de référence puissent être maintenues malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices de taux actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le groupe LCL applique ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture sur les indices concernés peuvent en bénéficier au 31 décembre 2021.

En l'absence d'annonces relatives à un remplacement prochain des indices EURIBOR, WIBOR et STIBOR, ceux-ci ont été exclus des données quantitatives fournies.

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL ne recense pas d'instruments de couverture impactés par la réforme.

Toutefois, pour compte propre, le groupe LCL n'utilise pas de dérivés de couverture sur LIBOR, ni de dérivés de couverture sur EONIA avec une échéance postérieure au 31/12/2021.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes.

Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas décomptabiliser ou ajuster la valeur comptable des

instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme et sous réserves d'équivalence économique.

Au 31/12/2021, la ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transiter vers les nouveaux taux avant leur maturité est la suivante (données issues des bases de gestion de la Direction des Finances) :

(en milliards d'euros)	EONIA	LIBOR USD	LIBOR GBP	LIBOR JPY	LIBOR CHF	LIBOR EUR
Total des actifs financiers hors dérivés	0,00	0,21	0,01	0,00	0,00	0,00
Total des passifs financiers hors dérivés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des notionnels des dérivés	0,00	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00

Les encours en LIBOR USD reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 30/06/2023, date de disparition ou de non représentativité des « tenors » disparaissant à cette date (JJ, 1 mois, 3 mois, 6 mois et 12 mois).

Pour les autres indices, les contrats basculés vers le taux alternatif par avenant ou par activation de la clause de *fallback* ont été exclus du recensement. Par conséquent, les encours en EONIA et LIBOR CHF correspondent aux contrats dont la renégociation contractuelle n'était pas totalement finalisée au 31 décembre 2021 et pour lesquels il n'est pas prévu de recours aux dispositifs législatifs en vigueur. Les encours en LIBOR GBP et JPY correspondent aux contrats dont la renégociation contractuelle n'était pas totalement finalisée au 31 décembre 2021. Pour ces contrats, il n'est pas prévu à date de recours au dispositif de la Commission Européenne[1].

S'agissant des instruments financiers non dérivés, les expositions correspondent aux nominaux des titres et au capital restant dû des instruments amortissables.

➢ Conséquences comptables de la décision IFRS IC d'avril 2021 sur l'attribution d'avantages postérieures à l'emploi aux périodes de services pour les régimes à prestations définies

En décembre 2020, l'IFRS IC a été saisi d'une question portant sur la méthodologie de calcul des dettes actuarielles des régimes à prestations définies et sur la période d'acquisition des droits à retenir pour lesquels le nombre d'années d'ancienneté donnant lieu à attribution de droits est plafonné. Parmi plusieurs approches analysées, l'IFRS IC a retenu celle consistant à linéariser l'acquisition des droits pour le salarié sur la période plafonnée précédant l'âge de retraite permettant d'obtenir les droits.

Les plans concernés par la décision IFRS IC IAS 19 sont ceux pour lesquels :
L'attribution de droits est conditionnée par la présence dans l'entreprise au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) ;
Les droits dépendent de l'ancienneté, mais sont plafonnés à partir d'un certain nombre d'années d'ancienneté.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le groupe LCL.

L'impact de cette décision, qui a été enregistré au 1er janvier 2021 sans comparatif, s'élève à 148 millions d'euros de diminution des dettes actuarielles (cf. note 7 – Avantages au personnel et autres rémunérations).

[1] Date prévisionnelle : fin T1 2022.

Les impacts sur les états financiers s'élèvent à 43 millions d'euros en termes de provision sur engagements sociaux (cf. note 6.18 – Provisions) et 105 millions d'euros d'excédent d'actif de régime (cf. note 6.11 – Comptes de régularisation) en contrepartie des capitaux propres (effet de 106 millions d'euros après prise en compte des effets fiscaux - Cf. Tableau de variation des capitaux propres).

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été leur diminution de 134 millions d'euros et l'impact sur les capitaux propres de 134 millions d'euros.

➢ Normes pas encore adoptées par l'Union européenne

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2021.

1.2. Principes et méthodes comptables

1.2.1. Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Sont décrites ci-dessous les informations sur les estimations et jugements réalisés par le groupe LCL, conformément aux exigences de la norme IAS 1.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.
Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux,
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change,
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays,
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur,
- les participations non consolidées,
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs,
- les plans de stock-options,
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables,
- les provisions,
- les dépréciations des écarts d'acquisition,
- les actifs d'impôts différés,
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

1.2.2. Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

➢ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe LCL utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les « actifs financiers dits verts » et « *green bonds* » (au passif) comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des emprunts permettant de financer des projets environnementaux. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant cette qualification ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne à venir. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

➢ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire d'une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues - cf. ci-après dans le § 1.3.2 les chapitres dédiés aux principes comptables : du provisionnement du risque de crédit, et ceux appliqués à l'irrécouvrabilité des créances.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

➢ Actifs financiers

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :
- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

  - Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau du portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

➢ Le modèle de gestion :

Il est représentatif de la stratégie que suit le management du groupe LCL pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Il est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

a) le modèle *collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

b) Le modèle *collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et

c) le modèle *autre / vente* dont l'intention est de céder les actifs.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.
Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

➢ Les caractéristiques contractuelles (test '*Solely Payments of Principal & Interests*' ou test 'SPPI') :

Le test 'SPPI' regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test 'SPPI' nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test 'SPPI' peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait		Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI non applicable)

❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle *collecte* et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des prêts et créances et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle *collecte et vente* et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ». Les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité sont enregistrées en augmentation de l'encours en contrepartie

d'un compte d'ajustement de juste valeur, et recyclées en diminution du résultat en contrepartie du compte de dépréciation.

Au bilan, la valeur du titre (encours et dépréciation) correspond à la juste valeur du titre.

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe LCL détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test 'SPPI'. C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le groupe LCL choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

- Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat).

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciations.

❖ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciations.

- Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

- Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *prorata temporis*.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test 'SPPI'.

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides à l'acquisition de logement, le groupe LCL accorde des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, le groupe LCL perçoit de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

➢ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :
- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

- Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme, détaillés ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable, ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

- Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 Provisions.

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :
- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Rachat d'actions propres

LCL n'a pas opéré de rachat d'actions propres sur les exercices 2020 et 2021.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :
- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au T.I.E. d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

➢ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers.

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts.

Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

➢ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le groupe LCL comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ('*Expected Credit Losses*' ou '*ECL*') sur les encours suivants :
- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur

par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par capitaux propres non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du groupe LCL.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :
- 1e étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2e étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3e étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *stage* 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *stage* 2, puis en *stage* 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2021, le terme « *Bucket* » qui était utilisé depuis le passage à IFRS 9 est remplacé par le terme « *Stage* » dans l'ensemble des états financiers.
N.B. Il s'agit uniquement d'un changement de terminologie, sans impact sur la comptabilisation des ajustements pour pertes de crédit (ECL).

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :
- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage* 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :
- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe LCL s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ('*Loss Given Default*' ou '*LGD*').

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon

d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du groupe Crédit Agricole S.A. doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe LCL s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole S.A. fondé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent aux entités du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage* 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage* 1 à *Stage* 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole S.A. retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage* 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole S.A. considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe LCL utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions sont classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelles que soient leurs catégories de classement, en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) mentionnée dans le chapitre 3 'Risques', les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3). La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de 'créance restructurée' est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements, notamment en cas de nouveaux incidents.

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.
Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine défini à la date de l'engagement de financement.

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en PNB.

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage* 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en PNB pour les intérêts.

➢ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

o Cadre général

Conformément à la décision du groupe Crédit Agricole S.A., le groupe LCL n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du groupe LCL.

Seule la couverture de juste valeur a été appliquée par le groupe LCL.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Le groupe LCL utilise toutefois une méthode simplifiée pour les tests d'efficacité de la couverture, dès lors que les caractéristiques financières de l'élément couvert et de l'élément de couverture permettent de présumer de l'efficacité de la couverture.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe LCL privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le groupe LCL documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du groupe LCL et son application sont apportées dans le chapitre 3 'Risques'.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste

valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

➢ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée.

Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le groupe LCL considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe LCL intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de LCL, le DVA, les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole S.A. du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les *futures*.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe LCL retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables,
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

➢ Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe LCL compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

➢ Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

➢ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

1.2.3. Provisions (IAS 37 et 19)

Le groupe LCL identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe LCL a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les avantages au personnel,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat),
- les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont estimés en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures,
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période,
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction,
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.18 Provisions.

1.2.4. Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- ceux à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participation et primes, dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus,
- ceux postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies,
- ceux à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus après la clôture de l'exercice),
- les indemnités de cessation d'emploi.

➢ Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à prestations définies

Le groupe LCL détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des "unités de crédit projetées". Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation fixées par le groupe Crédit Agricole S.A. et ajustées en fonction

de la durée résiduelle des engagements. Les taux de rotation du personnel, d'évolution des salaires et de charges sociales sont établis par LCL (cf. note 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies).

Les taux d'actualisation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont déterminés par référence à un taux de marché fondé sur des obligations d'entités de première catégorie, dans la monnaie dans laquelle seront versées les prestations et fonction de la tranche de duration des engagements. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice *iBoxx AA*.

Conformément à la norme IAS 19, le groupe LCL impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir une partie de ses engagements, le groupe LCL a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'organismes extérieurs.

Dans le cas où les engagements ne sont pas entièrement couverts, une provision est constituée au titre de la fraction non couverte de ces engagements. Elle est destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite et figure au passif du bilan sous la rubrique "Provisions". Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe LCL, présents à la clôture de l'exercice.

Lorsque le montant de la dette actuarielle est inférieur à celui de la juste valeur des actifs du régime, le régime est dit « sur financé » ou « excédentaire ». Dans cette situation, l'actif net correspond à l'excédent de financement que l'entité a versé au fonds ou à l'assureur en charge du régime et figure au bilan sous la rubrique « Excédent de régime ».

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements.
Ces différentes provisions figurent au passif du bilan sous la rubrique "Provisions".

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe LCL n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

➢ Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions qui entrent dans le périmètre d'IFRS 2 – cf. principes comptables ci-après.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le groupe LCL pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

1.2.5. Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 *Paiements en actions et assimilés* impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres,
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 concernent principalement des plans dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Frais de personnel" en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions du Crédit Agricole S.A. proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise relèvent des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximale de 30 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de 5 ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des "Réserves consolidées part du Groupe".

En l'espèce, il n'existe plus de plan d'options d'actions dénoué par instruments de capitaux propres de LCL (cf. note 7.6 "Paiements à base d'actions").

1.2.6. Participation et intéressement des salariés

Les sociétés du groupe LCL dont les salariés bénéficient d'un système de participation, comme d'un système d'intéressement, en provisionnent le montant dans l'exercice au cours duquel les droits des salariés sont nés.

Les charges d'intéressement et de participation sont enregistrées dans les "Frais de personnel".

1.2.7. Impôts courants et différés (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe LCL.
L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

a) un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

i) la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition,

ii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;

b) un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;

c) un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués sur la base des taux et des règles d'imposition qui s'appliquent à la clôture de l'exercice conformément aux dispositions fiscales en vigueur à cette date.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôts sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % calculée sur le montant brut des plus-values de cession, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location selon IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le groupe LCL est preneur.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice, sauf si l'impôt est généré:

- par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres,
- ou par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et,
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

1.2.8. Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe LCL applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles (parc immobilier essentiellement).

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle éventuelle.

Les immobilisations acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et pertes éventuelles de valeur.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles sont de 80 et 60 ans respectivement pour le gros œuvre des immeubles de type "haussmannien" et des autres immeubles, de 30 ans pour le second œuvre, de 20 ans pour les installations techniques et de 10 ans pour les agencements.

D'une manière générale, les amortissements des autres immobilisations corporelles sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées maximales suivantes :

- matériels : 3 à 4 ans
- mobiliers et autres : 5 à 10 ans

Parmi les immobilisations incorporelles figurent notamment les logiciels, acquis ou développés par le groupe LCL pour son usage propre, qui sont amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 10 ans pour les développements d'infrastructure, 3 et 5 ans pour les logiciels relatifs aux métiers.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés.

1.2.9. Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe LCL.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; la composante calculée sur les variations de juste valeur est enregistrée en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les variations de juste valeur liées au risque de crédit propre et les écarts de change liés sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- ceux au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique),
- ceux à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat,
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

1.2.10. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont analysées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du bien ou du service vendu.

Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique "commissions" lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client, s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu ou à une date donnée (service ponctuel) :

a) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue ;
b) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas, ultérieurement, l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance, et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

1.2.11. Contrats de location (IFRS 16)

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

Le groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

- Contrats de location dont le groupe LCL est bailleur

S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Concernant ces activités, le groupe LCL est uniquement locataire.

S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

- Contrats de location dont le groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué.

Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat, et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à sa période non résiliable, ajustée des options de prolongation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et de l'option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe du groupe LCL applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables pas tacite prolongation (i.e. première option de sortie post 5 ans) sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location ; ainsi la durée sera estimée à 6 ans. Le principe du groupe LCL (première option de sortie post 5 ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, par exemple pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (notamment en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, il conviendra de retenir une durée de location initiale de 9 ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de 3 ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Ces paiements comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et de la dette locative est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers, et reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique, etc.). Le groupe LCL applique sur ce point la décision de l'IFRS IC du 17 septembre 2019 depuis la mise en œuvre d'IFRS 16.

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de ré-estimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des dettes locatives chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et ceux dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le groupe LCL n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

1.2.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des actifs destinés à être cédés.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

1.3.1. Périmètre de consolidation

Sont incluses dans le périmètre de consolidation retenu pour la préparation des comptes consolidés du groupe LCL toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, LCL dispose d'un pouvoir de contrôle (exclusif), d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

1.3.2. Notions de contrôle et méthodes de consolidation

➢ Sociétés intégrées globalement

Les sociétés sur lesquelles LCL exerce le contrôle (exclusif) sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque LCL est exposé ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à LCL la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. LCL contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque LCL détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de LCL lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par LCL, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

➢ Sociétés mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées ou coentreprises sur lesquelles LCL exerce une influence notable ou un contrôle conjoint sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une société sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée dès lors que LCL détient directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote d'une société.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, LCL constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un "écart d'acquisition" complémentaire,

- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/ dilution en résultat.

Au 31/12/2021, LCL ne détient que des sociétés intégrées globalement.

1.3.3. Retraitements et éliminations

Le groupe LCL effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au groupe LCL est éliminé pour les entités intégrées globalement. Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

1.3.4. Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;

- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du groupe LCL. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultats en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

1.3.5. Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition (IFRS 3)

➢ Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application de cette norme. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le groupe LCL a choisi d'appliquer la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat.
Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à

une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition,
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.
L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximal de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :

- des transactions qui mettent fin à une relation préexistante entre l'acquise et l'acquéreur,
- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquise pour des services futurs,
- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquise ou à ses anciens actionnaires des frais connexes à l'acquisition qu'ils ont pris en charge pour le compte de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur autres actifs", sinon ils sont enregistrés dans le poste "Charges générales d'exploitation".

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur, est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé. L'inscription est réalisée dans la rubrique "Ecarts d'acquisition" lorsque l'entité acquise est intégrée globalement, ou au sein de la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence" lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

➢ Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt du groupe LCL dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de LCL dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste "Réserves consolidées - part du Groupe" ; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt de LCL dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en réserves consolidées - part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

➢ Dépréciation des écarts d'acquisition

Les actifs acquis et les passifs repris font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur, et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.
La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.
Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2021 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en Note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 ».

➢ Crise sanitaire liée à la COVID-19

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Ces prêts appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 31 décembre 2021, le solde des encours des prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par LCL s'élève à 6,4 milliards d'euros.

Risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Des éléments quantitatifs se rapportant aux impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sont joints aux notes annexes aux comptes consolidés présentées ci-avant :

- Note 4.10 – impact agrégat résultat - coût du risque
- Note 6.5 – impact agrégat bilan – actifs financiers au coût amorti
- Note 9 – impacts sur engagements de garantie.

Des informations sur les effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sont exposées par ailleurs dans le rapport d'activité semestriel, notamment dans les chapitres se rapportant aux facteurs de risques et à la gestion des risques.

Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002

jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 21 millions d'euros a été constaté, provisionné en totalité compte tenu du pourvoi formé en cassation.

3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe LCL est assuré par la Direction des Risques qui est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit

(cf. rapport de gestion)

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple, les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage 3*).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**268**	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	268	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**1 649**	-	-	-	-	-
Total	**1 917**	-	-	-	-	-

en millions d'euros	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**453**	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	453	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**2 057**	-	-	-	-	-
Total	**2 510**	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**173 248**	**244**	**20 306**	**3 414**	**90 377**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 111	6	161	56	515	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**23 323**	-	-	-	**45**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**149 221**	**22**	**20 306**	**3 414**	**90 332**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 106	6	161	56	515	-
Titres de dettes	**704**	**222**	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
Total	**173 248**	**244**	**20 306**	**3 414**	**90 377**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 111	6	161	56	515	-

en millions d'euros	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**164 074**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 983**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 006	3	287	69	696	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**22 168**	-	-	-	**33**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**141 210**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 950**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 001	3	287	69	696	-
Titres de dettes	**696**	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
Total	**164 074**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 983**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 006	3	287	69	696	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	**11 256**	-	**13**	**188**	**567**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	95	-	-	2	7	-
Engagements de financement	**19 786**	-	**861**	**521**	**4 674**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	30	-	1	-	6	-
Total	**31 042**	-	**874**	**709**	**5 241**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	125	-	1	2	13	-

(en millions d'euros)	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	**10 711**	-	**37**	**192**	**546**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	184	-	-	2	5	-
Engagements de financement	**19 497**	-	**827**	**475**	**4 441**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	38	-	1	5	3	-
Total	**30 208**	-	**864**	**667**	**4 987**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	222	-	1	7	8	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 «°Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles le Groupe LCL a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

En millions d'euros	Au 31/12/2021		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	**81**	**89**
Valeur comptable brute avant modification	-	88	89
Gains ou pertes nets de la modification	-	(7)	-
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage 2* (actifs dégradés) ou *Stage 3* (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage 1* (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

En millions d'euros	**Valeur comptable brute**
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
Total	-

Concentrations du risque de crédit

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Actifs financiers au coût amorti par agent économique

en millions d'euros	**Au 31 décembre 2021**			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		**Actifs dépréciés (Stage 3)**	**Total**
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	**Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)**		
Administration générale	363	15	-	**378**
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	23 546	4	-	**23 550**
Grandes entreprises	41 553	11 851	1 238	**54 642**
Clientèle de détail	89 250	6 302	980	**96 532**
Dépréciations	(171)	(576)	(1 107)	**(1 854)**
Total	**154 541**	**17 596**	**1 111**	**173 248**

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	318	-	-	**318**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	22 371	4	-	**22 375**
Grandes entreprises	46 504	4 898	1 225	**52 627**
Clientèle de détail	84 578	5 102	971	**90 651**
Dépréciations	(255)	(452)	(1 190)	**(1 897)**
Total	**153 516**	**9 552**	**1 006**	**164 074**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par agent économique

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Administration générale	188	189
Grandes entreprises	46 777	43 913
Clientèle de détail	97 249	91 272
Total Dettes envers la clientèle	**144 214**	**135 374**

Engagements de financement par agent économique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	87	6	-	**93**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	47	-	-	**47**
Grandes entreprises	10 423	873	26	**11 322**
Clientèle de détail	8 046	362	7	**8 415**
Provisions (1)	(27)	(61)	(3)	**(91)**
Total	**18 576**	**1 180**	**30**	**19 786**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	104	-	-	**104**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	35	-	-	**35**
Grandes entreprises	10 546	712	41	**11 299**
Clientèle de détail	7 863	289	4	**8 156**
Provisions (1)	(46)	(44)	(7)	**(97)**
Total	**18 502**	**957**	**38**	**19 497**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	-	-	-	**-**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	360	14	-	**374**
Grandes entreprises	8 932	1 772	138	**10 842**
Clientèle de détail	120	24	64	**208**
Provisions (1)	(13)	(48)	(107)	**(168)**
Total	**9 399**	**1 762**	**95**	**11 256**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	426	1	-	**427**
Grandes entreprises	9 769	234	190	**10 193**
Clientèle de détail	135	14	66	**215**
Provisions (1)	(21)	(31)	(72)	**(124)**
Total	**10 309**	**218**	**184**	**10 711**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	147 852	17 539	2 111	**167 502**
Autres pays	6 860	633	107	**7 600**
Dépréciations	(171)	(576)	(1 107)	**(1 854)**
Total	**154 541**	**17 596**	**1 111**	**173 248**

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	146 196	9 688	2 094	**157 978**
Autres pays	7 575	316	102	**7 993**
Dépréciations	(255)	(452)	(1 190)	**(1 897)**
Total	**153 516**	**9 552**	**1 006**	**164 074**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par zone géographique

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
France (y compris DOM-TOM)	139 030	130 260
Autres pays	5 184	5 114
Total Dettes envers la clientèle	**144 214**	**135 374**

Engagements de financement par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 928	1 147	33	**18 108**
Autres pays	1 675	94	-	**1 769**
Provisions (1)	(27)	(61)	(3)	**(91)**
Total	**18 576**	**1 180**	**30**	**19 786**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 880	879	45	**17 804**
Autres pays	1 668	122	-	**1 790**
Provisions (1)	(46)	(44)	(7)	**(97)**
Total	**18 502**	**957**	**38**	**19 497**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	9 336	1 784	202	**11 322**
Autres pays	76	26	-	**102**
Provisions (1)	(13)	(48)	(107)	**(168)**
Total	**9 399**	**1 762**	**95**	**11 256**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	10 240	226	256	**10 722**
Autres pays	90	23	-	**113**
Provisions (1)	(21)	(31)	(72)	**(124)**
Total	**10 309**	**218**	**184**	**10 711**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

en millions d'euros	31/12/2021								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			**Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)**			**Actifs dépréciés (Stage 3)**		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**394**	**95**	-	**220**	**230**	-	**26**	**48**	**587**
Administration générale	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	6	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	144	52	-	135	86	-	14	28	264
Clientèle de détail	244	42	-	85	144	-	12	20	323
Total	**394**	**95**	-	**220**	**230**	-	**26**	**48**	**587**

en millions d'euros	31/12/2020								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			**Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)**			**Actifs dépréciés (Stage 3)**		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**556**	**189**	-	**131**	**217**	-	**12**	**30**	**559**
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	22	96	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	361	65	-	50	51	-	2	15	269
Clientèle de détail	173	28	-	81	166	-	10	15	290
Total	**556**	**189**	-	**131**	**217**	-	**12**	**30**	**559**

3.2. Risque de marché

Opérations sur les instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	23	158	1 468	1 649
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	10	137	1 910	2 057
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	57	609	1 760	2 426
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	28	888	2 757	3 673
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**14**	**98**	**89**	**201**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	5	77	83	165
Options de taux	-	-	-	0	-	-	0
Caps-floors-collars	-	-	-	9	21	6	36
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**21**	**13**	**3**	**37**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	3	4
Options de change	-	-	-	21	12	-	33
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**35**	**111**	**92**	**238**
Opérations de change à terme	-	-	-	23	7	-	30
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	**58**	**118**	**92**	**268**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**18**	**127**	**192**	**337**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	12	105	185	302
Options de taux	-	-	-	1	-	-	1
Caps-floors-collars	-	-	-	5	22	7	34
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**56**	**16**	**7**	**79**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	7	8
Options de change	-	-	-	56	15	-	71
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**74**	**143**	**199**	**416**
Opérations de change à terme	-	-	-	32	5	-	37
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	**106**	**148**	**199**	**453**

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**21**	**97**	**81**	**199**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	11	75	76	162
Options de taux	-	-	-	0	-	-	0
Caps-floors-collars	-	-	-	10	22	5	37
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**20**	**13**	**3**	**36**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	3	4
Options de change	-	-	-	20	12	-	32
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**41**	**110**	**84**	**235**
Opérations de change à terme	-	-	-	24	6	-	30
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	**65**	**116**	**84**	**265**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**30**	**125**	**179**	**334**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	24	102	172	298
Options de taux	-	-	-	1	-	-	1
Caps-floors-collars	-	-	-	5	23	7	35
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**56**	**16**	**7**	**79**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	7	8
Options de change	-	-	-	56	15	-	71
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**86**	**141**	**186**	**413**
Opérations de change à terme	-	-	-	31	5	-	36
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	**117**	**146**	**186**	**449**

Opérations sur intruments dérivés : montant des engagements

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments de taux d'intérêt	**125 844**	**144 016**
Futures	-	-
FRA	-	-
Swaps de taux d'intérêts	117 912	136 443
Options de taux	105	55
Caps-floors-collars	7 827	7 518
Autres instruments conditionnels	-	-
Instruments de devises et or	**4 404**	**6 135**
Opérations fermes de change	-	-
Options de change	4 404	6 135
Autres instruments	**-**	**-**
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-
Dérivés de crédits	-	-
Autres	-	-
Sous-total	**130 248**	**150 151**
Opérations de change à terme	3 953	3 739
Total Notionnels	**134 201**	**153 890**

Risque de change

(cf. Rapport de gestion).

3.3. Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	18 317	659	4 141	211	-	23 328
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	7 972	12 685	54 671	75 720	-	151 048
Total	**26 289**	**13 344**	**58 812**	**75 931**	**-**	**174 376**
Dépréciations	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(1 832)**
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**172 544**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	16 805	449	1 176	3 741	-	**22 171**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	7 198	18 198	48 214	69 473	-	**143 083**
Total	**24 003**	**18 647**	**49 390**	**73 214**	**-**	**165 254**
Dépréciations	-	-	-	-	-	**(1 876)**
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**163 378**

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	6 811	2 773	20 576	3 136	-	**33 296**
Dettes envers la clientèle	134 377	897	5 356	3 584	-	**144 214**
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	**141 188**	**3 670**	**25 932**	**6 720**	**-**	**177 510**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	6 591	1 848	22 098	3 811	-	**34 348**
Dettes envers la clientèle	124 222	1 221	6 838	3 093	-	**135 374**
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	**130 813**	**3 069**	**28 936**	**6 904**	**-**	**169 722**

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	261	60	72	302	-	695
Titres de créances négociables	3 462	1 906	-	-	-	5 368
Emprunts obligataires	-	-	450	1 590	-	2 040
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	**3 723**	**1 966**	**522**	**1 892**	**-**	**8 103**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	1	-	-	1 480	-	1 481
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	81	81
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	191	191
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	**1**	**-**	**-**	**1 480**	**272**	**1 753**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	172	-	309	400	-	881
Titres de créances négociables	1 210	1 755	1	-	-	2 966
Emprunts obligataires	160	864	-	1 590	-	2 614
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	**1 542**	**2 619**	**310**	**1 990**	**-**	**6 461**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	1	-	-	1 490	-	1 491
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	157	157
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	179	179
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	60	60
Total Dettes subordonnées	**1**	**-**	**-**	**1 490**	**396**	**1 887**

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	21	107	-	-	-	128

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	29	86	-	-	-	115

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 " Risque de marché".

3.4. Comptabilité de couverture

(Cf. Rapport de gestion)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative		positive	négative	
Couverture de juste valeur	**1 649**	**2 426**	**103 674**	**2 057**	**3 673**	**118 835**
Taux d'intérêt	1 649	2 426	103 674	2 057	3 673	118 835
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	**1 649**	**2 426**	**103 674**	**2 057**	**3 673**	**118 835**

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

en millions d'euros	31/12/2021							31/12/2020
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel	Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	42 051	24 966	36 657	103 674	118 835
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**

La note « 3.2 Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

en millions d'euros	31/12/2021			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**12**	**11**	**(18)**	**2 023**
Taux d'intérêt	12	11	(18)	2 023
Instruments fermes	12	11	(18)	2 023
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	**12**	**11**	**(18)**	**2 023**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 637	2 415	847	101 651
Total couverture de juste valeur	**1 649**	**2 426**	**829**	**103 674**

en millions d'euros	31/12/2020			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**38**	**15**	**(16)**	**2 771**
Taux d'intérêt	38	15	(16)	2 771
Instruments fermes	38	15	(16)	2 771
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	**38**	**15**	**(16)**	**2 771**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	2 019	3 658	(426)	116 064
Total couverture de juste valeur	**2 057**	**3 673**	**(442)**	**118 835**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts - Microcouverture

en millions d'euros	31/12/2021			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-
Taux d'intérêt	-	-		-
Change	-	-		-
Autres	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	906	5	-	(8)
Taux d'intérêt	906	5	-	(8)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**906**	**5**	**-**	**(8)**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 136	(4)	-	(26)
Taux d'intérêt	1 136	(4)	-	(26)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**1 136**	**(4)**	**-**	**(26)**

en millions d'euros	31/12/2020			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-
Taux d'intérêt	-	-		-
Change	-	-		-
Autres	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	799	14	-	6
Taux d'intérêt	799	14	-	6
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**799**	**14**	**-**	**6**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 025	22	1	(10)
Taux d'intérêt	2 025	22	1	(10)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**2 025**	**22**	**1**	**(10)**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts - Macrocouverture

en millions d'euros	31/12/2021	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	76 528	15
Total - Actifs	**76 528**	**15**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	25 369	64
Total - Passifs	**25 369**	**64**
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**101 897**	**79**

en millions d'euros	31/12/2020	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	90 826	-
Total - Actifs	**90 826**	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	26 324	-
Total - Passifs	**26 324**	-
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**117 150**	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

en millions d'euros	31/12/2021		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	829	(822)	7
Change	-	-	-
Autres	-	-	-
Total	**829**	**(822)**	**7**

en millions d'euros	31/12/2020		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(442)	429	(13)
Change	-	-	-
Autres	-	-	-
Total	**(442)**	**429**	**(13)**

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

Au 31 décembre 2021, Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Impacts de la comptabilité de couverture

Au 31 décembre 2021, Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

3.5. Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion)

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

(Cf. Rapport de gestion)

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1. Produits et charges d'intérêts

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Sur les actifs financiers au coût amorti	**2 646**	**2 592**
Opérations avec les établissements de crédit	265	211
Opérations avec la clientèle	2 367	2 366
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	14	15
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**-**	**-**
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**631**	**806**
Autres intérêts et produits assimilés	**-**	**-**
Produits d'intérêts (1) (2)	**3 277**	**3 398**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(574)**	**(640)**
Opérations avec les établissements de crédit	(125)	(128)
Opérations avec la clientèle	(388)	(416)
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	(38)	(68)
Dettes subordonnées	(23)	(28)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(868)**	**(1 009)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(2)**	**(4)**
Charges d'intérêts	**(1 444)**	**(1 653)**

(1) dont 1.9M€ sur créances dépréciées (Stage 3) au 31/12/2021, contre 2M€ au 31/12/2020.

(2) dont 1.1M€ correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31/12/2021, contre 1.2M€ au 31/12/2020.

Les produits d'intérêts incluent les effets de la catch-up résultant de la prorogation des PGE pour un montant de 14 M€.

4.2. Produits et charges de commissions

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	85	(11)	74	76	(10)	66
Sur opérations avec la clientèle	53	(17)	36	53	(19)	34
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	3	-	3	3	-	3
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	1 865	(310)	1 555	1 764	(281)	1 483
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	57	-	57	42	-	42
Total Produits et charges de commissions	**2 063**	**(338)**	**1 725**	**1 938**	**(310)**	**1 628**

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	29	2
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3	3
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	19	22
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	5	4
Résultat de la comptabilité de couverture	7	(7)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**63**	**24**

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour élimnier ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Profits	Pertes	Net (1)	Profits	Pertes	Net (1)
Couverture de juste valeur	**36**	**(36)**	**-**	**40**	**(40)**	**-**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	27	(9)	18	28	(12)	16
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	9	(27)	(18)	12	(28)	(16)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**2 231**	**(2 224)**	**7**	**1 709**	**(1 716)**	**(7)**
Variations de juste valeur des éléments couverts	693	(1 532)	(839)	1 064	(652)	412
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	1 538	(692)	846	645	(1 064)	(419)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	**2 267**	**(2 260)**	**7**	**1 749**	**(1 756)**	**(7)**

(1) Dont +4 M€ d'inefficacité de couverture au 31 décembre 2021, contre -12 M€ au 31 décembre 2020.

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	1	2
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1**	**2**

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres de dettes	1	1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	1	1
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	1	1

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 «Coût du risque».

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

4.7. Produits (charges) nets des autres activités

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-
Autres produits (charges) nets	0	34
Produits (charges) des autres activités	**0**	**34**

4.8. Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	(1 375)	(1 330)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(136)	(127)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation (2)	(624)	(573)
Charges générales d'exploitation	**(2 135)**	**(2 030)**

(1) Dont -58.8M€ comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique (FRU) au 31 décembre 2021 (contre -41.7M€ au 31 décembre 2020), et -17M€ comptabilisés au titre du Fonds de Garantie des Dépôts au 31 décembre 2021 (contre -7.9M€ au 31 décembre 2020).

(2) Dont loyers et charges locatives sur immobilier: -23M€ au 31 décembre 2021 (contre -27M€ au 31 décembre 2020). L'application des recommandations de l'IFRS-IC a conduit au T4 2020 à un retraitement de +32,7M€ portant sur les loyers 2019 et a eu un effet de +27,8M€ sur les loyers 2020.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du groupe LCL intégrées globalement.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2021 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes de LCL

en milliers d'euros hors taxes	PricewaterhouseCoopers Audit		MAZARS		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**379**	**386**	**292**	**281**	**671**
Emetteur	*337*	*337*	*281*	*281*	*618*
Filiales intégrées globalement	*42*	*49*	*11*	-	*53*
Services autres que la certification des comptes	**34**	**30**	**25**	**28**	**59**
Emetteur	*31*	*31*	*25*	*28*	*56*
Filiales intégrées globalement	*3*	*(1)*	-	-	*3*
Total	**413**	**416**	**317**	**309**	**730**

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de LCL, figurant aux compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 413k€, dont 379k€ au titre de la mission de certification des comptes de LCL et ses filiales, et 34k€ au titre de services autres que la certification des comptes (validation du rapport de gestion, validation du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, rapport sur les conventions réglementées, attestation mécénat, respect des exigences applicables au format électronique des comptes consolidés).

Le montant total des honoraires de Mazars, Commissaire aux comptes de LCL, figurant aux compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 317k€, dont 292k€ au titre de la mission de certification des comptes de LCL et ses filiales, et 25k€ au titre de services autres que la certification des comptes (validation du rapport de gestion, validation du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, rapport sur les conventions réglementées, attestation mécénat, respect des exigences applicables au format électronique des comptes consolidés, lettres d'indépendance).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du groupe LCL, consolidées par intégration globale

en milliers d'euros hors taxes	EY		Deloitte		KPMG		AUTRE		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	-	-	-	-	-	-	**29**	**63**	**29**
Emetteur	-		-		-		-	-	-
Filiales intégrées globalement							*29*	*63*	*29*
Services autres que la certification des comptes (1)	**1**	-	-	-	-	-	**2**	**2**	**3**
Emetteur	*1*		-		-		-	-	*1*
Filiales intégrées globalement							*2*	*2*	*2*
Total	**1**	-	-	-	-	-	**31**	**65**	**32**

(1) Les services autres que la certification des comptes recensés correspondent aux missions réalisées par les cabinets dans les sociétés où ils sont Commissaires aux comptes.

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements	**(242)**	**(296)**
Immobilisations corporelles (1)	(205)	(249)
Immobilisations incorporelles	(37)	(47)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**1**	**1**
Immobilisations corporelles	1	1
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	**(241)**	**(295)**

(1) Dont -80.8M€ comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 31/12/2021, contre -115.1M€ au 31/12/2020. L'application des recommandations de l'IFRS-IC a conduit en décembre 2020 à effectuer un retraitement de -31,9M€ portant sur les amortissements des droits d'utilisation 2019 et a eu un effet de -26,7M€ sur les amortissements des droits d'utilisation 2020.

4.10. Coût du risque

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2)	**(46)**	**(183)**
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**110**	**(83)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	86	(71)
Engagements par signature	24	(12)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**(156)**	**(100)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(123)	(87)
Engagements par signature	(33)	(13)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3)	**(131)**	**(176)**
Stage 3 : Actifs dépréciés	**(131)**	**(176)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(104)	(177)
Engagements par signature	(27)	1
Autres actifs	**(1)**	**(3)**
Risques et charges	**(6)**	**3**
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (1)	**(184)**	**(359)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(33)	(27)
Récupérations sur prêts et créances	6	6
comptabilisés au coût amorti	6	6
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(6)	(9)
Pertes sur engagements par signature	(1)	(1)
Autres pertes	(1)	-
Autres produits	-	-
Coût du risque	**(219)**	**(390)**

(1) Dont impact crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les Stages 1 et 2 : -65,4 M€ au 31/12/2021 en Stage 2, contre -178 M€ au 31/12/2020 (-90 M€ en Stage 1 et -88 M€ en Stage 2).

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**6**	**2**
Plus-values de cession	6	2
Moins-values de cession	-	-
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**6**	**2**

4.12. Impôts

Charge d'impôt

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charge d'impôt courant	(311)	(294)
Charge d'impôt différé	24	71
Total Charge d'impôt	**(287)**	**(223)**

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Base	Taux d'impôt	Impôt	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	1 034	28,41%	(294)	721	32,02%	(231)
Effet des différences permanentes		1,02%	(10)		1,83%	(13)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,76)%	18		(1,78)%	13
Changement de taux		0,00%	-		(0,01)%	-
Effet de l'imposition à taux réduit		(0,46)%	5		(0,93)%	7
Effet des autres éléments		0,55%	(6)		(0,23)%	1
Taux et charge effectifs d'impôt		**27,76%**	**(287)**		**30,90%**	**(223)**

Le taux d'impôt théorique 28,41% de 2021 est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2021.

Le taux d'impôt théorique 32,02% de 2020 est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2020.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à -2,5M€ au 31 décembre 2021, contre -2,9M€ au 31 décembre 2020.

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	16	(15)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(1)	1
Ecart de réévaluation de la période	(1)	1
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(9)	2
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	6	(12)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	6	(12)
Dont part du Groupe	6	(12)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

5. Informations sectorielles

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondant aux métiers de LCL et conformes à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A., sont les suivants :

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Banque de proximité en France	**Activités hors métiers**	**Total**	**Banque de proximité en France**	**Activités hors métiers**	**Total**
Produit net bancaire	3 696	(73)	3 623	3 521	(87)	3 434
Charges d'exploitation	(2 371)	(5)	(2 376)	(2 319)	(6)	(2 325)
Résultat brut d'exploitation	**1 325**	**(78)**	**1 247**	**1 202**	**(93)**	**1 109**
Coût du risque	(219)	-	(219)	(390)	-	(390)
Résultat d'exploitation	**1 106**	**(78)**	**1 028**	**812**	**(93)**	**719**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	-	6	2	-	2
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 112**	**(78)**	**1 034**	**814**	**(93)**	**721**
Impôts sur les bénéfices	(309)	22	(287)	(252)	29	(223)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**

5.2. Information sectorielle par zone géographique

Le groupe LCL exerce son activité principalement sur la zone géographique France (y compris DROM COM).

6. Notes relatives au bilan

6.1. Caisse, banques centrales

en millions d'euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	904		902	
Banques centrales	18 842	1	17 380	2
Valeur au bilan	**19 746**	**1**	**18 282**	**2**

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	268	453
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	564	558
Instruments de capitaux propres	564	558
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	**832**	**1 011**
Dont Titres prêtés	-	-

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	268	453
Valeur au bilan	**268**	**453**

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Actions et autres titres à revenu variable	20	18
Titres de participation non consolidés	544	540
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**564**	**558**

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres de dettes	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	-	-

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	265	449
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	**265**	**449**

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	265	449
Valeur au bilan	**265**	**449**

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en résultat net

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	230	17	(7)
Total	**230**	**17**	**(7)**

en millions d'euros	31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	193	17	(7)
Total	**193**	**17**	**(7)**

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

en millions d'euros	31/12/2021			
	Valeur au bilan	**Gains latents**	**Pertes latentes**	**Gains/pertes latents sur la période**
Actions et autres titres à revenu variable	166	9	-	(1)
Titres de participation non consolidés	64	8	(7)	-
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**230**	**17**	**(7)**	**(1)**
Impôts sur les bénéfices		(3)	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		**14**	**(7)**	**(1)**

en millions d'euros	31/12/2020			
	Valeur au bilan	**Gains latents**	**Pertes latentes**	**Gains/pertes latents sur la période**
Actions et autres titres à revenu variable	132	9	-	1
Titres de participation non consolidés	61	8	(7)	-
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**193**	**17**	**(7)**	**1**
Impôts sur les bénéfices		(3)	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		**14**	**(7)**	**1**

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

en millions d'euros	31/12/2021		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	**Gains cumulés réalisés**	**Pertes cumulées réalisées**
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) (1)		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

en millions d'euros	31/12/2020		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	**Gains cumulés réalisés**	**Pertes cumulées réalisées**
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) (1)		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5. Actifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Prêts et créances sur les établissements de crédit	23 323	22 168
Prêts et créances sur la clientèle (1)	149 221	141 210
Titres de dettes	704	696
Valeur au bilan	**173 248**	**164 074**

(1) Au 31/12/2021, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par LCL s'élève à 6,4Mds€ (contre 7,9Mds€ au 31/12/2020).

Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	23 158	21 971
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	193	175
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	167	256
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	170	200
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	**23 328**	**22 171**
Dépréciations	(5)	(3)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	**23 323**	**22 168**
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	**-**	**-**
Valeur au bilan	**23 323**	**22 168**

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	148	93
Autres concours à la clientèle	148 940	141 012
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	10	4
Avances en comptes courants d'associés	2	2
Comptes ordinaires débiteurs	1 948	1 972
Valeur brute	**151 048**	**143 083**
Dépréciations	(1 827)	(1 873)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**149 221**	**141 210**
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	-	-
Valeur au bilan	**149 221**	**141 210**

Titres de dettes

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	726	717
Total	**726**	**717**
Dépréciations	(22)	(21)
Valeur au bilan	**704**	**696**

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Au 31 décembre 2021 comme à fin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par des actifs transférés décomptabilisés ou non décomptabilisés.

6.7. Expositions au risque souverain

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

6.8. Passifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dettes envers les établissements de crédit	33 296	34 348
Dettes envers la clientèle	144 214	135 374
Dettes représentées par un titre	8 103	6 461
Valeur au bilan	**185 613**	**176 183**

Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	33 296	34 348
dont comptes ordinaires créditeurs	845	776
dont comptes et emprunts au jour le jour	254	254
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	**33 296**	**34 348**
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	-	-
Valeur au bilan	**33 296**	**34 348**

Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	78 657	71 666
Comptes d'épargne à régime spécial	52 570	49 559
Autres dettes envers la clientèle	12 987	14 149
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-
Valeur au bilan	**144 214**	**135 374**

Dettes représentées par un titre

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	695	881
Titres de créances négociables	5 368	2 966
Emprunts obligataires	2 040	2 614
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	**8 103**	**6 461**

6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – actifs financiers

en millions d'euros	31/12/2021					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	1 917	-	1 917	1 673	-	244
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	**1 917**	**-**	**1 917**	**1 673**	**-**	**244**

en millions d'euros	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	2 509	-	2 509	2 143	-	366
Prises en pension de titres	1	-	1	-	-	1
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	**2 510**	**-**	**2 510**	**2 143**	**-**	**367**

Compensation – passifs financiers

en millions d'euros	31/12/2021					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	2 683	-	2 683	1 673	955	55
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	**2 683**	**-**	**2 683**	**1 673**	**955**	**55**

en millions d'euros	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	4 108	-	4 108	2 143	1 922	43
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	**4 108**	**-**	**4 108**	**2 143**	**1 922**	**43**

6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courants	364	290
Impôts différés	852	1 112
Total Actifs d'impôts courants et différés	**1 216**	**1 402**
Impôts courants	320	314
Impôts différés	311	554
Total Passifs d'impôts courants et différés	**631**	**868**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

en millions d'euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Impôts différés Actif	**Impôts différés Passif**	**Impôts différés Actif**	**Impôts différés Passif**
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**517**	**3**	**505**	**3**
Charges à payer non déductibles	15	-	13	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	438	-	485	-
Autres différences temporaires	64	3	7	3
Impôts différés sur réserves latentes	**-**	**3**	**-**	**3**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	3	-	3
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	**335**	**305**	**607**	**548**
Total Impôts différés	**852**	**311**	**1 112**	**554**

6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Autres actifs	**1 808**	**2 725**
Comptes de stocks et emplois divers	-	-
Débiteurs divers (1) (2)	1 783	2 722
Comptes de règlements	25	3
Comptes de régularisation	**1 937**	**1 836**
Comptes d'encaissement et de transfert	1 334	1 300
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits à recevoir	281	311
Charges constatées d'avance (3)	140	62
Autres comptes de régularisation	182	163
Valeur au bilan	**3 745**	**4 561**

(1) dont 956M€ au 31/12/2021 contre 1922M€ au 31/12/2020 suite à la collatéralisation avec CACIB dans le cadre des opérations de marché.

2) dont 35,8M€ au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie au 31/12/2021 contre 26,5 au 31/12/2020. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

(3) dont actifs d'excédents de régime sur engagements de retraite: 122,9 M€ au 31/12/2021.

L'impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 a eu pour conséquence la constitution d'un excédent d'actif de 105M€ en compte de régularisation et actifs divers au 01/01/2021.

Comptes de régularisation et passifs divers

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Autres passifs (1)	**941**	**963**
Comptes de règlements	1	24
Créditeurs divers	559	506
Versements restant à effectuer sur titres	63	79
Dettes locatives	318	354
Comptes de régularisation	**2 090**	**2 025**
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	630	529
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	536	668
Charges à payer	721	710
Autres comptes de régularisation	203	118
Valeur au bilan	**3 031**	**2 988**

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

6.13. Co-entreprises et entreprises associées

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.14. Immeubles de placement

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

en millions d'euros	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	3 291	-	188	(96)	-	-	**3 383**
Amortissements et dépréciations	(1 693)	-	(205)	75	-	-	**(1 823)**
Valeur au bilan	**1 598**	**-**	**(17)**	**(21)**	**-**	**-**	**1 560**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	838	-	49	(11)	-	-	**876**
Amortissements et dépréciations	(649)	-	(37)	6	-	-	**(680)**
Valeur au bilan	**189**	**-**	**12**	**(5)**	**-**	**-**	**196**

en millions d'euros	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements (1) (2)	31/12/2020
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	2 953	-	210	(84)	-	212	3 291
Amortissements et dépréciations	(1 475)	-	(217)	31	-	(32)	(1 693)
Valeur au bilan	**1 478**	**-**	**(7)**	**(53)**	**-**	**180**	**1 598**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	823	-	48	(33)	-	-	838
Amortissements et dépréciations	(628)	-	(46)	25	-	-	(649)
Valeur au bilan	**195**	**-**	**2**	**(8)**	**-**	**-**	**189**

(1) Impact Autres mouvements: Interfimo : transfert en titres de 6M€ correspondant à la SCI La Maison des Professions Libérales

(2) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 513 M€ au 31/12/2019 (contre 294M€ avant application de la décision IFRS IC).

6.16. Écarts d'acquisition

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.17. Provisions techniques des contrats d'assurance

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.18. Provisions

en millions d'euros	31/12/2020	01/01/2021 (1)	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Risques sur les produits épargne-logement	112		-	1	-	-	-	-	113
Risques d'exécution des engagements par signature	221		-	244	-	(209)	-	3	259
Risques opérationnels	38		-	39	(2)	(4)	-	-	71
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	132	(43)	-	25	(17)	(10)	-	1	88
Litiges divers	15		-	6	(1)	(4)	-	-	16
Participations	-		-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	17		-	21	(3)	(13)	-	-	22
Autres risques	117		-	21	(3)	(10)	2	-	127
TOTAL	**652**	**(43)**	**-**	**357**	**(26)**	**(250)**	**2**	**4**	**696**

(1) Impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies: -148M€, se traduisant par une diminution du passif de provision de -43M€ et la constatation d'un actif d'excédent de régime à hauteur de 105M€. (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité).

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les engagements sociaux (retraites) aurait été de 134M€.

en millions d'euros	31/12/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2020
Risques sur les produits épargne-logement	98	-	14	-	-	-	-	112
Risques d'exécution des engagements par signature	203	-	207	(1)	(184)	-	(4)	221
Risques opérationnels	59	-	10	(5)	(12)	-	(14)	38
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	119	-	56	(23)	(36)	-	16	132
Litiges divers	14	-	4	(1)	(2)	-	-	15
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	20	-	-	(3)	-	-	-	17
Autres risques	153	-	24	(17)	(41)	(2)	-	117
TOTAL	**666**	**-**	**315**	**(50)**	**(275)**	**(2)**	**(2)**	**652**

Provision épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	816	673
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 952	3 927
Ancienneté de plus de 10 ans	4 013	4 168
Total plans d'épargne-logement	**8 781**	**8 768**
Total comptes épargne-logement	**1 349**	**1 344**
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	**10 130**	**10 112**

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2021 pour les données au 31 décembre 2021 et à fin novembre 2020 pour les données au 31 décembre 2020.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement	1	2
Comptes épargne-logement	7	12
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	**8**	**14**

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1	1
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	29	33
Ancienneté de plus de 10 ans	83	78
Total plans d'épargne-logement	**113**	**112**
Total comptes épargne-logement	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	**113**	**112**

en millions d'euros	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Plans d'épargne-logement	112	1	-	113
Comptes épargne-logement	-	-	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	**112**	**1**	**-**	**113**

6.19. Dettes subordonnées

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de LCL.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – Directive CRD IV / Règlement CRR[2] – définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoit les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("*Bail-in*") dans certaines circonstances, notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2]).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable et ce en fonction de la date à laquelle ils ont été émis (les dettes subordonnées sont junior aux titres senior non préférés et préférés).

Les différents types d'instruments subordonnés dont dispose le Groupe LCL au 31/12/2021 sont détaillés ci-dessous :

[2] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée depuis la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019, en ce compris au travers de de la Directive (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémenté et amendé depuis, en ce compris au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019.

[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée depuis, en ce compris au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dettes subordonnées à durée déterminée	1 481	1 491
Dettes subordonnées à durée indéterminée	81	157
Dépôts de garantie à caractère mutuel	191	179
Titres et emprunts participatifs	-	60
Valeur au bilan	**1 753**	**1 887**

Émissions de dette "Senior non préférée"

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre au critère d'éligibilité lié à la « subordination » des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L. 613-30-3-I-4° et R. 613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD précitée et reprise indirectement dans les Règlements CRR s'agissant des instruments de dettes éligibles au ratio MREL sous réserve du respect des critères y afférents.

Dans le cadre d'une procédure de résolution, les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1), au titre du renflouement interne (« *Bail-In* »), prioritairement aux autres dettes senior (les dettes « senior-préférées»), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris, sans limitation, les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et *Additional Tier 1*) et les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les titres Senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des dettes senior « préférées », mais avant les dettes subordonnées qualifiées ou non de fonds propres règlementaires.

L'encours de titres Senior non préférés émis par LCL s'élève ainsi à 2 040 M€ au 31 décembre 2021.

TITRES PARTICIPATIFS

L'assemblée générale des porteurs de Titres Participatifs qui s'est déroulée le 15/11/2021 a décidé d'inclure dans les termes et conditions de l'émission, une option de rachat à la main de l'émetteur.
LCL a décidé d'exercer cette option et a ainsi procédé au remboursement intégral de cette émission en date du 26/11/2021.
Le remboursement a été réalisé à la valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 60 M€.
Il est rappelé que les titres participatifs de LCL avaient été émis en octobre 1984 à un prix égal au pair.

Au titre de l'exercice 2020, un coupon brut de 0,12362€ par titre a été mis en paiement le 22 octobre 2021.
Il est rappelé les principes de rémunération suivants :

- La rémunération est payable le 22 octobre de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due.
- Cette rémunération ne peut en aucun cas être inférieure à 85 % du TMO ou supérieure à 130 % du TMO (le Taux Moyen Obligataire -TMO est la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à la date de règlement des souscriptions des emprunts garantis par l'Etat et assimilés).
- La partie fixe de la rémunération est égale à 40% du TMO, tel que défini ci-avant.
- La partie variable est égale à 33% du TMO, multiplié par un Coefficient de Participation (CP). Ce coefficient est établi par le calcul suivant :

$$\text{Coef Part 2019} \times \frac{\text{(RNPG 2020+effet distribution d'actifs 2020-effet augmentation capital 2020)}}{\text{(RNPG 2019+effet augmentation de capital 2019)}}$$

Les résultats retenus pour ce calcul sont établis à capitaux propres, périmètre de consolidation et principes comptables comparables.

Pour l'exercice 2020, les éléments du calcul sont :

- Résultat 2020 : 498 millions d'euros (en 2019 : 533 millions d'euros)
- Coefficient de Participation 2020 : 1,4159 (en 2019 : 1,5156)

Conformément aux dispositions du contrat d'émission, la rémunération servie aux porteurs de titres participatifs en octobre 2021 est égale à 86,73 % du TMO constaté pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021.

Les titres participatifs sont cotés en euros, coupon couru inclus, à la bourse de Paris. Le tableau ci-dessous reprend les principales données relatives à la situation boursière de ces titres (en euros):

Période	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Nombre de titres échangés
3e trimestre 2020	111,30	86.70	401
4e trimestre 2020	116,00	96.30	2 328
1er trimestre 2021	110,99	103,40	771
2e trimestre 2021	130,99	107,05	1287
3e trimestre 2021	130,00	125,00	969
4e trimestre 2021	N/A	N/A	N/A

Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)

- L'assemblée générale des porteurs des Titres subordonnés à durée indéterminée émis le 4 novembre 1985 qui s'est déroulée le 15/11/2021 a décidé d'inclure dans les termes et conditions de l'émission, une option de rachat à la main de l'émetteur.

LCL a décidé d'exercer cette option et a ainsi procédé au remboursement intégral de cette émission en date du 26/11/2021.
Le remboursement a été réalisé à la valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 61 M€.
Il est rappelé que les titres avaient été émis à un prix égal au pair.

- LCL a décidé d'exercer l'option de rachat des Titres subordonnés à durée indéterminée émis le 5 janvier 1987 selon les termes et conditions prévus par la documentation.

Conformément aux clauses de l'émission, le remboursement a été réalisé à 103% de valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 80 M€.
Il est rappelé que les titres avaient été émis à un prix égal au pair.

La rémunération des TSDI émis par LCL était établie sur la base d'un taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés (le TMO), diminuée d'une marge. Cette rémunération pouvait être différée en cas d'absence de bénéfice distribuable.

6.20. Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, le capital social de LCL s'élève à 2 037 713 591 euros composé de 393 158 237 actions ordinaires de 5,18 euros de valeur nominale entièrement libérées.

Actionnaires	Nombre de titres au 31/12/2020	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Autres mouvements	Nombre de titres au 31/12/2021	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S A.	375 686 584	-	-	-	375 686 584	95,56%	95,56%
SACAM Développement	17 471 652	-	-	-	17 471 652	4,44%	4,44%
Autres actionnaires	1	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Total	**393 158 237**	**-**	**-**	**-**	**393 158 237**	**100,00%**	**100,00%**

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Capital autorisé mais non émis

A - Options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2021, il n'existe plus d'options en vie et le Conseil d'administration ne dispose d'aucune autorisation accordée par une assemblée générale, en vue d'attribuer des options de souscription d'actions.

B - Autorisations générales d'émission de titres de capital ou donnant accès au capital

	Nombre de titres
Actions émises	393 158 237
Actions potentielles	96 470 436
Stocks-options en vie	-
Résolution AG 29/04/19 (augmentation capital dans la limite de 500 M€)	96 470 436
TOTAL actions émises et potentielles	**489 628 673**

Actions de préférences

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

Dividendes payés au cours de l'exercice

L'Assemblée générale des actionnaires de LCL du 29 avril 2021 a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0,97 euro.

Ce dividende a été mis en paiement en numéraire le 6 mai 2021.

(en euros)	2020	2019	2018	2017
Dividende ordinaire	381 363 490	0	0	0
Dividende majoré	0	0	0	0

Le montant relatif aux dividendes versés en 2021 au titre de l'exercice 2020 s'élève à 381 363 489,89 euros. Le versement de ces dividendes figure dans le tableau de variation des capitaux propres.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2021

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2021 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de LCL du 27/04/2022. Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la somme de 73 619 euros à la réserve spéciale relative aux acquisitions d'œuvres originales d'artistes vivants conformément aux dispositions de l'article 238 bis AB du CGI, et de verser sous forme de dividendes le solde du résultat social de l'exercice 2021. Le montant de dividendes total à distribuer au titre de l'exercice 2021 s'élève à 636 916 343,94 euros dont une partie pour un montant de 137 817,02 euros prélevé sur le poste «report à nouveau».

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 et de l'article 243 bis du CGI, les dividendes au titre des trois (3) derniers exercices s'établissaient ainsi :

	Nombre d'actions	Montant de la distribution	Dividende net par action	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3-2° du CGI (1)
2018	393 158 237	-	-	-
2019	393 158 237	-	-	-
2020	393 158 237	381 363 490€	0,97€	381 363 490€

(1) Cet abattement bénéficie aux seules personnes physiques domiciliées en France

Résultat par action

		31/12/2021	31/12/2020
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	747	498
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	*(en millions d'euros)*	(75)	(94)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	*(en millions d'euros)*	**672**	**404**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		393 158 237	393 158 237
Coefficient d'ajustement		-	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		393 158 237	393 158 237
Résultat de base par action	*(en euros)*	**1,71**	**1,03**
Résultat dilué par action (en euros)	*(en euros)*	**1,71**	**1,03**

Titres super subordonnés à durée indéterminée

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont:

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31/12/2021	Montants en euros au cours d'origine au 31/12/2021	Rémunération de la période	Montant en devises au 31/12/2020	Montants en euros au cours d'origine au 31/12/2020	Rémunération de la période
		en millions d'euros					
27/11/2015	Euro	530	530	(32)	530	530	(50)
27/03/2016	Euro	300	300	(38)	600	600	(44)
08/07/2021	Euro	350	350	(5)	-	-	-
Total		**1 180**	**1 180**	**(75)**	**1 130**	**1 130**	**(94)**

Les mouvements relatifs aux titres super subordonnés à durée indéterminée sont :

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(73)	(94)
Evolutions des nominaux	-	-
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	21	30
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-
Autres	-	-

6.21. Participations ne donnant pas le contrôle

En 2021, le groupe LCL n'a pas de participations significatives ne donnant pas le contrôle, il n'est donc pas concerné par cette note annexe.

6.22. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	19 746	-	-	-	-	19 746
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	17	41	118	92	564	832
Instruments dérivés de couverture	11	12	158	1 468	-	1 649
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	230	230
Actifs financiers au coût amorti	24 497	13 381	59 186	76 184	-	173 248
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					261	261
Total Actifs financiers par échéance	**44 271**	**13 434**	**59 462**	**77 744**	**1 055**	**195 966**
Banques centrales	1	-	-	-	-	1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	24	41	116	84	-	265
Instruments dérivés de couverture	13	44	609	1 760	-	2 426
Passifs financiers au coût amorti	144 911	5 636	26 454	8 612	-	185 613
Dettes subordonnées	1	-	-	1 480	272	1 753
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					64	64
Total Passifs financiers par échéance	**144 950**	**5 721**	**27 179**	**11 936**	**336**	**190 122**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	18 282	-	-	-	-	18 282
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	21	84	149	199	558	1 011
Instruments dérivés de couverture	7	3	137	1 910	-	2 057
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	193	193
Actifs financiers au coût amorti	22 221	18 658	49 770	73 425	-	164 074
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					1 086	1 086
Total Actifs financiers par échéance	**40 531**	**18 745**	**50 056**	**75 534**	**1 837**	**186 703**
Banques centrales	2	-	-	-	-	2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34	83	146	186	-	449
Instruments dérivés de couverture	16	12	888	2 757	-	3 673
Passifs financiers au coût amorti	132 354	5 688	29 247	8 894	-	176 183
Dettes subordonnées	1	-	-	1 490	396	1 887
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					-	-
Total Passifs financiers par échéance	**132 407**	**5 783**	**30 281**	**13 327**	**396**	**182 194**

7. Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1. Détail des charges de personnel

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	(785)	(764)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(128)	(129)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(3)	(4)
Autres charges sociales	(186)	(210)
Intéressement et participation	(118)	(85)
Impôts et taxes sur rémunération	(155)	(138)
Total Charges de personnel	**(1 375)**	**(1 330)**

7.2. Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2021	31/12/2020
France (1)	16 699	16 871
Étranger	-	-
Total	**16 699**	**16 871**

(1) Dont 62 pour Monaco au 31 décembre 2021 contre 64 au 31 décembre 2020.

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe LCL n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	**385**	**-**	**385**	**377**
Impact IFRIC IAS 19 à l'ouverture (2)	(148)	-	(148)	-
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	16	-	16	16
Coût financier	1	-	1	3
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	(5)
Variations de périmètre	(1)	-	(1)	1
Prestations versées (obligatoire)	(16)	-	(16)	(20)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1)	-	(1)	(14)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1	-	1	27
Dette actuarielle à la clôture	**237**	**-**	**237**	**385**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

(2) Concernent l'impact de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies pour un montant de 148M€ au 1er janvier 2021 (Cf. note 1.1 Normes applicables et comparabilité).

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été de 134M€.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	16	-	16	11
Charge/produit d'intérêt net	(1)	-	(1)	-
Impact en compte de résultat à la clôture	**15**	**-**	**15**	**11**

Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global non recyclables

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	**130**	**-**	**130**	**115**
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(14)	-	(14)	(4)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1)	-	(1)	(14)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1	-	1	27
Ajustement de la limitation d'actifs	(2)	-	(2)	6
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture.	**114**	**-**	**114**	**130**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	**351**	**-**	**351**	**351**
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1	-	1	3
Gains/(pertes) actuariels	14	-	14	4
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	1
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	1
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(5)	-	(5)	(9)
Juste valeur des actifs à la clôture	**361**	**-**	**361**	**351**

Variation de juste valeur des droits à remboursement

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

Position nette

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	**237**	**-**	**237**	**385**
Impact de la limitation d'actifs	4	-	4	6
Juste valeur des actifs fin de période	(361)	-	(361)	(351)
Position nette (passif) / actif à la clôture	**120**	**-**	**120**	**(40)**

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation (1)	0,30%	0,34%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	5,20%	2,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,60%	2,10%
Taux d'évolution des coûts médicaux		

(1) Le taux d'actualisation est, conformément à la norme IAS 19, déterminé en fonction de la duration des régimes.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes – allocations d'actifs (1)

	31/12/2021											
en millions d'euros	Zone euro			Hors zone euro			Mixte toutes zones			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions (1)	11,7%	32	-	14,8%	40	-	0,0%	-	-	26,5%	72	-
Obligations (1)	29,6%	80	-	5,3%	15	-	0,0%	-	-	34,9%	95	-
Immobilier	2,7%	7	-	0,0%	-	-	0,0%	-	-	2,7%	7	-
Autres actifs	35,7%	97		0,2%	1		0,0%	-		35,9%	98	

(1) Dont instruments émis par l'entité : 0

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -3,4 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 3,7 %.

7.5. Autres avantages sociaux

La Rémunération Variable Collective (RVC) de LCL regroupe les dispositifs d'intéressement et de participation. Le montant de l'intéressement est égal à la différence entre le montant total de la RVC et celui de la participation, calculée selon la formule légale.

L'accord d'intéressement a été renégocié en 2016, conduisant à une nouvelle formule de calcul de l'intéressement.

Depuis l'exercice 2016, la RVC correspond à une quote-part du résultat net avant impôts du pôle d'activité «LCL Banque de Proximité». La méthode de répartition de ces montants entre les collaborateurs n'a pas évolué: la participation et l'intéressement restent répartis pour moitié en fonction du temps de présence et pour moitié en fonction de la rémunération brute fiscale perçue au cours de l'exercice considéré, dans la limite d'un plafond.

LCL verse une gratification subordonnée à l'obtention de la Médaille d'Honneur du travail. Auparavant perçue avec un décalage de 5 ans par rapport à l'obtention de la Médaille d'Honneur du travail, depuis 2011 cette gratification est versée concomitamment à l'obtention de la Médaille d'Honneur. Cette prime représentant l'équivalent d'un 13éme mois est attribuée à 20, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Les provisions constituées par le groupe LCL au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 199M€ à la fin de l'exercice 2021.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Médaille du travail	81	86
Provision intéressement / participation	118	83
Total	**199**	**169**

7.6. Paiements à base d'actions

Il n'existe pas de plan d'options d'actions dénoué par instruments de capitaux propres de LCL ni d'autorisation pour le conseil d'administration d'en attribuer.

7.7. Rémunérations de dirigeants

Comité exécutif

L'ensemble des membres du comité exécutif ont perçu en 2021 au titre des :

- ✓ Avantages à court terme hors charges patronales (y compris intéressement et avantages en nature) : 4 078K€ ;
- ✓ Avantages postérieurs à l'emploi : 283 K€ ;
- ✓ Autres avantages à long terme : néant ;
- ✓ Indemnités de fin de contrat de travail : néant ;
- ✓ Paiements en actions (IAS 24§17) : sans objet.

Conseil d'administration

Sur la base d'une enveloppe globale de 350 K€ fixée par l'Assemblée générale du 15 mai 2006 et qui reste valable jusqu'à nouvel ordre, il a été attribué aux membres du Conseil d'administration une rémunération d'un montant total net de 161K€ au titre de l'exercice 2021.

8. Contrats de location

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles détenues en propre	1 235	1 239
Droits d'utilisation des contrats de location	325	359
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	**1 560**	**1 598**

LCL est également preneur dans des contrats de location de véhicules et de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. LCL a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

LCL est preneur de nombreux actifs immobiliers (bureaux, agences, baux bourgeois).

Les informations relatives aux contrats dont LCL est preneur sont présentées ci-dessous :

en millions d'euros	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Immobilier							
Valeur brute	562	-	66	(38)	-	-	590
Amortissements et dépréciations	(203)	-	(81)	19	-	-	(265)
Total Immobilier	**359**	**-**	**(15)**	**(19)**	**-**	**-**	**325**
Mobilier	-						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Droits d'utilisation	**359**	**-**	**(15)**	**(19)**	**-**	**-**	**325**

en millions d'euros	01/01/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2020
Immobilier							
Valeur brute	347	-	68	(71)	-	218	562
Amortissements et dépréciations	(106)	-	(83)	18	-	(32)	(203)
Total Immobilier	**241**	**-**	**(15)**	**(53)**	**-**	**186**	**359**
Mobilier							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Droits d'utilisation	**241**	**-**	**(15)**	**(53)**	**-**	**186**	**359**

(1) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 516M€ au 31/12/2019.

Echéancier des dettes locatives

en millions d'euros	31/12/2021			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**82**	**190**	**46**	**318**

en millions d'euros	31/12/2020			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**80**	**232**	**42**	**354**

Détail des charges et produits de contrats de location

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(2)	(4)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	**(2)**	**(4)**
Charges relatives aux contrats de location court terme	(1)	(4)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(1)	(3)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	(1)
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	**(2)**	**(8)**
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(81)	(115)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**(81)**	**(115)**
Total Charges et produits de contrats de location	**(85)**	**(127)**

Montants des flux de trésorerie de la période

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	**(94)**	**(97)**

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les contrats de location proposés par LCL à ses clients sont tous classés en location simple.

Produits de contrats de location

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Location-financement	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	**26**	**25**
Produits locatifs	26	25

Echéancier des paiements de loyers à recevoir

Au 31 décembre 2021 le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

9. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés	**31 301**	**30 429**
Engagements de financement	**19 877**	**19 594**
Engagements en faveur des établissements de crédit	47	35
Engagements en faveur de la clientèle	19 830	19 559
Ouverture de crédits confirmés	6 554	7 075
Ouverture de crédits documentaires	134	105
Autres ouvertures de crédits confirmés	6 420	6 970
Autres engagements en faveur de la clientèle	13 276	12 484
Engagements de garantie	**11 424**	**10 835**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	374	427
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	42	61
Autres garanties	332	366
Engagements d'ordre de la clientèle	11 050	10 408
Cautions immobilières	15	4
Autres garanties d'ordre de la clientèle	11 035	10 404
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	**127 552**	**119 385**
Engagements de financement	**6 382**	**6 236**
Engagements reçus des établissements de crédit	2 547	2 751
Engagements reçus de la clientèle	3 835	3 485
Engagements de garantie	**121 170**	**113 149**
Engagements reçus des établissements de crédit	80 643	74 222
Engagements reçus de la clientèle	40 527	38 927
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (1)	5 943	7 269
Autres garanties reçues	34 584	31 658
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, LCL a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des garanties de l'Etat français (PGE). Au 31/12/2021 le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 5,782 Mds€ (contre 7,179 Mds€ au 31/12/2020).

Instruments financiers remis et reçus en garantie

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) (1)	68 526	65 371
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché (2)	956	1 922
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	**69 482**	**67 293**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	1
Titres vendus à découvert	-	-
Total juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	**-**	**1**

(1) Augmentation des créances apportées à la BDFdans le POOL 3G via CAsa sur 2021 : +3,6 Mds€

(2) 956 M€ au 31 décembre 2021 contre 1922 M€ au 31 décembre 2020 suite à la diminution du collatéral versé à CACIB dans le cadre des opérations de marché.

Créances apportées en garantie

Au 31 décembre 2021, LCL a apporté 68 526M€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 65 371M€ au 31 décembre 2020. LCL conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, LCL a apporté :

- 55 774M€ de créances et 2 565M€ de titres à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 52 178M€ et 2 565M€ au 31 décembre 2020,
- 955M€ de créances hypothécaires dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1 205M€ au 31 décembre 2020,
- 9 164M€ de créances dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de CAHL SFH (Crédit Agricole Home LOAN SFH) contre 9 287M€ au 31 décembre 2020.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le Groupe LCL et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives, et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité du Groupe.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

10. Reclassements d'instruments financiers

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

11. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'*exit price*).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des donnés de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**172 544**	**183 920**	-	**25 065**	**158 855**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**23 323**	**23 519**	-	**23 235**	**284**
Comptes ordinaires et prêts JJ	360	360	-	360	-
Comptes et prêts à terme	22 793	22 964	-	22 875	89
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	170	195	-	-	195
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**149 221**	**160 401**	-	**1 830**	**158 571**
Créances commerciales	143	143	-	-	143
Autres concours à la clientèle	147 262	158 442	-	44	158 398
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	9	9	-	9	-
Avances en comptes courants d'associés	2	1	-	-	1
Comptes ordinaires débiteurs	1 805	1 806	-	1 777	29
Titres de dettes	**704**	**701**	**37**	**230**	**434**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	704	701	37	230	434
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**173 248**	**184 621**	**37**	**25 295**	**159 289**

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**163 378**	**180 066**	-	**24 090**	**155 976**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**22 168**	**22 642**	-	**22 252**	**390**
Comptes ordinaires et prêts JJ	431	432	-	432	-
Comptes et prêts à terme	21 537	21 980	-	21 820	160
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	200	230	-	-	230
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**141 210**	**157 424**	-	**1 838**	**155 586**
Créances commerciales	88	88	-	-	88
Autres concours à la clientèle	139 298	155 512	-	49	155 463
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	4	3	-	3	-
Avances en comptes courants d'associés	2	2	-	2	-
Comptes ordinaires débiteurs	1 818	1 819	-	1 784	35
Titres de dettes	**696**	**717**	**60**	**652**	**5**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	696	717	60	652	5
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**164 074**	**180 783**	**60**	**24 742**	**155 981**

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**33 296**	**33 361**	-	**33 361**	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 099	1 099	-	1 099	-
Comptes et emprunts à terme	32 197	32 262	-	32 262	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	**144 214**	**144 339**	-	**91 769**	**52 570**
Comptes ordinaires créditeurs	78 657	78 657	-	78 657	-
Comptes d'épargne à régime spécial	52 570	52 570	-	-	52 570
Autres dettes envers la clientèle	12 987	13 112	-	13 112	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	**8 103**	**8 249**	-	**8 249**	-
Dettes subordonnées	**1 753**	**1 966**	-	**1 966**	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**187 366**	**187 915**	-	**135 345**	**52 570**

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**34 348**	**34 530**	-	**34 530**	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 030	1 030	-	1 030	-
Comptes et emprunts à terme	33 318	33 500	-	33 500	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	**135 374**	**135 548**	-	**85 989**	**49 559**
Comptes ordinaires créditeurs	71 666	71 666	-	71 666	-
Comptes d'épargne à régime spécial	49 559	49 559	-	-	49 559
Autres dettes envers la clientèle	14 149	14 323	-	14 323	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	**6 461**	**6 600**	-	**6 600**	-
Dettes subordonnées	**1 887**	**2 080**	-	**2 080**	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**178 070**	**178 758**	-	**129 199**	**49 559**

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché,
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché,
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics,
- des actifs ou passifs exigibles à vue,
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debt Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustement* -CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Valuation Adjustment* - DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut, en priorité directement, est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**268**	**-**	**268**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	268	-	268	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**564**	**1**	**275**	**288**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**564**	**1**	**275**	**288**

Actions et autres titres à revenu variable	20	1	2	17
Titres de participation non consolidés	544	-	273	271
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**230**	-	**64**	**166**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	230	-	64	166
Actions et autres titres à revenu variable	166	-	23	143
Titres de participation non consolidés	64	-	41	23
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**1 649**	-	**1 649**	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**2 711**	**1**	**2 256**	**454**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1		386
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**1**	**-**	**386**

Les transferts issus du niveau 2 résultent d'une revue de l'identification des niveaux de juste valeur sur des titres déjà présents au 31 décembre 2020.

en millions d'euros	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**453**	**-**	**453**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	453	-	453	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**558**	**-**	**543**	**15**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**558**	**-**	**543**	**15**
Actions et autres titres à revenu variable	18	-	18	-
Titres de participation non consolidés	540	-	525	15
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	**-**	**-**	**-**	**-**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**193**	**-**	**193**	**-**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	193	-	193	-
Actions et autres titres à revenu variable	132	-	132	-

Titres de participation non consolidés	61	-	61	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**2 057**	-	**2 057**	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**3 261**	-	**3 246**	**15**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		-	-	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**265**	-	**265**	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	265	-	265	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**2 426**	-	**2 426**	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	**2 691**	-	**2 691**	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

en millions d'euros	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**449**	-	**449**	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	449	-	449	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 673**	-	**3 673**	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	**4 122**	-	**4 122**	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Changements de modèles de valorisation

Néant

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

En millions d'euros	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
Solde d'ouverture (01/01/2021)	**15**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	(19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	386	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	386	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**454**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

En millions d'euros	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																			
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI								Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
							Titres de dettes										Titres de dettes		
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Effets publics et valeurs assimilees	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Effets publics et valeurs assimilees	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
Solde d'ouverture (01/01/2021)	-	**15**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	1	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en resultat	1	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	(19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	16	242	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	16	242	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**17**	**271**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

En millions d'euros	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables					
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Créances sur la clientèle			
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes	
Solde d'ouverture (01/01/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	35	3	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	108	20	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	108	20	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**143**	**23**	-	-	-	-	-	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**24**
Comptabilisés en résultat	24
Comptabilisés en capitaux propres	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

En millions d'euros	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
Solde d'ouverture (01/01/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

12. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Au 31 décembre 2021 le Groupe LCL n'a pas eu d'évolutions comptables ni d'autres événements à notifier. Il n'est donc pas concerné par cette note annexe.

13. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont tous établis à la même date que celle des états financiers du Groupe LCL.

Opérations de titrisation et fonds dédiés

En 2019, le groupe LCL a mis en place une première opération de titrisation et de fonds dédiés.

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du GROUPE LCL	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	Méthode de consolidation au 31/12/2021	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Établissements bancaires et financiers									
Cie interprofessionnelle de financement immobilier "Interfimo"		France		Filiale	IG	98.95	98.95	98.95	98 95
Fimo Courtage		France		Filiale	IG	100	100	98.95	98.95
Divers									
Angle neuf		France		Filiale	IG	100	100	100	100
CL Développement Economique "CLDE"		France		Filiale	IG	100	100	100	100
Société de Titrisation FCT True Sale (compartiment LCL)		France		Entité structurée contrôlée	IG	100	100	100	100

(1) Entrée dans le périmètre
Sortie de périmètre
Changement de méthode

(2) Filiale
Entité structurée contrôlée
Co-entreprise
Co-entreprise structurée
Opération en commun
Entreprise associée
Entreprise associée structurée

Entrées

Le Groupe LCL n'a pas ouvert son périmètre de consolidation à de nouvelles entités en 2021.

Sorties

Le Groupe LCL n'a pas effectué de sortie de périmètre de consolidation de ses entités en 2021.

14. Participations et entités structurées non consolidées

14.1. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 607 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 601 millions d'euros au 31 décembre 2020.

14.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt 31/12/2021	Motif d'exclusion du périmètre de consolidation		
			Seuil de matérialité	Autres	Raison opérationnelle
CARIOU HOLDING	France	21,43%	X		
S.C.I. METROPOLIS	Monaco	100,00%	X		
L'AUXILIAIRE PHARMACEUTIQUE	France	98,95%	X		
FRANCLIM	France	100,00%	X		
SNC LCL DEVELOPPEMENT FONCIER (ex MORGANE)	France	100,00%	X		
LCL EXPANSION PART A (EX LCL RD) (1)	France	74,31%			X
EURL STE ANNE ST AUGUSTIN	France	100,00%	X		
SCI LA MAISON DES PROFESSIONS LIBERALES IF	France	98,95%	X		
RABELAIS SNC	France	100,00%	X		
REMENHAM HOLDING BV	Pays Bas	100,00%	X		
BARNET INTERNATIONAL BV	Pays Bas	100,00%	X		

(1) Contrainte technique lourde alors que la société, entrée en phase de désinvestissement, est non significative sur les comptes consolidés

14.1.2. Titres de participations significatifs non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation avec caractère significatif représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participation non consolidés	Siège social	% d'intérêt 31/12/2021
CREDIT AGRICOLE TITRES	France	24,00%
CREDIT LOGEMENT	France	16,50%
COFILMO	France	10,00%
SAS LCL CROISSANCE (ex KAPPA 56)	France	50,00%

14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL a des intérêts dans les entités structurées non consolidées suivantes :

CAPENERGIE ;

LCL Expansion 2 ;

LCL Expansion 3 ;

LCL PME Expansion 2 ;

LCL PME Expansion 3 ;

LCL ETI Mégatendances ;

LCL PME Partenaire ;

ACE AERO PARTENAIRES ;

SIPAREX ETI 5.

Les activités de ces entités sont non significatives.

15. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2021

Le Groupe LCL n'a pas eu d'événements significatifs intervenus postérieurement à la clôture du 31 décembre 2021.

Certifié conforme à l'original le 28 avril 2022
Le Secrétaire du Conseil d'administration

CERTIFIE CONFORME

LCL
SECRETARIAT GENERAL
LCL

LCL
RAPPORT DE GESTION 2021

RAPPORT DE GESTION

ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES 3

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER 3

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 6

BILAN CONSOLIDE SIMPLIFIE 7

TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES DU PREMIER SEMESTRE 2022 8

INFORMATIONS SUR LES COMPTES SOCIAUX 10

FACTEURS ET GESTION DES RISQUES 12

FACTEURS DE RISQUES 12

- Risques de crédit et de contrepartie 12
- Risques financiers 13
- Risques opérationnels et risques connexes 15
- Risques liés à l'environnement dans lequel LCL évolue 17
- Risques liés à la stratégie et opérations de LCL 20

GESTION DES RISQUES 21

- Dispositif de stress tests 25
- Procédures de contrôle interne et gestion des risques 25
- Risque de crédit 31
- Risque de marché 43
- Risque de gestion de bilan 44
- Risques opérationnels 49
- Assurance et couverture des risques opérationnels 52
- Risque climatique 52
- Risques juridiques 53
- Risque de non conformité 54

ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES

Environnement économique et financier

Rétrospective 2021

Les performances économiques mondiales ont continué d'être largement conditionnées par la diffusion du virus et la réponse sanitaire (déploiement de la vaccination, stratégie de confinement), la structure des économies (poids relatifs de l'industrie et des services dont tourisme), et la contre-offensive budgétaire et monétaire (ampleur des soutiens à l'activité). Tout comme l'étaient les récessions subies en 2020, les trajectoires de reprise sont demeurées hétérogènes. A la Chine dopée par son commerce extérieur et croissant à un rythme de 8,1%, aux Etats-Unis puis à la zone euro affichant de très belles performances, ont continué de s'opposer les reprises en demi-teinte ou les rebonds fragiles de nombreux pays émergents au sein desquels s'est nettement affirmée la tendance à la fragmentation.

Par ailleurs, longtemps oubliée, l'inflation est revenue au centre des préoccupations. Son accélération très vive a résulté de la combinaison de plusieurs facteurs : pressions subies en amont avec de fortes hausses des prix des matières premières et des goulets d'étranglement[1], tensions en aval issues du fort rebond de la consommation des ménages soutenue par des aides financières substantielles et une épargne élevée héritée de la crise de 2020, effets de base après une inflation très faible en 2020. Alors que l'offre demeurait restreinte au sortir de la crise (manque de main-d'œuvre ou de biens), la normalisation de la demande a engendré des hausses de prix dans des secteurs spécifiques notamment ceux préalablement très pénalisés par la pandémie (hôtellerie, restauration ou automobile par exemple).

Aux États-Unis, après *The Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (CARES Act) de 2200 milliards de dollars de Donald Trump, le plus vaste plan de soutien de l'histoire américaine, puis le plan de décembre de 900 milliards de dollars (soit au total environ 14 % du PIB), le plan de relance de Joe Biden (the *American Rescue Plan*) totalisant 1900 milliards de dollars, soit environ 9 % du PIB, a été déployé à partir de mars. Les ménages, en particulier ceux à faible revenu, en ont été les grands bénéficiaires. Grâce à la reprise vigoureuse de la consommation, en outre dopée par la baisse rapide du chômage, la croissance s'est établie à 5,7 % en 2021. En décembre, l'inflation totale sur douze mois a atteint 7 % (une première depuis le début des années 1980) pour une inflation sous-jacente à 5,5 %, son plus haut niveau depuis le début des années 1990. Outre l'impact des prix de l'énergie et des intrants industriels, certains postes spécifiques (véhicules neufs mais surtout d'occasion, par exemple) stimulés par une demande forte ont contribué à l'accélération de l'inflation.

La zone euro a bien résisté aux dernières phases de confinement en limitant, d'une part, les effets négatifs aux secteurs faisant l'objet de mesures de restriction ciblées et en profitant, d'autre part, de la réactivation de son secteur manufacturier. La bonne surprise est venue du dynamisme de l'investissement productif soutenu par la vigueur de la demande de biens manufacturés mais aussi par les fonds européens du plan de relance. Après s'être contracté de 6,5% en 2020, le PIB croîtrait de 5,2 % en 2021. Si l'excès de demande et l'accélération des salaires sont bien moins patents qu'aux Etats-Unis, l'inflation totale s'est néanmoins sensiblement redressée pour atteindre 5 % sur un an en décembre alors que l'inflation sous-jacente augmentait moins vigoureusement (2,6 %).

Après avoir subi une récession de 8 % en 2020, la France s'est dès le deuxième semestre 2020 engagée sur la voie d'une reprise vive qu'elle a poursuivie en 2021. La nouvelle vague épidémique et la diffusion du variant Omicron ont fait peser de nouvelles craintes sur la vigueur de la reprise à court terme mais l'absence de mesures très restrictives a permis d'en limiter l'impact. Après un rebond mécanique marqué au troisième trimestre, la croissance a ainsi ralenti au quatrième trimestre, tout en restant soutenue, permettant au PIB de progresser de 7 % en 2021. Portée par la hausse du prix des

[1] Les cours pouvant être très volatils, il est préférable de retenir des prix annuels moyens. Entre 2020 et 2021, le prix du pétrole (Brent) a progressé de près de 70 % alors que celui du gaz en Europe a quadruplé. L'indice CRB s'est redressé de 43 %. Les cours du fer et du cuivre ont crû, respectivement, de 46 % et 51 %. Les prix alimentaires n'ont pas été épargnés, comme en témoigne le cours du blé en hausse de 23 %. Enfin, symptomatique de tensions extrêmement fortes sur le trafic maritime, le "*Baltic Dry Index*" a quasiment triplé.

matières premières (en particulier de l'énergie, responsable de plus de la moitié de la hausse des prix), l'inflation a accéléré pour atteindre 2,8 % sur 12 mois en décembre (1,6 % en moyenne).

En dépit d'une inflexion dans le discours de la Réserve Fédérale suggérant une normalisation plus rapide de sa politique monétaire, un cap monétaire accommodant a été maintenu tant aux Etats-Unis qu'en zone euro.
Aux Etats-Unis, en début d'année, J. Powell insistait sur la situation toujours très dégradée du marché du travail et la faiblesse du taux d'emploi par rapport à son niveau pré-crise. Mais, les inquiétudes se sont progressivement déplacées de la croissance vers l'inflation, qui après avoir été jugée transitoire est devenue plus préoccupante. En parallèle, la *Fed* a annoncé sa stratégie de normalisation progressive : réduction progressive de ses achats mensuels d'actifs (USD 120 Mds alors en vigueur) ou *tapering* puis, sans ni calendrier préétabli, remontée de son taux directeur (fourchette cible du taux des *Fed Funds* [0 %,0,25 %]).

C'est lors de la réunion du Comité de politique monétaire de la *Fed* (FOMC) de juin qu'est intervenue la première inflexion consistant en une hausse des prévisions des taux des *Fed Funds* couplée à une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation. Afin de préparer les marchés, dès septembre, la *Fed* a indiqué qu'elle préciserait en novembre les modalités de son *tapering*. Début novembre, la *Fed* a annoncé qu'elle réduirait ses achats mensuels de USD 15 Mds suggérant leur fin en juin 2022 tout en se laissant la possibilité d'ajuster le rythme du *tapering*. Enfin, mi-décembre, avec un doublement de la vitesse du *tapering* prenant ainsi fin en mars 2022, la réunion du FOMC a confirmé l'accélération de sa normalisation monétaire. Une accélération justifiée par le caractère plus généralisé de l'inflation et les progrès rapides vers l'emploi maximum malgré quelques déceptions persistantes sur le taux de participation. J. Powell a également indiqué qu'une hausse de taux était possible avant que l'emploi maximum ne soit atteint si les pressions inflationnistes restaient préoccupantes. Enfin, le *Dot Plot*[1] signalait une trajectoire de hausses du taux directeur plus agressive.

En zone euro, si la BCE a également pris acte en juin du raffermissement et révisé à la hausse ses prévisions de croissance et d'inflation, elle a confirmé l'orientation très accommodante et très flexible de sa politique monétaire. En décembre, la BCE a confirmé son scénario de croissance et d'inflation et présenté sa stratégie monétaire.
La prévision d'inflation de la BCE a été revue à la hausse pour 2022 (de 1,7 % à 3,2 %) ; la révision est bien plus modeste pour 2023 (de 1,5 % à 1,8 %) et sa projection 2024 (1,8 %) reste inférieure à la cible de 2 %. L'inflation demeurerait donc transitoire selon la BCE, essentiellement motivée par un choc d'offre ayant des effets limités sur l'inflation sous-jacente (à 1,9 % en 2022, 1,7 % en 2023). L'impact négatif sur la croissance (revue à la baisse de 4,6 % à 4,2 % en 2022) est supposé modéré et bref : l'inflation érode temporairement le pouvoir d'achat sans faire "dérailler" la croissance (revue à la hausse à 2,9 % en 2023).

En termes de stratégie, la BCE a indiqué que le retrait du soutien d'urgence s'accompagnerait d'une présence significative et flexible sur le marché souverain. Il s'agit de prévenir, d'une part, une pentification trop forte de la courbe des taux et, d'autre part, tout risque de fragmentation[2]. La BCE a rappelé que préalablement à une hausse de son taux directeur, trois conditions doivent être remplies : l'inflation doit atteindre l'objectif de 2 % bien avant la fin de l'horizon de projection de la BCE ; cet objectif doit être atteint de manière durable jusqu'à la fin de l'horizon de projection ; les progrès réalisés en termes d'inflation sous-jacente doivent être suffisamment avancés pour être compatibles avec la stabilisation de l'inflation au niveau de son objectif à moyen terme. Au regard des prévisions actualisées, les conditions ne sont pas encore remplies.

Les marchés obligataires ont évolué au gré de quelques grands thèmes : un premier trimestre enthousiaste porté par le *reflation trade*, un deuxième trimestre plus maussade rattrapé par la réalité de la pandémie, un second semestre placé sous le sceau d'une croissance vive mais d'une inflation nettement plus préoccupante nourrissant un scénario de normalisation monétaire américaine plus rapide.

---

[1] Nuage de *points reflétant* le niveau jugé approprié du taux des Fed Funds par les gouverneurs. La médiane indique désormais des hausses de taux de 25 points de base chacune au rythme de trois en 2022, trois en 2023 et deux en 2024, un resserrement plus avancé et soutenu qu'en septembre quand la première hausse de taux intervenait fin 2022/début 2023. Les hausses de taux porteraient le taux cible des Fed Funds entre 2 % et 2,25 % à la fin de 2024.

[2] Les achats dans le cadre du programme d'urgence PPE cesseront donc fin mars 2022 ; la période de réinvestissement s'étendra jusqu'à fin 2024 en maintenant toute la flexibilité des achats entre juridictions et classes d'actifs ; les achats d'actifs au titre du programme traditionnel APP seront accrus en 2022 (de € 20 mds par mois à € 40 mds au T2, puis réduits à € 30 mds au T3 et € 20 mds au T4) et maintenus tant que nécessaire pour renforcer les effets accommodants des taux directeurs. Ils cesseront peu avant la hausse des taux directeurs.

Aux Etats-Unis, les taux d'intérêt[1] à 2 ans ont évolué au gré du scénario monétaire : ils sont restés bien ancrés à un niveau bas (0,17 % en moyenne) pour ne se redresser lentement qu'à partir du moment où le resserrement monétaire a été évoqué (septembre) puis plus fermement à l'occasion de l'accélération du *tapering* en fin d'année, qu'ils ont terminée à 0,70 % (soit une hausse de 60 points de base sur un an). Avec le *reflation trade* nourri par des perspectives de croissance et d'inflation plus soutenues, les progrès de la vaccination et des données économiques meilleures qu'anticipé, les taux longs ont nettement augmenté aux Etats-Unis et cette hausse s'est diffusée à la zone euro. Le taux américain à 10 ans (proche de 0,90 % en début d'année) s'est redressé jusqu'à culminer fin mars vers 1,75 %. Les mauvaises nouvelles du front sanitaire sont ensuite venues tempérer l'enthousiasme et les marchés obligataires ont adopté une position plus conservatrice. Puis, à partir de septembre, le thème de l'accélération de l'inflation motivant un resserrement monétaire américain plus vif qu'anticipé a de nouveau poussé les taux d'intérêt à la hausse. Le taux américain à 10 ans a fini l'année à 1,50 % (soit une hausse de 60 points de base sur un an) : il n'a pas été impacté par l'attention portée par les marchés à l'inflation et la normalisation monétaire.

En zone euro, en sympathie avec la première phase de redressement des taux américains, le taux allemand à 10 ans (Bund) a augmenté, passant de près de -0,60 % en début d'année à -0,10 % en mai. Si la *Fed* s'est montrée tolérante au durcissement des conditions financières synonyme d'amélioration des perspectives économiques, la BCE s'est empressée de signaler qu'un tel durcissement était prématuré et injustifié. Le Bund est ensuite reparti à la baisse. Alors que le taux à 2 ans allemand est resté quasiment stable (à -0,60 % fin 2021 contre -0,70 % fin 2020), le Bund a clos l'année à -0,30 % (soit une hausse de 40 points de base sur un an). A la faveur des déclarations de la BCE relatives aux modalités de ses achats de titres souverains, les primes de risque offertes par la France et l'Italie contre Bund se sont légèrement écartées (écartement des *spreads* de respectivement 13 et 24 points de base sur l'année) tout en restant serrées (*spreads* de respectivement 35 et 135 points de base). Alors que la perspective des élections en France ne semble pas affecter le *spread* français à ce stade, le *spread* italien est négativement impacté depuis novembre par la perspective des élections présidentielles.

Les marchés actions, toujours soutenus par des conditions financières accommodantes en dépit des normalisations à venir et des perspectives de croissance favorables tout au moins dans les pays avancés, ont enregistré de belles progressions (hausses moyennes annuelles des indices S&P 500, Eurostoxx 50, CAC 40, respectivement, +32 %, +23 %, +27 %). Enfin, après avoir bien résisté, l'euro s'est replié contre le dollar en raison d'une normalisation monétaire plus avancée aux Etats-Unis qu'en Europe : l'euro s'apprécie en moyenne de 3,6 % contre dollar mais se déprécie en fin d'année (à 1,14 en décembre 2021, il perd près de 7 % sur un an).

[1] Tous les taux d'intérêt mentionnés se réfèrent aux emprunts d'Etat.

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Produit net bancaire	3 623	3 434
Résultat brut d'exploitation	1 247	1 109
Résultat d'exploitation	1 028	719
Résultat net consolidé	747	498
Résultat net part du groupe	**747**	**498**
Bilan	**202 683**	**194 453**
Rendement des actifs	**0,37%**	**0,26%**

Le résultat net consolidé de LCL se répartit par secteur d'activité (en application des normes Crédit Agricole S.A.) comme suit :

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	3 696	(73)	3 623	3 521	(87)	3 434
Charges d'exploitation	(2 371)	(5)	(2 376)	(2 319)	(6)	(2 325)
Résultat brut d'exploitation	**1 325**	**(78)**	**1 247**	**1 202**	**(93)**	**1 109**
Coût du risque	(219)	-	(219)	(390)	-	(390)
Résultat d'exploitation	**1 106**	**(78)**	**1 028**	**812**	**(93)**	**719**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	-	6	2	-	2
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 112**	**(78)**	**1 034**	**814**	**(93)**	**721**
Impôts sur les bénéfices	(309)	22	(287)	(252)	29	(223)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**

Résultats de la Banque de proximité

LCL a continué à se distinguer cette année pour devenir N°1 de la Satisfaction client. Après avoir été élu "service client de l'année 2022" *(catégorie Banque / Source: BVA),* LCL a remporté trois trophées en tant que banque de réseau aux "Trophées de la Banque – Qualité 2022" organisés par Moneyvox.

LCL a poursuivi le renforcement de sa base clients avec une conquête nette de 36 000 clients Particuliers et Professionnels.

LCL a aussi continué à accompagner les besoins de financement de ses clients avec une production de 35,5 milliards d'euros (+21 % par rapport à 2020). La production de crédits aux professionnels atteint un niveau record sur l'année. Dans ce contexte, les encours de crédits atteignent 150,6 milliards d'euros à fin décembre 2021 et sont en hausse de +5,0 % *(y compris PGE)* depuis fin décembre 2020, dont +7,3 % sur les crédits immobiliers et +6,0 % sur les crédits aux professionnels. La collecte bilan est en hausse par rapport à fin décembre 2020 (+5 %) portée par les DAV (+12,2 %), tout comme l'épargne hors bilan qui progresse de +7 % sur un an (dont +5,2 % en assurance-vie).

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse de +1,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020 (+2,9 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2018) pour s'établir à 26,6 % à fin décembre 2021.

Le résultat net de l'année 2021 atteint 803 millions d'euros, en hausse de 42,9 % par rapport à 2020, grâce à l'amélioration du résultat brut d'exploitation, +36,2 % sur un an, associé à la baisse du coût du risque (-43,8%).

Le produit net bancaire progresse de +5,0 % par rapport à 2020 et atteint 3 696 millions d'euros au 31 décembre 2021, porté de manière équilibrée par, d'une part la marge nette d'intérêt soutenue par de bonnes conditions de refinancement et une activité commerciale soutenue, et d'autre part, par les commissions.

Les charges d'exploitation annuelles sont maîtrisées à 2 371 millions d'euros, en hausse de 2,2 %, entraînant une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de -2 points de pourcentage, à 62,6 %.

Le coût du risque baisse et s'établit à -219 millions d'euros, soit -43,8% par rapport à 2020.

Bilan consolidé simplifié

Actif	Actif	*(en millions d' euros)*	Passif	Passif
31/12/2021	31/12/2020		31/12/2021	31/12/2020
43 069	40 450	Opérations de trésorerie et interbancaires	33 297	34 350
832	1 011	Actifs / Passif financiers à la juste valeur par résultat	265	449
1 649	2 057	Instruments dérivés de couverture	2 426	3 673
-	-	Actifs financiers disponibles à la vente		
230	193	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
149 221	141 210	Opérations avec la clientèle	144 214	135 374
-	-	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-
6 978	8 836	Valeurs immobilisées et divers		
		Provisions techniques des entreprises d'assurances		
704	696	Dettes représentées par un titre	8 103	6 461
		Provisions et divers	4 422	4 508
		Dettes subordonnées	1 753	1 887
		Fonds propres	8 203	7 751
202 683	**194 453**	**TOTAL**	**202 683**	**194 453**

Au 31 décembre 2021 le total du bilan du groupe s'élève à 202,68 milliards d'euros. Les fonds propres du groupe avant distribution (y compris intérêts minoritaires) s'établissent à 8,2 milliards d'euros.

Au cours de l'exercice 2021, LCL n'a pas pris de participation significative dans une société de droit français.

Tendances récentes et perspectives du premier semestre 2022

Les parties relatives aux perspectives ont fait l'objet d'une mise à jour postérieurement à l'arrêté des comptes en date du 7 février 2022 pour refléter les évolutions récentes liées à la situation en Russie et en Ukraine.

Notre scénario retient un ralentissement de la croissance, qui resterait soutenue, ainsi qu'une lente modération de l'inflation. Un tel schéma suppose que la demande se normalise et que les contraintes pesant sur l'offre se desserrent. Cette double normalisation permet que l'inflation (notamment sous-jacente) ralentisse et que les mesures exceptionnelles de soutien monétaire soient retirées sans précipitation et sans impact excessif sur les marchés obligataires.

On ne peut évidemment mésestimer le risque d'une inflation à la fois plus élevée et plus durable qu'anticipé. Si le risque d'accroissement sensible des salaires et d'installation de l'inflation sur un plateau durablement plus élevé est plus patent aux Etats-Unis, les craintes en zone euro émanent plutôt d'une érosion du pouvoir d'achat susceptible d'entamer la vigueur de la croissance : cela ne constitue cependant pas actuellement notre scénario central. Par ailleurs, tout au moins dans les économies avancées grâce à la couverture vaccinale, les variants éventuels du virus semblent pouvoir freiner temporairement l'activité sans provoquer de rupture ou de forte discontinuité dans les comportements. Le variant Omicron introduit ainsi un risque baissier sur le premier trimestre 2022 mais haussier sur le deuxième trimestre 2022 sans bouleverser les grandes lignes du scénario.

Aux États-Unis, la croissance resterait donc vigoureuse (3,8 % en 2022) avant de converger graduellement vers sa tendance de long terme (2,3 % en 2023). Elle profiterait d'une consommation solide portée par l'amélioration du marché du travail, la progression élevée des salaires – mais circonscrite aux secteurs les plus affectés par les pénuries de main-d'œuvre sans générer une boucle prix-salaires – et le réservoir non encore entamé d'épargne, filet de sécurité permettant d'amortir l'accélération vive de l'inflation. Un scénario favorable sur la consommation mais aussi sur l'investissement : les entreprises restent optimistes malgré les problèmes de perturbation des chaînes d'approvisionnement et de manque de main-d'œuvre persistants bien qu'en repli.

Les moteurs qui ont le plus vigoureusement contribué à l'accélération de l'inflation en 2021 continueront à tourner, tant aux Etats-Unis qu'ailleurs, au moins durant le premier semestre de 2022 : inflation énergétique élevée avec notamment la poursuite de la crise du gaz naturel (dont les prix sont extrêmement volatils mais se sont, en quelque sorte "stabilisés" depuis octobre), répercussions sur les prix de détail des hausses de coûts subies sur les intrants (effets de second tour avec un impact maximal intervenant environ quatre trimestres après le choc sur les prix en amont), problèmes d'approvisionnement (dont semi-conducteurs et conteneurs) et de goulets d'étranglement susceptibles de se prolonger sur la majeure partie de 2022 tout en étant moins "mordants". Au second semestre 2022, sous réserve d'une stabilisation des prix de l'énergie, les effets de base deviendraient alors très favorables (forte baisse sur un an des prix de l'énergie puis des biens) et les perturbations sur les chaînes de valeur seraient en voie de résolution graduelle.

Aux Etats-Unis, dopée par des composantes spécifiques très dynamiques (composante logement *Owners' Equivalent Rent* qui n'existe pas en zone euro, voitures d'occasion notamment, salaires plus dynamiques faisant anticiper des effets de "troisième tour"), l'inflation resterait très élevée au premier trimestre avec un pic prévu vers 7,5 % en glissement annuel pour une inflation sous-jacente approchant près de 6,5 %. L'inflation totale se replierait ensuite (vers 3 % sur 12 mois fin 2022) portant la moyenne annuelle à 5,4 % contre 4,7 % en 2021.

En zone euro, la vigueur de la reprise n'a pas encore permis de combler l'écart de production négatif et le choc inflationniste exogène ne semble pas à même d'altérer le scénario d'une croissance décélérant tout en restant robuste : elle s'établirait à 4,3 % en 2022 puis à 2,5 % en 2023. Si elle se heurte à la faiblesse de l'offre (blocages logistiques, chaînes d'approvisionnement tendues, pénuries d'intrants et de main-d'œuvre), la demande agrégée est encore faible malgré son rebond : c'est précisément cette faiblesse qui permet d'anticiper des hausses de salaires encore contenues et une hausse de l'inflation plus persistante mais temporaire. Tout comme aux États-Unis, la remontée de l'inflation au-delà de nos anticipations constitue évidemment le principal risque : elle dégraderait la croissance *via* l'érosion du pouvoir d'achat, plutôt que *via* une éventuelle spirale prix-salaires. L'éventualité d'une spirale prix-salaire constitue actuellement une préoccupation aux yeux des investisseurs qui semble exagérée.
Outre les facteurs de hausse déjà évoqués, l'inflation en zone euro sera volatile mais largement influencée par des facteurs techniques (tels, par exemple, les pondérations des composantes de l'indice des prix, la fin de l'effet de la TVA en Allemagne, les révisions selon des modalités nationales des prix des contrats énergétiques, etc.). Les inflations totale et sous-jacente s'établiraient en moyenne, respectivement, à 4,1 % (2,4% en décembre sur un an) et 2,4 % (1,9 % en décembre).

En France, la consommation devrait bénéficier d'un pouvoir d'achat en hausse malgré les tensions inflationnistes. Des créations d'emplois dynamiques et des taux de chômage au plus bas devraient rassurer les ménages confortés, par ailleurs, par l'accumulation pendant la crise d'un surplus d'épargne évalué à €150Mds. L'investissement bénéficiera du soutien du plan de relance présenté à l'automne 2020 et renforcé depuis par le plan France 2030. La croissance se situerait vers 3,9 % en 2022. Quant à l'inflation, élevée en début d'année, elle repasserait sous 2 % en fin d'année et atteindrait en moyenne 2,6 % en 2022.

Notre scénario retient des normalisations monétaires (encore préférées à des resserrements monétaires) très variées. Selon la vigueur de l'inflation avérée ou redoutée et la résistance anticipée de la croissance de leurs territoires respectifs, les banques centrales s'engagent à des cadences très diverses sur la voie du retrait de leur accommodation aussi exceptionnelle que généreuse.

Aux Etats-Unis, considérant l'inflation comme un risque majeur, les responsables de la Réserve fédérale ont insisté mi-janvier sur la reprise de l'activité et de l'emploi, tout en estimant que le risque de mise en place d'une boucle prix-salaires était faible. Selon la *Fed*, l'inflation devrait ralentir à partir du second semestre. La *Fed* a débuté son *tapering* et les marchés tablent désormais sur quatre hausses du taux des *Fed Funds* en 2022, dont 50 points de base dès la réunion de mars. Nous tablons sur un taux cible à 1 % fin 2022.

En zone euro, à une *Fed* bien avancée s'oppose une BCE pour laquelle rien ne presse et qui s'engage à rester accommodante et flexible encore longtemps comme l'indiquent les axes de sa politique monétaire annoncés en décembre.

Les normalisations monétaires ne s'accompagneraient pas de fortes tensions obligataires. L'année 2022 se diviserait en deux séquences. À un premier semestre encore placé sous le sceau d'une croissance et d'une inflation toutes deux fortes, propices à un mouvement de hausse des taux d'intérêt, succéderait le thème de la décélération favorable à leur recul .

Aux États-Unis, les chiffres de l'inflation n'ont jusqu'à présent pas suscité de sur-réaction sur les taux d'intérêt. Le taux gouvernemental à dix ans pourrait ainsi se redresser avant d'amorcer un repli pour se situer à 1,35 % fin 2022. En zone euro, l'appréciation du risque inflationniste par la BCE et les marchés, d'une part, et la crédibilité du diagnostic de la BCE aux yeux des marchés, d'autre part, seront déterminantes. La montée de l'inflation et de sa volatilité devrait se traduire par une hausse de la prime de terme au cours du premier semestre 2022. En sympathie avec le reflux de la croissance et des tensions sur les prix, les taux s'inscriraient sur une tendance baissière au second semestre. Le taux à dix ans allemand redeviendrait nul (voire très légèrement positif) pour se replier vers -0,25 % fin 2022. Alors que les perspectives de nouvelles mesures de relance de la BCE s'estompent, la communication de la BCE devra être aussi subtile que convaincante pour prévenir un écartement des spreads périphériques : ceux-ci pourraient néanmoins s'élargir légèrement et temporairement. Les primes de risque offertes par la France et l'Italie se situeraient, respectivement, à 35 et 130 points de base au-dessus du Bund fin 2022.

Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. L'ampleur et la durée de cette guerre, tout comme ses impacts économiques et financiers, sont évidemment difficiles à prévoir. Outre ses conséquences financières immédiates (aversion pour le risque, baisse des marchés d'actions, repli des taux des obligations les plus sûres dont États-Unis et Allemagne, hausse de la volatilité), le conflit russo-ukrainien s'est traduit par une hausse sensible des cours matières premières pour les productions desquelles les belligérants sont des acteurs majeurs [1](1). Dans un contexte d'incertitude très forte et d'érosion de la confiance, l'effet dépressif sur l'activité et l'augmentation des pressions inflationnistes déjà sensibles vont complexifier la tâche des banques centrales, tout particulièrement celle de la BCE.

[1] Pétrole, gaz, céréales en premier lieu mais aussi charbon, platine, aluminium, cuivre, nickel, argent, or, palladium.

Informations sur les comptes sociaux

Résultats des cinq derniers exercices

(en euros)	2021	2020	2019	2018	2017
I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 037 713 591	2 037 713 591	2 037 713 591	2 037 713 591	1 847 860 375
Nombre d'actions ordinaires existantes	393 158 237	393 158 237	393 158 237	393 158 237	356 507 037
Chiffre d'affaires HT (1)	4 592 899 818	4 356 590 779	4 613 484 007	4 600 801 783	4 737 898 083
Résultats avant impôts et dotations aux amortissements et provisions	1 353 761 656	910 496 328	937 324 782	945 932 667	928 401 989
Impôts sur les bénéfices	-309 747 054	-281 672 749	-247 399 254	-263 632 681	-230 313 258
Résultats après impôts et dotations aux amortissements et provisions	636 852 146	311 408 761	465 290 150	467 411 705	452 682 956
Résultat distribué	636 916 344	381 363 490	0	0	0
Réserves distribuées	0	0	0	0	0
Résultats après impôts et avant dotations aux amortissements et provisions	2,66	1,60	1,75	1,74	1,96
Résultats après impôts et dotations aux amortissements et provisions	1,62	0,79	1,18	1,19	1,27
Dividende attribué à chaque action et certificat d'investissement	0	0	0	0	0
Effectif moyen des salariés payés pendant l'exercice en UTP	16 359	16 614	16 749	17 114	17 834
Effectif moyen payé du CL Métropole en UTP	*16 159*	*16 401*	*16 532*	*16 894*	*17 604*
Montant de la masse salariale de l'exercice	760 799 960	769 822 573	764 265 357	793 745 831	823 442 348
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (S S. - Œuvres sociales)	288 909 174	331 777 417	373 354 826	324 976 669	409 158 027

(1) Le chiffre d'affaires reprend les interêts et produits assimiles, les revenus des titres à revenu variable, les commissions, les gains ou pertes sur operations financières et les autres produits d'exploitation.

Délais de paiement fournisseurs et clients en 2021

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

Article D. 441 - I. : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
	(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	2227					1113
Montant total des factures concernées ttc	23 261 114,07	3 214 733,82	725 291,67	510 254,95	4 975 312,42	9 425 592,85
Pourcentage du montant total des achats ttc de l'exercice	3,54%	0,49%	0,11%	0,08%	0,76%	1,44%
Pourcentage du chiffre d'affaires ttc de l'exercice						
Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre de factures exclues	0					
Montant total des factures exclues (TTC)	0					
(C)Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux					

Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D. 441-4)

extrait

Article D. 441 - II. : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
	(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre cumulé de factures concernées	82 187					26 842
Montant cumulé des factures concernées ttc.	428 692 708,57	84 726 041,86	35 096 132,81	17 714 950,94	24 513 570,19	162 050 695,80
Pourcentage du montant total ttc. des factures reçues dans l'année	65,0%	12,8%	5,3%	2,7%	3,7%	24,6%
Pourcentage du montant total ttc. des factures emises dans l'année						
Nombre des factures exclues	1 685					
Montant total des factures exclues (TTC)	331 513 248					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des intérêts de retard	Délais légaux					

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, la société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

FACTEURS ET GESTION DES RISQUES

Cette partie du rapport de gestion présente les principaux risques auxquels LCL est exposé, l'appétence au risque et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer. L'information relative à la gestion des risques est présentée en conformité avec la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers.

Facteurs de risques

Les risques propres à l'activité de LCL sont présentés dans la présente section sous les catégories suivantes : (i) risques de crédit et de contrepartie, (ii) risques financiers, (iii) risques opérationnels et risques connexes, (iv) risques liés à l'environnement dans lequel LCL évolue, (v) risques liés à la stratégie et aux opérations de LCL.

Au sein de chacune de ces cinq catégories, les risques que LCL considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur LCL s'il se concrétisait à l'avenir.

Ces facteurs de risque sont détaillés ci-dessous.

Risques de crédit et de contrepartie

LCL est exposé au risque de crédit de ses contreparties

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels LCL est exposé. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de LCL lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations figurant dans les livres de la banque est positive. A fin décembre 2021 en valeur comptable avant dépréciation les prêts et créances ainsi que les titres de dettes s'élèvent à environ 175,1 milliards d'euros dont : 23,6 milliards d'euros de prêts et créances sur les établissements de crédit, 54,6 milliards d'euros sur les entreprises et 96,5 milliards d'euros sur la clientèle de détail. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents historiquement bas, LCL pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions plus importantes pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que LCL cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, ces techniques pourraient ne pas permettre de compenser la totalité des pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, LCL est exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par LCL est couverte par ces techniques. En conséquence, LCL est exposé de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Au total, les actifs pondérés par les risques *(Risk Weighted Assets)* s'élèvent à 51 milliards d'euros dont 47,3 milliards d'euros relatifs au risque de crédit et au risque de contrepartie au 31 décembre 2021.

Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de perte estimé par LCL lié à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, LCL comptabilise, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles- mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions de LCL est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêtés des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés. Bien que LCL s'efforce de constituer des provisions adaptées, il pourrait être amené à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons, comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains secteurs industriels.

L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieures aux montants provisionnés, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats et la situation financière de LCL.

A fin décembre 2021, le coût du risque global de LCL est de 219,6 millions d'euros (niveau P2). Le taux de coût du risque est en baisse de 10 points de base par rapport à fin 2020 à 0,13 %, il se décompose ainsi :

- sur le marché des particuliers est de 0,02 % (0,08 % en 2020),
- sur le marché des professionnels, il s'établit à 0,17 % (0,28 % en 2020),
- sur le marché des entreprises, il ressort à 0,29 % (0,49 % en 2020).

Le taux de couverture prudentiel des créances douteuses par des provisions est de 96,4 %.

Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats de LCL

La qualité du crédit des emprunteurs *corporate* pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, aux risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques.

Au 31 décembre 2021, 65 % du portefeuille entreprises de LCL (hors défaut) est noté en *investment grade*, dont les dix engagements les plus importants qui représentent 2,04 % des engagements globaux et 8,09 % des engagements du marché Entreprises. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, LCL pourrait être contraint d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait affecter sa rentabilité et sa situation financière.

LCL pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé

Les expositions crédit de LCL sont très diversifiées du fait de ses activités de banque universelle de proximité. LCL est ainsi principalement exposé à la banque de détail. A fin décembre 2021, les engagements bilan et hors bilan des marchés portent à 75 % sur les particuliers et professionnels (55 % en crédits immobiliers, cautionnés à environ 79 % par Crédit logement) et 25 % sur les entreprises. La ventilation des engagements commerciaux au 31 décembre 2021 du portefeuille entreprises se concentre pour les trois premiers postes, sur les filières économiques de l'immobilier (17 %), de l'agro-alimentaire (13 %) et du BTP (8 %). Les emprunteurs du secteur immobilier, agro-alimentaire et du BTP pourraient être affectés par les conditions économiques actuelles mais aussi par les politiques budgétaires nationales et locales. Si ces secteurs ou d'autres secteurs représentant une part significative du portefeuille de LCL devaient être frappés par une conjoncture défavorable, la rentabilité et la situation financière de LCL pourraient en être affectées.

LCL est exposé au risque-pays et au risque de contrepartie concentré principalement en France

LCL, en valeur absolue, est plus particulièrement exposé au risque pays sur la France et, dans une petite proportion, sur le reste de l'Europe et du monde. Cependant, LCL est exposé directement ou indirectement, par ses propres activités financières ou par celles de ses clients, au contexte politique, macro-économique et financier des pays étrangers. LCL est alors exposé au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales dans un pays étranger deviennent défavorables et affectent négativement l'activité, la situation financière et les résultats de LCL.

LCL surveille le risque-pays et en tient compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistré dans ses états financiers. Toutefois, un changement significatif de l'environnement politique ou macro- économique pourrait le contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers.

Au 31 décembre 2021, la provision pour risques pays s'élève à 3,9 millions d'euros.

Risques financiers

La prolongation ou la fin de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas pourrait impacter la rentabilité et la situation financière chez LCL

Ces dernières années, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux bas devait perdurer, la rentabilité chez LCL pourrait continuer à être affectée de manière significative. Durant des périodes de taux d'intérêt bas, les différentiels des taux d'intérêt tendent à se resserrer, et LCL pourrait alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment son coût de financement pour compenser la baisse de revenus liée à l'octroi de prêts à des taux de marché plus bas. Les efforts déployés pour réduire le coût des dépôts pourraient être contrecarrés par la

prédominance des produits d'épargne réglementés (tels que le plan d'épargne logement (PEL)) rémunérés par des taux d'intérêt fixés au-dessus des taux de marché actuels.

En outre, en raison de la baisse des taux, LCL a dû faire face à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt. Au 31 décembre 2021, les encours de crédit à l'habitat en France chez LCL s'établissent à 92 milliards d'euros. La survenance d'une nouvelle vague de remboursements anticipés ne peut être exclue. Ceci, conjugué avec l'octroi de nouveaux prêts aux faibles taux d'intérêt en vigueur sur le marché, pourrait entraîner une diminution globale du taux d'intérêt moyen des portefeuilles de prêts. Une réduction des *spreads* de crédit et une diminution des revenus générés par la banque de détail résultant de la baisse des taux d'intérêt des portefeuilles de créances pourraient affecter de manière significative la rentabilité des activités de banque de détail et la situation financière globale chez LCL

Un environnement persistant de taux d'intérêt bas pourrait également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire significativement les revenus générés par LCL dans le cadre des activités de financement et affecter défavorablement leur rentabilité et leur situation financière. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'obtenir le niveau de taux escompté, ce qui pourrait être de nature à accroître le risque et la volatilité du marché de manière globale. En conséquence, les opérations chez LCL pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

Toutefois, la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale ont indiqué qu'elles étaient susceptibles de relever leur taux d'intérêt en 2022. Dans un scenario de remontée graduelle des taux d'intérêt, LCL pourrait voir ses résultats altérés par le renchérissement du coût de ses ressources (réduction de la politique monétaire accommodante des autorités, augmentation de la rémunération des passifs réglementés sous l'effet conjugué d'une hausse des taux courts et d'une hausse pérenne de l'inflation, ou un risque d'arbitrage par les clients des passifs non rémunérés), et par un risque de transmission partielle ou différée de la hausse des taux de marché aux crédits originés sous les effets conjugués d'une possible baisse de la nouvelle production et d'une concurrence renforcée.

Toute évolution défavorable de la courbe des taux pèse ou est susceptible de peser sur les revenus ou la rentabilité chez LCL

Le montant de marge nette d'intérêts encaissés par LCL sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus et sa rentabilité pour cette période. Sur l'année 2021, les revenus chez LCL sont constitués à 54 % par la marge nette d'intérêts. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels LCL n'a pas d'emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les intérêts payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer la marge nette d'intérêts des activités de prêts chez LCL ainsi que sa valeur économique.

✓ *Analyse en valeur économique*

A fin décembre 2021, en cas de baisse des taux d'intérêt dans la zone Euro (choc de taux nominaux -200 bp), la valeur économique chez LCL serait positivement affectée à hauteur de +246 millions d'euros ; parallèlement, à fin décembre 2021, elle serait positivement affectée à hauteur de +56 millions d'euros sur sa valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt (choc de taux nominaux +200 bp). A la même date, une hausse conjointe des taux d'intérêt et de l'inflation (choc de +200 bp taux nominaux et +100 bp sur l'inflation) dans la zone Euro affecterait LCL négativement à hauteur de - 235 millions d'euros sur sa valeur économique. Ces impacts sont calculés sur la base d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années, c'est-à-dire sans tenir compte de la production future, et n'intègrent donc pas l'impact dynamique éventuel d'une variation des positions au bilan ; le bilan retenu exclut les fonds propres et les participations conformément aux dispositions réglementaires relatives au risque de taux *(Supervisory Outlier Test* ou test des valeurs extrêmes).

Les résultats chez LCL pourraient être également affectés par une variation des taux aussi bien à la hausse qu'à la baisse en cas d'inefficacité comptable des couvertures. De façon plus générale, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait conduire à des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs, et à une hausse de la volatilité sur les marchés.

Enfin, toute augmentation des taux plus forte ou plus rapide que prévu pourrait i) menacer la croissance économique dans l'Union européenne, et ailleurs, ii) éprouver la résistance des portefeuilles de prêts octroyés par LCL, et iii) conduire à une augmentation des créances douteuses et des cas de défaut. Plus généralement, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait entraîner des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs (par exemple, les sociétés ne bénéficiant pas d'une notation *investment grade*) qui ont particulièrement bénéficié d'un environnement prolongé de taux d'intérêt bas et d'une importante liquidité. Ces corrections pourraient se propager à l'ensemble des marchés financiers, du fait notamment d'une hausse importante de la volatilité. En conséquence, les opérations chez LCL

pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

LCL doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser le risque de perte. Des replis prolongés du marché pourraient réduire la liquidité, rendant plus difficile la cession d'actifs et pouvant engendrer des pertes significatives

LCL est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs chez LCL est incertain, et si LCL perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, il pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que LCL s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, ces limites pourraient ne pas être pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

Son objectif en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées. Au 31 décembre 2021, LCL affiche un ratio *LCR (Liquidity Coverage Ratio* – ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 154,3 % (supérieur au plancher réglementaire de 100 %), ce qui représente un excédent de liquidité de 8,6 milliards d'euros par rapport à cette exigence.

Les événements futurs pourraient s'écarter des hypothèses et estimations retenues par l'équipe de direction chez LCL dans le cadre de la préparation des états financiers, ce qui pourrait engendrer des pertes imprévues

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à la date du 31 décembre 2021, LCL est tenu de prendre en compte certaines estimations dans la préparation de ses états financiers, y compris notamment des estimations comptables pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts, les provisions pour litiges futurs et la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les estimations ainsi déterminées par LCL s'avéraient substantiellement inexactes, ou si les méthodes permettant de déterminer ces estimations étaient modifiées dans les normes ou interprétations IFRS, LCL pourrait enregistrer des pertes imprévues.

Risques opérationnels et risques connexes

Le risque opérationnel de LCL inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des prestations externalisées.

Sur la période allant de 2019 à 2021, la répartition en catégorie de Bâle des incidents est la suivante (en % des pertes opérationnelles de LCL) :

- "Fraude externe" : 62,5 %,
- "Exécution, livraison et gestion processus" : 25,5 %,
- "Clients, produits et pratiques commerciales" représente -10,1 % (en reprise de provisions depuis 3 exercices),
- les autres incidents se répartissent entre "Pratique en matière d'emploi et sécurité" (9 %), "Fraude interne" (9 %), "Dommages occasionnés aux actifs physiques" (2 %), "Interruptions de l'activité et dysfonctionnements des systèmes" (2 %).

Le montant des actifs pondérés par les risques *(RWAs)* relatifs au risque opérationnel auquel est exposé LCL (calculé par Crédit Agricole S.A.) s'élève à 3,7 milliards d'euros au 31 décembre 2021 (295,9 millions d'euros d'exigence en fonds propres).

LCL est exposé au risque de fraude externe et interne

La fraude se définit comme un acte intentionnel effectué dans l'objectif d'obtenir un avantage matériel ou immatériel au détriment d'une personne ou d'une organisation, perpétré en contrevenant aux lois, règlements ou règles internes ou en portant atteinte aux droits d'autrui ou encore en dissimulant tout ou partie d'une opération ou d'un ensemble d'opérations ou de leurs caractéristiques.

La fraude externe nette est en hausse de + 112 % sur l'exercice 2021. Cette évolution est due :

- principalement à la forte progression de la fraude par internet (client piraté) par rapport à 2020 ;

- à des fraudes de type "ingénierie sociale" marquant également l'année 2021 avec en particulier 3 dossiers provisionnés ;
- à une fraude au prélèvement, exceptionnelle par son montant ;
- aux pertes liées à la fraude monétique, également en hausse soit + 24 %, par rapport à 2020.

En 2021, une fraude mixte sur crédits immobiliers a été comptabilisée, venant impacter le niveau de la fraude interne de 2021.

Dans un contexte d'augmentation des tentatives de fraude externe et de complexification de leurs modes opératoires (via notamment la cybercriminalité), les principaux enjeux résident dans la proactivité des acteurs bancaires. La prévention de la fraude, via des plans d'actions en cours, vise ainsi à préserver les intérêts de la Banque et à protéger les clients. Les conséquences de ces risques de fraude pourraient s'avérer significatives.

LCL est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers

La technologie est au cœur de l'activité des banques en France et LCL continue à déployer son modèle multicanal dans le cadre d'une relation durable avec ses clients. Dans ce contexte, LCL est confronté au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis via un canal virtuel, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et individus dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. La prise en compte du cyber risque, partie intégrante des risques opérationnels, devient prépondérante. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire.

La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme toutes les banques, LCL dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité de ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information de LCL devenaient défaillants, même sur une courte période, LCL se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de LCL, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. LCL ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

LCL est aussi exposé au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels LCL a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, LCL pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de LCL et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. LCL ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

LCL est doté d'un dispositif préventif et réactif envers les différents scénarios de risques de sécurité du système d'information, afin de limiter au maximum les impacts pour ses données et ses clients en cas de survenue potentielle de tels risques.

En raison d'une recrudescence de la cyber criminalité, un grand nombre de clients ont été victimes de *Phishing* ou de *Smishing* se traduisant par des virements frauduleux.

Un volet SSI est évidemment partie intégrante du plan d'action en cours et porte sur des actions de protection passives (renforcement des infrastructures et services de surveillance clients) et actives (révision des applications et adaptation des produits clients).

Par ailleurs, LCL teste annuellement son plan de continuité des activités essentielles (PCA) et pour le maintien en conditions opérationnelles.

Ce plan est opérationnel et répond aux scénarios de risques retenus par le groupe Crédit Agricole (gestion des crises, secours informatique, indisponibilité du personnel, repli immobiliers, infection virale massive, attaque logique ...).

LCL participe également à des tests PCA de certaines entités du Groupe intervenant en tant que partenaires spécialisés dans le cadre de son activité (assurances, moyens de paiement, crédits à la consommation, marchés de capitaux, valeurs mobilières, comptabilité, assurance emprunteurs...).

Dans le contexte de la crise Covid19, LCL a maintenu la continuité de ses activités depuis février 2020. Dès le second semestre 2020, LCL a adapté ses plans de continuité d'activité en tirant les enseignements de la crise. En 2021, les documentations PCA ont été entièrement revues et les solutions de repli ont été révisées en privilégiant le travail à distance pour les activités qui le permettent (compte tenu de l'équipement de tous les collaborateurs en PC portables), et des réquisitions d'espaces pour les activités essentielles ne pouvant être traitées à distance.

Les pertes opérationnelles collectées au titre du risque "Interruptions de l'activité et dysfonctionnements des systèmes/ Indisponibilité ou dysfonctionnements majeurs des moyens informatiques" représentent sur les cinq dernières années, entre 2 et 3 % des pertes opérationnelles. En 2021, elles sont de 0,5 %.

LCL est exposé au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

LCL a pu faire ou peut faire, l'objet de procédures judiciaires ou administratives fondées sur des prétendus manquements à ses obligations légales ou contractuelles, dont notamment des actions de groupe ou collectives pouvant donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités importants, nécessitant un provisionnement des risques juridiques en résultant.

Au demeurant, ces procédures qu'elle aboutissent à des décisions favorables ou défavorables à LCL engendrent des coûts élevés nécessitant la mobilisation de ressources importantes.

Les provisions pour litiges s'élèvent à fin décembre 2021 à 15,72 millions d'euros.

Tout éventuel non-respect des lois et réglementations pourrait nuire à la réputation de LCL, faire naître des litiges et engendrer le prononcé de sanctions civiles ou pénales, ou avoir un impact défavorable sur l'activité et les résultats de LCL.

Risques liés à l'environnement dans lequel LCL évolue

La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de LCL

Les incertitudes perdurent sur les évolutions de la situation sanitaire en Europe, du fait d'une certaine difficulté à atteindre un niveau de vaccination de la population suffisant et du développement de variants plus contagieux. De nouvelles mesures restrictives ont été mises en place dans certains pays européens qui pourraient freiner l'activité économique et peser sur la confiance des agents économiques et il ne peut être exclu que d'autres mesures soient mises en œuvre à l'avenir. Par ailleurs, des incertitudes fortes subsistent sur les dommages effectifs causés par la crise sur l'appareil productif et sur le marché du travail, aujourd'hui limités par les mesures de soutien budgétaires et monétaires à l'économie. Le pilotage et le ciblage de ces mesures par les États et les banques centrales sont déterminants. De plus, les évolutions très inégales de l'épidémie et de la vaccination à travers le monde conduisent au maintien de mesures gouvernementales restrictives et continuent à perturber le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement, ainsi que la mobilité internationale. Cela pourrait fragiliser certains pays et peser plus particulièrement sur certains secteurs (tourisme, transport aérien), freinant ainsi l'activité économique mondiale.

Dans ce contexte la Commission européenne a revu à la hausse en juillet 2021 ses prévisions de croissance pour l'année 2021 à 4,8 % pour la zone euro et 6 % pour la France (contre 4,3 % et 5,7 % prévus en mai 2021), mais n'a pas revu ses prévisions de la croissance mondiale hors Union Européenne. Elle souligne que les incertitudes et les risques restent élevés, notamment en raison des inquiétudes autour des variants du virus.

En dépit de l'effet des mesures de soutien mises en œuvre dans de nombreux pays, les effets de la pandémie sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale ont eu et sont susceptibles de continuer à avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des métiers et la situation financière de LCL. Cet impact incluait et pourrait inclure à l'avenir :

- une dégradation de la liquidité de LCL due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit,
- une baisse des revenus notamment imputable à un ralentissement de la production dans certaines activités et de la perception de commissions ou de frais,

- une augmentation du coût du risque résultant d'une dégradation des perspectives macro-économiques, de l'octroi de moratoires et plus généralement de la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, notamment dans la perspective de la levée de mesures de soutien,
- un risque accru de dégradation des notations suite aux revues sectorielles de certaines agences de notation et suite aux revues internes des modèles de LCL,
- des actifs pondérés par les risques *(risk weighted assets* ou *RWAs)* plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de LCL (et notamment son ratio de solvabilité).

En 2022 le coût du risque pourrait continuer à être affecté par la détérioration des capacités de remboursement des entreprises et des consommateurs, par la dégradation des notations des contreparties impactant le niveau de provisionnement, ainsi que par la sensibilité de certains secteurs à la crise sanitaire (transport, hôtellerie/restauration, tourisme, événementiel, entreprises fragilisées par des changements structurels des habitudes de consommateurs...).

Au 31 décembre 2021, les expositions de LCL aux secteurs considérés comme "sensibles" sont les suivantes : (a) le tourisme, l'hôtellerie, la restauration avec 1,8 milliards d'euros en EAD *(Exposure at Default)* dont 7,2 % en défaut, (b) la distribution de biens non alimentaires avec 3,1 milliards d'euros en EAD dont 2,6 % en défaut, (c) le BTP avec 2,5 milliards d'euros en EAD dont 1,1 % en défaut et (d) l'automobile avec 1,6 milliards d'euros en EAD dont 1,2 % en défaut.

Enfin, en termes de solvabilité, le ratio CET1 non phasé de LCL s'établit ainsi à 11,9 % au 31 décembre 2021 versus 12,0 % au 30 juin 2021, et 11,1 % au début de la crise au 31 mars 2020. Cette évolution ne préjuge en rien du niveau qu'atteindra le ratio CET1 sur les prochains trimestres.

En particulier, l'incertitude reste forte sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda du déploiement puis du retrait des mesures publiques, et, plus généralement, sur les conséquences de l'évolution de l'activité économique sur le résultat conservé, les emplois pondérés, et les décisions réglementaires.

LCL intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter de manière importante sa rentabilité ainsi que sa situation financière

LCL est soumis à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où il exerce ses activités.

Cette réglementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- les exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification des risques, de gouvernance, de restriction en terme de prises de participations et de rémunérations telles que définies notamment par le Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (telles que modifiées notamment par le Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019) et par le Règlement (UE) 2020/873 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2020) et la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée notamment par la directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019), telle que transposée en droit interne ; aux termes de ces réglementations, les établissements de crédit tels que LCL doivent se conformer à des exigences de ratio de fonds propres minimum, de diversification des risques et de liquidité, de politique monétaire, de reporting/déclarations, ainsi qu'à des restrictions sur les investissements en participations. Ainsi, au 31 décembre 2021, le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasé de LCL est de 11,9 % ;
- les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire transposant en droit interne les dispositions de la directive 2014/59/ UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement telle que modifiée notamment par la Directive (UE) 2019/879 du Parlement et du Conseil du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (la "DRRB") ; notamment, le groupe Crédit Agricole auquel appartient LCL est placé sous la surveillance de la BCE à laquelle un plan de redressement groupe Crédit Agricole est soumis chaque année conformément à la réglementation applicable ;
- les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les actions et autres titres émis par LCL, ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché (Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché) qui accroît notamment les obligations de LCL en matière de transparence et de reporting ;

- les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ;
- les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires (Règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux) ;
- les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- la législation fiscale et comptable, ainsi que les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la conformité.

Ces mesures ont également accru les coûts de mise en conformité et il est probable qu'elles continueront de le faire. En outre, certaines de ces mesures pourraient accroître de manière importante les coûts de financement de LCL, notamment en l'obligeant à augmenter la part de son financement constituée de capital et de dettes subordonnées, dont les coûts sont plus élevés que ceux des titres de créance senior.

Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir des conséquences importantes pour LCL : un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter de manière importante la capacité de LCL à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

De surcroît, des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier l'environnement dans lequel LCL et d'autres institutions financières opèrent. À ce titre, ces mesures qui ont été ou qui pourraient être adoptées à l'avenir incluent un renforcement des exigences de fonds propres et de liquidité (notamment pour les grandes institutions internationales et les groupes tels que le groupe Crédit Agricole auquel LCL appartient), des taxes sur les transactions financières, des plafonds ou taxes sur les rémunérations des salariés dépassant certains niveaux déterminés, des limites imposées aux banques commerciales concernant les types d'activités qu'elles sont autorisées à exercer (interdiction ou limitation des activités de trading pour compte propre, des investissements et participations dans des fonds de capital-investissement et des *hedge funds*), l'obligation de circonscrire certaines activités, des restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des opérations de swap, certains types d'activités ou de produits financiers tels que les produits dérivés, la mise en place d'une procédure de dépréciation ou de conversion obligatoire de certains instruments de dette en titres de capital en cas de procédure de résolution, et plus généralement des dispositifs renforcés de redressement et de résolution, de nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance), des tests de résistance périodiques, ainsi que le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision et de nouvelles règles de gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière devraient ainsi être modifiées, affectant la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels LCL est soumis et nécessitant une mise en œuvre rapide susceptible de mobiliser d'importantes ressources. En outre, l'adoption de ces nouvelles mesures pourrait accroître les contraintes pesant sur LCL et nécessiter un renforcement des actions menées par LCL présentées ci-dessus en réponse au contexte réglementaire existant.

Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques.

Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, il est impossible de prévoir leur impact réel sur LCL qui pourrait être très important.

Par ailleurs, un certain nombre d'ajustements et de nouveautés réglementaires (ainsi que des reports quant à la date d'application de certaines règles notamment liées aux exigences prudentielles) ont été mises en place par les autorités nationales et européennes dans le contexte de la crise sanitaire actuelle liée à la Covid-19. Le caractère pérenne ou temporaire de ces ajustements et nouveautés, ainsi que l'évolution de la réglementation prise en lien avec ladite situation sanitaire, sont encore incertains à ce stade de sorte qu'il est impossible de déterminer ou de mesurer leur impact sur LCL.

Les résultats d'exploitation et la situation financière de LCL peuvent être affectés par les perturbations de la situation économique mondiale et des marchés financiers résultant du conflit entre la Russie et l'Ukraine

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les mesures de sanctions économiques contre la Russie adoptées en réponse par un certain nombre de pays (dont la France, l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis), peuvent avoir des répercussions économiques et financières étendues. Le conflit a exacerbé l'instabilité des marchés mondiaux, avec un impact négatif sur les indices boursiers, l'augmentation des prix des matières premières (en particulier le pétrole, le gaz et les produits agricoles tels que le blé), l'aggravation des perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des coûts de production et des pressions inflationnistes supplémentaires, au-delà de celles déjà observées ces derniers mois. Ces conditions difficiles pour l'économie mondiale et les marchés financiers pourraient avoir des effets négatifs significatifs sur la banque et ses relations d'affaires, même si LCL ne porte pas d'engagements ou ne finance pas d'opérations pour compte de sa clientèle sur ces pays. Ces conditions peuvent se poursuivre ou s'aggraver au fur et à mesure de l'évolution du conflit.

Risques liés à la stratégie et opérations de LCL

Importance de la notation pour LCL

En juin 2021, les notations long terme et court terme ont été confirmées à A+ / A-1 respectivement et la perspective révisée de "négative" à "stable".

Les notations de crédit sont importantes pour les conditions d'accès à la liquidité de LCL. Un abaissement de la notation de crédit pourrait avoir un impact significatif sur le coût de la liquidité et potentiellement la compétitivité de LCL. Cela pourrait avoir un impact sur les coûts de financement, limiter l'accès aux marchés des capitaux ou déclencher des obligations en vertu de certaines stipulations contractuelles, de produits dérivés et de financement garanti. Le coût de financement à long terme de LCL est directement lié à son spread de crédit (correspondant au montant excédant le taux d'intérêt des titres souverains de même maturité payé aux investisseurs dans des instruments de dette). Une augmentation des spreads de crédit pourrait accroître le coût de financement de LCL. Les variations des spreads de crédit sont permanentes, elles sont également influencées par la perception du marché de la qualité de LCL et plus largement du secteur bancaire. Ainsi, en tant qu'entité totalement intégrée au groupe Crédit Agricole, les spreads de crédit de LCL peuvent être influencés par les fluctuations des coûts d'acquisition des *swaps* de crédit indexés sur les titres de créance du groupe Crédit Agricole ou de Crédit Agricole, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres et par un certain nombre de facteurs de marché échappant au contrôle du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole.

LCL est exposé aux risques liés au changement climatique

LCL est soumis aux risques climatiques, directement en tant qu'entreprise mais également plus indirectement vis à vis de ses portefeuilles de financement et d'investissement.

Les risques climatiques se décomposent en deux sous-risques principaux : le risque physique, résultant des dommages causés par des événements météorologiques et climatiques extrêmes et le risque de transition, résultant des ajustements effectués en vue d'une transition vers une économie bas carbone.

✓ *Risque physique*

Les derniers incidents notables concernent la tempête IRMA aux Antilles (septembre 2017), l'inondation du site informatique du Groupe (juin 2018) et plusieurs épisodes cévenols et méditerranéens (entre septembre et janvier 2021). En 2020, les épisodes méditerranéens ont été d'une violence extrême dans les Alpes Maritimes, mais LCL n'a pas subi de dégâts. En 2021, de nouveaux épisodes méditerranéens ont eu lieu avec quelques dégâts dans 6 agences. Une veille saisonnière est mise en place depuis plusieurs années pour alerter en cas de survenance d'événements climatiques.

Les événements climatiques extrêmes, de plus en plus fréquents et violents, peuvent à nouveau impacter LCL sur ses activités en propre (perturbation des activités de la banque suite à des dommages physiques causés sur ses biens immobiliers dont le réseau d'agences, ses filiales ou ses centres de données), mais aussi sur son portefeuille clients (diminution de la solvabilité des clients impactés par une catastrophe naturelle, dévalorisation des sûretés immobilières se trouvant dans des zones géographiques à risque ou sinistrées).

✓ *Risque de transition*

À travers le Plan moyen terme et sa stratégie climat, le groupe Crédit Agricole s'est engagé à sortir totalement du charbon thermique en 2030, pour les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, et en 2040 pour le reste du monde. Des engagements complémentaires ont été pris sur le pétrole et le gaz de schiste. Enfin, le groupe Crédit Agricole a récemment rejoint l'initiative *Net Zero Banking Alliance*. Ces engagements confirment l'implication du Groupe dans

l'accompagnement de l'économie vers un objectif de neutralité carbone en 2050, avec des jalons contraignants intermédiaires.

LCL est également soumis à un certain nombre de risques indirects qui pourraient avoir un impact important. En prêtant à des entreprises dont les activités génèrent des quantités importantes de gaz à effet de serre, LCL se retrouverait exposé au risque qu'une réglementation ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait impacter défavorablement la qualité de crédit de ce dernier, et réduirait ainsi la valeur du portefeuille de créances de LCL. Avec l'accélération de la transition vers un environnement climatique plus contraignant, LCL devra adapter ses activités de manière appropriée afin d'éviter de subir des pertes. Il est prévu une intégration par LCL des enjeux de la transition énergétique dans la relation client et la réallocation progressive des portefeuilles de financement, d'investissement et des actifs gérés en ligne avec l'accord de Paris.

Une concurrence intense sur le principal marché de LCL en France pourrait affecter négativement ses revenus nets et sa rentabilité

La concurrence est intense dans la banque de détail, qui constitue le principal domaine d'activité de LCL Les actions entreprises tant en terme de digitalisation, modernisation du réseau physique et évolution des délégations ont permis à LCL d'enregistrer une évolution positive de son stock de clients (36 200 clients supplémentaires). LCL a par ailleurs été primé comme "service clients" de l'année.

Le résultat net de LCL s'établit à 803 millions d'euros au 31 décembre 2021 sur le périmètre de la banque de proximité. Ainsi, il est en progression de +41,2 % par rapport à l'année 2020 qui avait été pénalisée par la dégradation du coût du risque.

Le groupe Crédit Agricole dont fait partie LCL, a la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, allant de l'assurance, des prêts et des dépôts au courtage, à la banque d'investissement et à la gestion d'actifs. Les grands groupes bancaires, qui avaient l'habitude de concentrer leurs efforts commerciaux sur les entreprises à forte capitalisation, s'intéressent de plus en plus aux entreprises de taille moyenne, qui sont les principaux clients de LCL. Si LCL n'était pas en mesure de maintenir sa compétitivité en France avec une offre de produits et services attrayante et rentable, il risquerait de perdre des parts de marché dans des domaines importants de son activité ou de subir des pertes sur tout ou partie de ses opérations. En outre, le ralentissement de l'économie mondiale est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment par une pression accrue sur les prix et une baisse des volumes d'affaires pour LCL et ses concurrents.

De nouveaux concurrents, tels que les *fintechs* ou les néo banques, pourraient également entrer sur le marché, sous réserve d'une réglementation distincte ou plus souple, ou d'autres exigences relatives aux ratios prudentiels. Ces nouveaux acteurs du marché pourraient donc être en mesure d'offrir des produits et services compétitifs. Les progrès technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux établissements qui n'acceptent pas de dépôts d'offrir des produits et des services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et autres entreprises de fournir des solutions financières électroniques et basées sur Internet, y compris le commerce électronique de titres. Ces nouveaux acteurs peuvent exercer une pression à la baisse sur les prix des produits et services de LCL ou peuvent affecter négativement la part de marché de LCL. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, des nouvelles devises, tels que le bitcoin, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la *blockchain*, transforment peu à peu le secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. Les progrès technologiques peuvent entraîner des changements rapides et imprévus sur les marchés où LCL opère. Si LCL n'est pas en mesure d'adapter de manière appropriée ses opérations ou sa stratégie en réponse à de tels développements, sa position concurrentielle et ses résultats d'exploitation peuvent être affectés négativement.

Gestion des risques

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque de LCL, la nature des principaux risques auxquels LCL est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les types de risques suivants :

- les risques de crédit,
- les risques de marché,

- les risques structurels de gestion de bilan : taux, change et liquidité.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels,
- les risques juridiques,
- les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein de LCL se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus. Dans cette optique, LCL établit une cartographie globale de ses risques à l'appui de la nomenclature utilisée au sein du groupe Crédit Agricole.

Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Appétence

Le Conseil d'administration de LCL exprime annuellement son appétence au risque, qui s'inscrit dans les principes méthodologiques du Groupe, par une déclaration formelle. Pour l'année 2021, celle-ci a été examinée en décembre 2020 par le Comité des risques et le Conseil d'administration. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, l'identification et le pilotage des risques et la gestion financière de LCL. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme, de la déclaration d'appétence, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

L'appétence au risque *(Risk Appetite Framework)* porte sur les différents types et le niveau agrégé de risque que LCL est prêt à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques. La détermination du cadre d'appétence au risque s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent, encadrée par les stratégies des risques, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations,
- l'objectif de maintenir une exposition réduite au risque de marché,
- la maîtrise de l'exposition au risque opérationnel,
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré,
- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés,
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement de LCL en cohérence avec le Plan à moyen terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée notamment entre les marchés, les Directions finances, risques et conformité.

La déclaration d'appétence au risque est cordonnée avec les directions opérationnelles et vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque,
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée,
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision,
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience, en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque,
- améliorer la communication externe vis-à-vis des tiers sur la solidité financière et la maîtrise des risques.

L'appétence au risque de LCL s'exprime au moyen :

- d'indicateurs clés, dont en niveau 1 :
    - la solvabilité, qui garantit la pérennité de LCL en assurant un niveau de fonds propres suffisant au regard des risques pris par l'établissement,
    - la liquidité, dont la gestion vise à éviter un asséchement des sources de financement pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
    - le résultat, car il nourrit la solvabilité future et la capacité de distribution aux actionnaires,

  - le risque de crédit de LCL, qui constitue son principal risque,
- de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels, de non-conformité.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- l'appétence correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se traduit sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction générale, qui statue sur des actions correctrices ;
- la tolérance correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information immédiate au président du Comité des risques, puis le cas échéant, au Conseil d'administration ;
- la capacité reflète le niveau maximal de risques que LCL pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires. Un conseil d'administration exceptionnel se réunit si le seuil de capacité est atteint.

Le dispositif d'appétence au risque de LCL s'appuie notamment sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs et à les classer par catégorie et sous catégories selon une nomenclature homogène. Les risques sont considérés comme majeurs dès lors que leur occurrence peut entraîner une déviation significative des objectifs de résultat, de solvabilité ou de liquidité de LCL.

L'exercice 2021 a vu :

- la suppression du seuil de capacité sur les trois indicateurs de résultat et le taux de CDL, en application de la méthodologie du Groupe,
- le suivi en niveau 2 du MREL *(Minimum Requirement for own funds and Eligible Liabilities)*,
- en niveau 2, l'intégration d'indicateurs sur le crédit à l'habitat et par ailleurs du ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio).*

Au 31 décembre 2021, les indicateurs d'appétence au risque de niveau 1 se situent dans la zone d'appétence définie. Ils n'ont pas atteint les seuils exprimant son niveau de tolérance.

Profil de risque global

Les analyses effectuées permettent ainsi d'identifier les zones correspondant au profil de risques de LCL, banque nationale de proximité intervenant sur les marchés des particuliers, des professionnels et des entreprises. Les principales concernent les risques de crédit, les risques financiers, les risques opérationnels et de non-conformité.

Le profil de risque de LCL est suivi et présenté a minima trimestriellement en comité des risques et en conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Les principaux éléments du profil de risque de LCL au 31 décembre 2021 sont détaillés dans les sections "Facteurs et gestion des risques" du présent document.

Adéquation aux risques des dispositifs de l'établissement (article 435.1 (e) du règlement de l'Union européenne n° 575 /2013)

Au cours de sa séance du 9 décembre 2020, le Conseil d'administration de LCL a estimé, sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été soumises en 2020 lui permettant en particulier d'appréhender la manière dont le profil de risque de l'établissement interagit avec le niveau de tolérance, que les dispositifs de gestion des risques mis en place par LCL sont appropriés eu égard à son profil et à sa stratégie.

Organisation de la gestion des risques

LCL bénéficie de processus et de dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables, adaptés à ses activités et à son organisation (risques de contrepartie, de marché, de placement et d'investissement, de taux d'intérêt global, de liquidité, d'effet de levier, opérationnels, de modèles...). Ils sont intégrés au dispositif de contrôle interne, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant depuis l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des pôles métiers qui assurent le développement de leurs activités, la Direction des risques et contrôles permanents (DRCP) a pour mission de garantir que les risques auxquels LCL est exposé sont conformes à la stratégie des risques définie annuellement par les métiers (limites globales et individuelles, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité de la banque.

La Direction des risques et contrôles permanents assure ainsi la supervision et le contrôle permanent des risques sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidée de LCL, en collaboration avec la Direction de la conformité (DDC). A ce titre, la Direction des risques et contrôles permanents assure le pilotage de la "fonction de gestion des risques". Elle supervise notamment les unités responsables du contrôle permanent comptable et financier, ainsi que celle en charge de la continuité des activités et du pilotage de la sécurité du système d'information.

La Direction des risques et contrôles permanents est indépendante des métiers et rapporte hiérarchiquement à la Direction des risques (DRG) de Crédit Agricole S.A et fonctionnellement à la Direction générale de LCL. L'organisation de la Direction des risques et contrôles permanents de LCL s'intègre dans celle de la Direction des risques de Crédit Agricole S.A. Ainsi, LCL se voit déléguer la gestion de ses risques selon des principes de subsidiarité et de délégation formellement établis. Dans ce cadre, la Direction des risques et contrôles permanents reporte régulièrement ses grands risques à la DRG de Crédit Agricole S.A. et fait valider par le Comité des risques Groupe les dossiers excédant les délégations de LCL, ainsi que sa stratégie des risques.

Afin d'assurer une vision homogène des risques, la Direction des risques et contrôles permanents assure les missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque de LCL, en collaboration avec les fonctions Finances, Conformité et les lignes métiers,
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels,
- contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des pôles métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus,
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des pôles métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie des risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité), ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital, sont assurés par le département Gestion financière de la Direction des finances. La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe la Direction des risques et contrôles permanents qui émet des avis notamment sur des demandes d'évolutions des limites.

Une revue périodique des principaux enjeux en termes de risques de crédit, de risques de marché et de gestion de bilan est organisée à l'occasion des différents comités (Comité bâlois, Comité crédit, Comité des risques sensibles, Comité financier/ALM), qui se prononcent sur les principaux enjeux : politiques de prises de risques, analyses de portefeuille et du coût du risque, limites de marché et limites de concentration.

La Direction des risques et contrôles permanents tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque de LCL et les alerte des risques de déviation par rapport aux politiques définies. Elle les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Elle leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement :

- les risques et le dispositif de contrôle interne sont examinés par le Comité exécutif, notamment lors du Comité de contrôle interne faîtier (Comex CCI),
- le Comité des risques du Conseil d'administration est distinct du Comité d'audit dont la fonction a été recentrée sur le suivi des comptes. Il est notamment chargé d'examiner le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur et d'orienter le Conseil d'administration, qui valide l'appétence et la stratégie en matière de risques. Il analyse par ailleurs les résultats des exercices ICAAP (*Internal Capital Adequacy Assesment Process*) et ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy Assesment Process*), qui font l'objet d'une déclaration validée par le Conseil. Le Comité des risques est régulièrement tenu informé des résultats des stress tests et de l'exposition aux risques de LCL, des méthodes mises en œuvre pour les mesurer et des recommandations pour les gérer en conformité avec les politiques définies par l'organe de surveillance (Cf. Rapport sur le gouvernement d'entreprise). Le Comité des risques du Conseil d'administration examine trimestriellement le tableau de bord des risques réalisé par la Direction des risques et contrôles permanents. Ce document offre une revue détaillée de la situation des risques de LCL sur l'ensemble de ses métiers et sur base consolidée.

Dispositif de stress tests

Les stress tests, simulations de crises ou tests de résistance, font partie intégrante du dispositif de gestion des risques de LCL. Les stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital ou répondent à des exigences réglementaires. A ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de stress tests apporte une mesure de la résilience d'un portefeuille, d'une activité ou de LCL dans son ensemble, utilisée notamment dans le cadre de l'ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) et de l'appétence au risque. Le dispositif de stress tests couvre les risques de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Différents types de stress tests :

- Gestion prévisionnelle du risque par les stress tests : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en Central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction générale. A ce titre, des stress tests encadrant le risque de liquidité sont produits périodiquement.
- Stress tests budgétaires ou stress tests *ICAAP* : un exercice annuel est mené par LCL dans le cadre du processus budgétaire et les résultats de ce stress test sont intégrés dans l'*ICAAP*. Il contribue à la planification des besoins en capital et permet d'estimer la capacité bénéficiaire de LCL à horizon trois ans en fonction de scénarios économiques. L'objectif de ce stress test dans le processus budgétaire et *ICAAP* est de mesurer les effets et la sensibilité de leurs résultats des scénarios économiques (central – baseline et stressé – adverse) sur les activités, les entités et LCL dans son ensemble. Il repose obligatoirement sur un scénario économique (évolution d'un ensemble de variables économiques) à partir duquel sont déterminés les impacts sur les différents risques et zones géographiques. Ce scénario est complété pour tenir compte des risques opérationnels et de mauvaise conduite. L'objectif de cet exercice est d'estimer un ratio de solvabilité en mesurant les impacts sur le compte de résultat (coût du risque, marge d'intérêt, commissions...), les emplois pondérés et les fonds propres et de le confronter aux niveaux de tolérance et de capacité de LCL.
- Stress tests réglementaires : cette typologie de stress tests regroupe l'ensemble des demandes de la BCE, de l'EBA ou émanant d'un autre superviseur.

Sur l'année 2021, LCL a participé à l'exercice de stress tests biannuel encadré par l'EBA, initialement prévu sur 2020 mais ayant été repoussé sur 2021 au regard de la crise sanitaire liée à la COVID-19. L'exercice a été lancé début janvier et s'est achevé, après des livraisons successives, fin juin 2021. L'EBA en a publié les résultats fin juillet 2021. Ce dernier exercice a démontré la résistance de LCL face aux différentes anticipations relatives à l'impact de la crise sanitaire sur le contexte économique. Par ailleurs, LCL a mené un exercice de stress tests budgétaire au S2-2021, s'appuyant sur la méthodologie utilisée lors de l'exercice EBA, et avec pour objectif une actualisation de la trajectoire financière à horizon 2025.

Gouvernance

Reprenant les orientations de l'EBA (European Banking Authority), le programme de stress tests au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, liquidité et les risques liés aux taux et changes.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction économique (ECO) du Crédit Agricole. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change...).

Procédures de contrôle interne et gestion des risques

L'organisation du contrôle interne de LCL témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle. A ce titre LCL a notamment désigné en 2021 les responsables dans le cadre de l'Arrêté du 3 novembre modifié sur le contrôle interne et de la publication de l'Arrêté du 6 janvier 2021 sur le contrôle interne de la LCB/FT et du gel des avoirs.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction générale,

- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe, ainsi que la protection contre les risques de pertes,
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques,
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes,
- prévention et détection des fraudes et erreurs,
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée. Les moyens, outils et reportings mis en œuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, au Comité des risques, à la Direction générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctives, etc.).

Références en matière de contrôle interne

Les mécanismes de gestion des risques et l'organisation du dispositif de contrôle interne de LCL prennent en compte les textes de référence internationaux, nationaux et internes au groupe Crédit Agricole, dont les :

- Références internationales émises notamment par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.
- Références légales et réglementaires : code de commerce, code monétaire et financier, arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, recueil des textes réglementaires relatifs à l'exercice des activités bancaires et financières (établis par la Banque de France et le CCLRF), règlement général de l'Autorité des marchés financiers.
- Références propres au Crédit Agricole :
    - note de procédure sur l'organisation du contrôle interne du groupe Crédit Agricole,
    - notes de procédure dédiées aux risques et contrôles permanents, à la conformité et au contrôle périodique du groupe Crédit Agricole,
    - corpus et procédures relatives notamment à la comptabilité (plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et contrôles permanents,
    - charte de déontologie du groupe Crédit Agricole.
- Références propres à LCL : LCL dispose d'un ensemble de notes de procédures (NOP), de fonctionnement, applicables aux activités ou liées à la réglementation. Ce corpus est accessible à l'ensemble des collaborateurs sur l'intranet de LCL.

Principes d'organisation du dispositif de contrôle interne

Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes du dispositif de contrôle interne de LCL, communs à l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole, recouvrent des obligations en matière :

- d'information de l'organe de surveillance (appétence aux risques, stratégie des risques, limites fixées aux prises de risques et utilisation de ces limites, activités et résultats du contrôle interne, incidents significatifs),
- d'implication directe des dirigeants effectifs dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne,
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de tous les acteurs. L'ensemble des métiers et les nouvelles activités sont pris en compte,
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- de délégations formalisées et actualisées,
- de normes et procédures, notamment en matière comptable, formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques de crédit, de marché, de liquidité, de non-conformité, juridiques, financiers, comptables (qualité de l'information financière et comptable) et opérationnels (dont traitements opérationnels, risques du système d'information et continuité de l'activité),
- un système de contrôle s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, ainsi que des contrôles périodiques,
- l'adaptation des politiques de rémunération et des procédures de contrôle aux réglementations en vigueur et notamment les réglementations liées à la *Capital Requirements Directive* 4 (CRD 5), à l'AIFM, à UCITS V et à solvabilité 2, aux dispositions relatives à la loi de Séparation bancaire et à la directive MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques.

Pilotage du dispositif de contrôle interne

En vertu de l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié, l'obligation est faite à chaque responsable d'entité ou de métier, chaque manager, chaque collaborateur et instance du Groupe, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Afin de veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne, ainsi qu'au respect des principes énoncés ci-dessus sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidée de LCL, trois responsables distincts ont été nommés pour les Risques et contrôles permanents, le Contrôle périodique (Inspection générale) et le Contrôle de la conformité :

- le responsable des Risques et contrôles permanents, en charge de la fonction de gestion des risques, est rattaché hiérarchiquement au responsable des Risques et contrôles permanents de Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement au Directeur général de LCL ;
- le responsable de la Conformité est rattaché hiérarchiquement au Directeur de la Conformité de Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement au Directeur général de LCL ;
- le responsable de l'Inspection générale est rattaché hiérarchiquement à l'Inspecteur général du Groupe et fonctionnellement au Directeur général de LCL.

Le responsable des Risques et contrôles permanents a été désigné en 2010 responsable de la filière risques, devenue fonction de gestion des risques. Il a notamment vocation à alerter les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance de toute situation pouvant avoir un impact significatif sur la maîtrise des risques.

L'efficacité du dispositif de contrôle interne est régulièrement évaluée notamment à l'occasion des missions d'audit menées sur le périmètre de LCL par l'Inspection générale de LCL, par l'Inspection générale du Groupe ou par les superviseurs. Les recommandations font l'objet de plans d'actions dont l'avancement est notamment suivi à l'occasion des Comités de contrôle interne.

En complément de l'intervention des différentes fonctions de contrôle, les autres fonctions centrales de LCL, les directions et les lignes métiers concourent à la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne sur base consolidée, que ce soit au sein de comités spécialisés ou via des actions de normalisation des procédures et de centralisation de données.

Organisée en ligne métier, la Direction des affaires juridiques a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

Différentes instances contribuent à la gouvernance du contrôle interne et des risques :

- Le Conseil d'administration et le Comité des risques

Le Conseil d'administration a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise et approuve son dispositif de contrôle interne. Il approuve l'organisation générale de LCL ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétence au risque, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du Rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire et aux normes définies.

Le Conseil est informé, au travers du Comité des risques, des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. Le Président du Comité des risques de LCL rend compte au Conseil des travaux du Comité et en particulier du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques.

- La Direction générale

Les dirigeants effectifs et le Comité exécutif sont directement impliqués dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Ils s'assurent que les politiques et limites de risques sont compatibles avec la situation financière de la banque (niveau des fonds propres, résultats), avec les niveaux d'appétence et les stratégies qui ont été arrêtées par le Conseil d'administration.

Le Comité exécutif définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre. En particulier, il fixe clairement les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et attribue les moyens adéquats. Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise soient mis en place. Il s'assure également que les principales informations issues de ces systèmes lui sont régulièrement transmises et que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un pilotage permanent, destiné à suivre son adéquation et son efficacité. Le Comité exécutif est informé des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier ainsi que des mesures correctrices proposées et mises en œuvre, notamment dans le cadre du Comité exécutif de contrôle interne.

Le Comité exécutif de contrôle interne est présidé par un dirigeant effectif. Il est composé des membres du Comité exécutif, des responsables de l'Inspection générale, de la Conformité, des Risques et contrôles permanents, des Affaires juridiques. Ce Comité constitue le Comité de contrôle interne faîtier de l'établissement, chargé notamment de :

- faire un point sur le dispositif de contrôle interne et le système de contrôle mis en œuvre,
- procéder à l'examen des principaux risques de toute nature et des évolutions intervenues dans les systèmes de mesure des risques et des résultats,
- prendre toute décision nécessaire pour remédier aux faiblesses du contrôle interne,
- suivre la mise en œuvre des engagements pris à la suite des missions d'audit internes et externes,
- décider des mesures correctives des carences relevées par les missions d'audit ainsi que par les *reportings* d'activité et de contrôle dont disposent les responsables des fonctions de contrôle ou le management au sein de l'entité.

Dispositifs de contrôle interne spécifiques

Fonction Risques et contrôles permanents

Les collaborateurs de la ligne-métier :

- dépendent hiérarchiquement de la Direction des risques et contrôles permanents et fonctionnellement des managers des directions ou unités opérationnelles pour le compte desquelles ils exercent des missions de surveillance des risques et de contrôles permanents ;
- sont généralement localisés à proximité des unités de leur périmètre fonctionnel, pour favoriser les échanges et la pertinence des éclairages risques formulés ;
- n'exercent aucune responsabilité commerciale, financière, comptable ou d'engagement (au sens de la décision finale), afin de garantir l'indépendance et le professionnalisme nécessaires à l'exercice de leur mission.

La Direction des risques et contrôles permanents s'articule autour des différents pôles d'activités :

- le pilotage des risques, des études et des projets ;
- la modélisation des risques de crédit ;
- le pilotage des risques financiers et opérationnels, du contrôle comptable permanent, des risques liés au système d'information et à la continuité des activités, de la validation des modèles.
- les réseaux commerciaux, Retail et Entreprises (dont filiales et succursale). Les collaborateurs sont implantés soit au niveau des directions et unités centrales, soit au niveau régional. Au niveau régional, les collaborateurs exercent également des fonctions de contrôle permanent de la conformité sous la supervision de la direction de la Conformité.
- les "filières et fonctions clés", les collaborateurs veillant à l'efficacité du dispositif de contrôle permanent et de surveillance des risques, de bout en bout des processus.

Dispositif de contrôle interne de SSI et PCA

LCL se conforme aux exigences de l'État relatives à la cyber-sécurité compte tenu de son rôle dans l'économie nationale et possède un dispositif de maîtrise des risques de son système d'information et de continuité de l'activité cohérent avec les règles du Groupe. Ce dispositif comprend notamment un comité de pilotage stratégique (Comité de contrôle interne) et une cellule de crise de niveau Direction générale.

Dans ce cadre, chaque métier définit, pour ses besoins en matière de système d'information, des niveaux de maîtrise des risques adaptés aux enjeux, au moyen d'une démarche formalisée de gestion du risque avéré et potentiel. Ce dispositif est régulièrement actualisé, dans le cadre de la cartographie des risques opérationnels, pour tenir compte des évolutions techniques, réglementaires et opérationnelles, ainsi que de l'émergence de nouveaux contextes et de nouvelles menaces.

L'organisation de la sécurité du système d'information repose sur une séparation des activités entre le CISO (Chief Information Security Officer), rattaché au Directeur des systèmes d'information (également membre du COMEX) et le MRSI (Manager des risques du système d'information), qui dépend de la Direction des risques et contrôles permanents. La sécurité opérationnelle du SI au quotidien est quant à elle, assurée au sein de la Direction des systèmes d'information de LCL, par le RSI (responsable sécurité de l'information).

En matière de continuité d'activité, LCL teste annuellement un plan de continuité pour ces activités essentielles (PCA) et le maintient en conditions opérationnelles. Ce plan est opérationnel et répond aux scénarios retenus par le Groupe Crédit Agricole (gestion de crise, secours informatique, indisponibilité du personnel, replis immobiliers, infection virale, etc.). LCL participe également à des tests PCA des entités du Groupe traitant des activités spécialisées de LCL : assurances vie, assurances non vie, assurances emprunteurs, moyens de paiement, marchés de capitaux, valeurs mobilières, crédits à la consommation, comptabilité.

Dans le contexte de la crise Covid19, LCL a maintenu la continuité de ses activités depuis février 2020. Dès le second semestre 2020, LCL a adapté ses plans de continuité d'activité en tirant les enseignements de la crise. En 2021, les documentations PCA ont été entièrement revues et les solutions de repli ont été révisées an privilégiant le travail à distance pour les activités qui le permettent (compte tenu de l'équipement de tous les collaborateurs en PC portables) et des réquisitions d'espaces pour les activités essentielles ne pouvant être traitées à distance.

Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

a) Rôles et responsabilités dans l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière

La Direction financière de LCL assure la responsabilité de l'élaboration de ses états financiers (comptes individuels et comptes consolidés) et de la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées, nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole. LCL se dote, conformément aux recommandations du Groupe en matière de contrôle permanent de l'information comptable et financière, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion. Une charte du contrôle comptable fait la synthèse du périmètre de couverture des contrôles, des rôles et responsabilités au sein de LCL (Direction financière, comptabilité générale, unités métiers et réseau), des procédures d'organisation et de fonctionnement des contrôles comptables (niveaux de contrôle, contenu et périodicité des *reportings*, relations avec les autres fonctions de contrôle).

b) Procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière

La documentation des procédures et référentiels comptables, ainsi que des systèmes d'information concourant à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, est mise à disposition des collaborateurs sur un site intranet. L'outil comptable de synthèse permet d'agréger, de contrôler l'information détaillée et d'enregistrer les écritures complémentaires d'arrêté. Ce dispositif permet de produire les *reportings* réglementaires, les états financiers des comptes sociaux et consolidés et contribue à la constitution de la piste d'audit. L'information financière publiée par LCL s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

c) Données comptables

LCL établit des comptes individuels et consolidés selon les normes comptables du groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la comptabilité et de la consolidation de Crédit Agricole S.A. LCL met en œuvre les systèmes d'information comptable et financière lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes.

d) Données de gestion

Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, les sources et la définition des modes de calcul sont généralement mentionnées afin d'en faciliter la compréhension. Les données de gestion

publiées par LCL font l'objet de la mise en œuvre de contrôles permettant de s'assurer de leur qualité, à l'appui de réconciliation avec les données comptables lorsque celle-ci s'avère pertinente, de la conformité aux normes de gestion fixées par l'organe exécutif et de la fiabilité du calcul de l'information de gestion. Les données de gestion sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer la comparabilité des données chiffrées dans le temps.

e) Description du dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière

Les objectifs du contrôle permanent de l'information comptable et financière visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière en termes de :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du groupe Crédit Agricole,
- fiabilité et sincérité des données, permettant de restituer une image fidèle des résultats et de la situation financière de LCL et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation,
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de LCL sur l'information publiée,
- prévention des risques de fraudes et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, LCL a décliné les recommandations générales de déploiement du contrôle permanent dans le domaine du contrôle de l'information comptable et financière.

Les contrôles préconisés dans le guide du contrôle comptable de la Direction des risques Groupe sont opérationnels dans l'outil LCL de contrôles et font l'objet d'une revue régulière. Le dispositif de contrôles s'appuie notamment sur les décisions du Comité de contrôle interne de la comptabilité et sur les recommandations d'audit.

Le contrôle permanent de l'information comptable et financière s'appuie sur l'évaluation des risques, cette évaluation des risques prenant la forme d'une cartographie des risques comptables, mise à jour de manière récurrente pour chaque processus décrit par le métier (méthodologie Groupe) et s'appuie également sur les contrôles des processus comptables gérés par les services opérationnels :

- contrôles de la comptabilité de 1er degré assurés par les directions opérationnelles et les back-offices (ou, dans certains cas, par les prestataires comptables),
- contrôles de 2ème degré, 1er niveau, exercés par la Direction financière,
- contrôles de 2ème degré, 2ème niveau réalisés par le Contrôle permanent de l'information comptable.

Cette évaluation, ainsi que les résultats des missions d'audit et de contrôles thématiques, doivent permettre au contrôle permanent comptable de définir un plan de contrôles et la mise en place d'actions correctrices, afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

Par ailleurs, des réunions régulières sont instaurées entre la Direction comptable et le Contrôle comptable permanent, notamment sur le rapprochement comptabilité/risques et le rapprochement comptabilité/gestion.

f) Relations avec les commissaires aux comptes

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés,
- examen limité des comptes consolidés semestriels,
- lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les commissaires aux comptes présentent les conclusions de leurs travaux au Conseil d'administration de LCL.

Prévention et contrôle des risques de non-conformité

Se référer au chapitre "Risque de non-conformité".

Contrôle périodique

L'Inspection générale de LCL exerce exclusivement son rôle de contrôle périodique, en application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Indépendante des unités opérationnelles, l'Inspection générale intervient sur l'ensemble des unités du siège comme du réseau ainsi que sur toute entité relevant du périmètre de surveillance consolidée, mais aussi au sein des prestataires de services essentiels externalisés (PSEE) auxquels sont confiées des activités pour le compte de LCL.

Les missions d'audit de l'Inspection générale de LCL sont réalisées sur pièces et sur place par des équipes dédiées, selon ses méthodologies, conformément à un plan annuel dont le déroulement est suivi par l'Inspection générale du Groupe et par la Direction générale de LCL. Ces missions visent à s'assurer du respect de la réglementation et des règles internes, de la maîtrise des risques, de la qualité des informations et des systèmes de mesure des risques. Elles portent notamment sur les dispositifs de contrôle permanent et de contrôle de la conformité. Chaque mission donne lieu à un rapport dont les conclusions font l'objet d'un processus contradictoire formalisé avec les responsables des unités auditées.

Le plan annuel d'audit s'inscrit dans un cycle pluriannuel, visant à respecter la cyclicité d'audit maximum de 5 ans introduite par la modification de l'arrêté du 3 novembre 2014. Les conclusions des missions réalisées par l'Inspection générale de LCL, ainsi que par l'Inspection générale du Groupe Crédit Agricole ou par les régulateurs font l'objet d'un dispositif formalisé de suivi. Pour chacune des recommandations formulées, ce dispositif permet de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions correctrices dans les délais raisonnables après la fin de la mission. Le cas échéant, ce dispositif peut conduire l'Inspecteur général de LCL à exercer son devoir d'alerte auprès de l'organe de surveillance tel que prévu à l'article 26 de l'arrêté du 3 novembre 2014.

L'inspecteur général de LCL est responsable du contrôle périodique LCB-FT conformément aux modifications apportées par l'arrêté transsectoriel LCB-FT du 31 mars 2021. L'Inspection générale rend compte de l'exercice de sa mission auprès des dirigeants effectifs et de l'organe de surveillance, exerçant ainsi le rôle d'information directe que lui attribue l'arrêté du 3 novembre 2014 précité.

Risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, une entité publique, un fonds d'investissement ou une personne physique. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

L'exercice 2021 a été marqué notamment par :

- la poursuite des dispositifs spécifiques destines au suivi rapproché lié à la crise COVID-19,
- la baisse du coût du risque à 219,6 millions d'euros comparé à 390,4 millions d'euros à fin décembre 2020 et un taux de coût du risque en baisse à 0,13 %,
- la poursuite du suivi de la production des prêts immobiliers afin de s'assurer de la convergence vers les critères du Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) et la création d'un comité mensuel dédié. A noter que dans sa communication du 14 septembre 2021, le HCSF a indiqué la transformation de sa recommendation en norme juridiquement contraignante à partir de janvier 2022, sans en changer les critères.

Objectifs et politique

La politique de crédit de LCL est encadrée par l'appétence aux risques et des stratégies des risques . La DRCP émet un avis sur ces documents qui sont validés par le Comité des risques du Groupe et par le Conseil d'administration de LCL. La politique d'octroi est décrite au travers de manuels qui permettent aux métiers d'en assurer la déclinaison opérationnelle (type de clientèle, financements, limites, etc.). Le suivi de la stratégie est effectué via des *reportings* destinés à la gouvernance, en s'appuyant sur des outils validés par la BCE.

Gestion du risque de crédit

Principes généraux de prise de risque

LCL s'est doté d'un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un crédit, du processus de décision d'octroi au suivi courant, ainsi que le passage des provisions et les modalités de recouvrement. Ces normes s'accompagnent de procédures d'application détaillant de manière plus précise le rôle et les responsabilités de chaque intervenant dans la préparation des différents comités, leur déroulement et le suivi de leurs décisions. Des comités assurent l'adaptation de la politique d'octroi à l'évolution de la stratégie des risques sur les différents marchés.

Toute opération de crédit nécessite une analyse de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. LCL dispose d'une méthode d'analyse de la rentabilité de ses opérations de crédit sur ses principaux marchés, qui permet notamment d'orienter la tarification.

L'organisation globale de l'octroi de crédit se caractérise par :

- sur le marché des entreprises : un processus d'octroi reposant sur un système expert d'aide à la décision permettant au réseau de statuer selon le chiffre d'affaires et la note de signature de la société concernée, ainsi que sur des lignes métiers engagements ou des comités de crédit, indépendantes des lignes métiers commerciales, permettant un double regard. Les délégations du réseau commercial sont pilotées par le système expert et dépendent de la note de signature, du type de financement sollicité et du montant des engagements. La Direction des risques et contrôles permanents émet un avis sur tous les dossiers présentés au Comité de crédit faîtier ;
- sur le marché des particuliers et des professionnels : les décisions et les délégations sont guidées par des scores produits ou pilotés par la Direction des risques et contrôles permanents, ainsi que par des systèmes experts pour les principaux produits (immobilier, prêt MLT, crédit à la consommation et découvert). Les opérations qui sortent des délégations des conseillers sont décidées par les directeurs d'agence ou par la ligne métier Engagements. Les délégations dépendent du type de crédit, de la note de signature, du montant sollicité et des engagements déjà en place. Un centre de décision de niveau national est chargé de statuer sur des dossiers qui sortent de la délégation locale.

En matière d'octroi, le dispositif centralisé rend aisé un infléchissement par modification des paramètres des systèmes experts et des consignes données aux structures centralisées de décision.

Les contrôles relatifs au respect des délégations sont exercés par les métiers, la Direction des engagements et RCP. Ils sont complétés par un processus de surveillance des risques individuels et globaux afin notamment de détecter le plus en amont possible toute détérioration de la qualité de la contrepartie et des engagements de la banque.

Afin de décliner les textes réglementaires liés aux évolutions de la définition du défaut bâlois, une note générale au sein du groupe Crédit Agricole a été publiée en avril 2020. Celle-ci acte notamment la convergence entre le non performant et la définition du défaut bâlois. En parallèle, une note générale et une note d'application ont été publiées en juin 2020 par Crédit Agricole S.A. concernant "l'identification et le suivi des crédits restructurés et des expositions non performantes au sens de l'EBA". Ces publications annulent et remplacent des précédentes notes émises sur le sujet de la définition du défaut, la restructuration pour risque et le non performant.

Pour respecter les évolutions mentionnées dans ces différents documents, LCL a mené en 2020 de nombreux travaux concernant l'évolution de son dispositif de classement en défaut (prise en compte de nouveaux éléments déclencheurs du défaut, instauration d'une période de surveillance avant retour en non défaut, etc.) et a réalisé une opération de convergence entre les notions de non-performant et de défaut. Sur le périmètre Retail, la nouvelle définition du défaut est effective depuis fin août 2020 et sur le périmètre Corporate depuis janvier 2020.

Méthodologies et systèmes de mesure des risques

Système de notation interne

Les systèmes de notation interne permettent l'évaluation du risque de crédit et la notation des emprunteurs, ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut pour l'ensemble des expositions de la banque.

La gouvernance du système de notation interne s'appuie, d'une part, sur des comités de back-testing de LCL visant à contrôler et vérifier la pertinence du modèle et d'autre part, sur la validation de ces travaux par les unités en charge du second regard qui présentent leurs conclusions en Comité Modèles LCL et en Comité Normes et Modèles (CNM) de Crédit Agricole S.A.

Les Guidelines 2017 de l'EBA (apportant des précisions sur l'application de la définition du défaut au titre de l'article 178 du Règlement (UE) n°575/2013) et la note de procédure groupe Crédit Agricole sur le nouveau défaut bâlois (NDB) applicables au 1er janvier 2021 ont fait évoluer la définition du défaut bâlois chez LCL. Afin de se mettre en conformité réglementaire et d'appliquer systématiquement cette nouvelle définition dans son système d'information, LCL a développé un calculateur qui permet de déterminer de manière automatique le NDB depuis début 2020. Le NDB est pleinement utilisé par les Réseaux et, depuis 2021, dans les reportings comptables et risques.

Sur le marché retail (particuliers et professionnels), LCL est homologué en méthode avancée (IRBA : Internal Ratings-Based approach – Advanced) depuis 2007. En novembre 2020, la BCE a autorisé l'utilisation d'un nouveau système de notation interne ainsi que son extension aux expositions du portefeuille de la DdR-AG (Direction de Réseau – Antilles-Guyane). Il s'appuie sur un ensemble de caractéristiques du client et sur des données historiques de son comportement bancaire. Ce système de notation repose sur une échelle de notation et permet une segmentation du risque :

contreparties saines, sensibles et en défaut. La notation de la clientèle est actualisée chaque mois et les méthodologies de mesure soumises à réexamen périodique. Dans le cadre des nouveaux reportings standardisés BCE sur le suivi d'informations prudentielles sur les modèles de risque de crédit, LCL a renouvelé en 2021 les analyses de backtesting demandées sur ses modèles actuellement en production pour le calcul des fonds propres réglementaires. Les conclusions confirment la stabilité et la performance des modèles actuellement validés. Ce suivi additionnel aux analyses de backtesting internes permettra à la BCE une comparaison entre les différents acteurs de la place sur la base de tests standardisés.

Fin 2020, un dossier commun aux entités du groupe Crédit Agricole dans le cadre de l'ajustement des paramètres IRB en lien avec le processus de mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut a été transmis à la BCE. L'évolution des paramètres bâlois LCL ayant été qualifiée par le Comité normes et modèles de non significative mais requérant une notification préalable, une notification ex-ante été transmise le 31 mars 2021 et la mise en œuvre de cette évolution dans le système d'informations a été réalisée en mai 2021 après le retour favorable de la BCE. A noter que des travaux d'ajustements des modèles réglementaires bâlois Retail ont également été réalisés courant 2021 et seront transmis à la BCE début 2022 en réponse à des obligations émises dans la lettre de décision reçue en novembre 2020 (évoquée dans le paragraphe précèdent).

Sur le marché des entreprises, le dispositif de notation corporate de LCL est sous la responsabilité du groupe Crédit Agricole, qui garantit l'unicité de la note d'un client commun à plusieurs entités. La notation des entreprises s'effectue par le biais de l'outil groupe Crédit Agricole Anadefi. Il existe une table de correspondance entre la notation Groupe, celle de la BDF et celles des agences de notation.

Le dispositif de notation du groupe Crédit Agricole se décline par type de grande clientèle avec des méthodologies adaptées à chacun. Du fait de la structure de sa clientèle, LCL est principalement concerné par celles dédiées aux entreprises, aux professionnels de l'immobilier et aux LBO. La qualité du dispositif de notation Bâle II est suivie au sein d'instances dédiées de LCL et du Groupe. Les exigences en Fonds Propres sont alors calculées en approche IRB-Fondation sur le périmètre Entreprises et Standard sur le périmètre des professionnels de l'immobilier (PIM) et des LBO.

La notation des contreparties s'effectue à l'entrée en relation et est actualisée à chaque demande de crédit ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. Elle est revue au minimum annuellement. Des contrôles sont effectués pour s'assurer régulièrement de la pertinence et de la qualité de la notation.

La refonte du modèle de notation des entreprises a été validée par la BCE suite à la réception de la lettre de décision en janvier 2021. Les nouvelles grilles de notation ont été mises en production en mars 2021.

L'année 2020 a également été marquée par de multiples missions d'audit de la BCE sur les revues de modèles réglementaires *Corporate*. Les lettres de décision de ces missions ont été reçues en 2021. Ainsi, les modèles de notation des PIM et LBO ont été homologues et ces périmètres pourront donc faire l'objet d'un passage en approche IRBF début 2022 (post mise en production des nouveaux modèles). Des modèles internes permettant d'estimer l'encours et la perte en cas de défaut ont également été validés sur le périmètre entreprises ce qui permettra un passage en approche IRBA de ce périmètre également en 2022.

Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites et des processus spécifiques d'engagements sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

Le Comité des risques sensibles, présidé par un dirigeant effectif et auquel participent les membres du Comité exécutif et les responsables des directions concernées, se réunit trimestriellement avant la date de clôture des comptes pour examiner la situation des risques, leur niveau de couverture par des provisions et prendre toute décision nécessaire.

Processus de surveillance des concentrations par contrepartie ou groupe de contreparties liées

LCL mesure ses risques en intégrant l'ensemble des catégories d'engagements (bilan, hors-bilan y compris les opérations de marché) et des positions, en consolidant sur le marché des entreprises les engagements sur les sociétés appartenant à un même groupe, en agrégeant l'ensemble des portefeuilles et en distinguant les niveaux de risques.

LCL Risques, outil de pilotage du risque accessible par intranet, est décliné jusqu'au niveau agence sur le marché des particuliers et des professionnels. Il renforce la responsabilisation des acteurs du réseau. Cet outil met à disposition des managers et experts risques du réseau des indicateurs de risque (contrepartie, opérationnel). Le dispositif de surveillance et de mesure des risques de contrepartie s'appuie notamment sur plusieurs tableaux de bord mensuels ou trimestriels (tableau de bord synthétique, retail, corporate, immobilier). Sur chaque marché, des réunions et comités de contrôle des risques de contrepartie se tiennent pour examiner les anomalies et exceptions (impayés, dépassements...).

Parallèlement, une surveillance des engagements et un suivi permanent des affaires en portefeuille sont mis en œuvre par les métiers, la Direction des engagements et la Direction des risques et contrôles permanents, afin d'identifier avec anticipation les actifs susceptibles de se dégrader, l'objectif étant de lancer le plus en amont possible des actions concrètes visant à protéger les intérêts de la banque. Ainsi, l'actualisation de la notation d'une grande partie de la clientèle des entreprises ne dépend pas de la seule réception des documents financiers annuels, mais de la perception du risque individuel selon de multiples critères.

La correcte classification des créances fait l'objet d'un examen mensuel au regard de la réglementation en vigueur (créances douteuses notamment). Les éventuelles anomalies ainsi que les cas de non-respect des limites globales ou des équilibres géographiques et sectoriels sont rapportés aux lignes métiers.

Pour le suivi du risque Entreprises, LCL dispose d'un maillage opérationnel resserré qui s'appuie sur :

- la tenue dans chaque direction Entreprises du Comité régional des risques (CRR) hebdomadaire et du Comité de pilotage des risques (CPR) mensuel. Le représentant local de la Direction des risques et contrôles permanents est membre du CPR. Ces comités donnent lieu à la diffusion systématique d'un compte-rendu aux différentes parties prenantes dont la Direction des engagements et la Direction des risques et contrôles permanents,
- l'existence d'une procédure d'alerte en cas d'événement ou d'information susceptible de conduire à une dégradation du risque de la contrepartie concernée ; les alertes les plus significatives sont portées à la connaissance de Crédit Agricole S.A.,
- des revues de portefeuilles et un suivi dédié pour les clients portant des engagements significatifs ou bénéficiant de structurations spécifiques (LBO, financement structuré d'acquisition, immobilier).

Les principaux comités mis en place pour assurer le suivi des affaires sensibles incluent :

- au niveau local : les comités régionaux des risques (CRR), mis en place au sein des directions Entreprises, suivent les dossiers sensibles et peuvent proposer un provisionnement pour les dossiers entrant dans le cadre de leurs délégations de crédit et dont le risque se dégrade. Par ailleurs, des comités des engagements sensibles locaux sont en place sur le marché des particuliers et des professionnels pour compléter le dispositif central de LCL ;
- au niveau central : le Comité des engagements sensibles entreprises (CES), auquel participent le responsable de la Direction des engagements et des représentants du Marché des entreprises, de la Direction des risques et contrôles permanents et de Conseils et négociations entreprises décide dans le cadre de ses délégations. Le Comité provision, qui regroupe les mêmes intervenants que le CES, complété par le représentant du Contentieux qui suit les entreprises, décide des dotations et reprises de provisions sur les dossiers présentés au comité, sur ses propositions ou sur celles des comités régionaux des risques.

Le secteur Conseils et Négociations crédits, qui assure le pilotage et le suivi des dossiers sensibles les plus importants, décide ou propose, selon le niveau de délégation, les mouvements de provisions relatifs à ces dossiers.

Surveillance globale

Les procédures de décision et de surveillance des risques individuels sont complétées au sein de LCL par un dispositif de suivi des risques globaux permettant d'appréhender les risques de contrepartie sur l'ensemble du portefeuille et sur chacun des sous portefeuilles le constituant, selon un découpage métier, sectoriel, géographique ou selon tout axe permettant de mettre en exergue certaines caractéristiques d'ensemble.

Des dispositions d'encadrement renforcé et de gestion des engagements ont été prises, ce qui a pu déboucher sur des mesures de stabilisation des expositions sur certains sous portefeuilles, sur des décisions de réductions volontaires et préventives sur les zones considérées comme les plus à risques. Crédit Agricole S.A. a fixé des limites sur les grandes contreparties gérées par LCL. Elles sont précisées dans la stratégie des risques et suivies mensuellement.

Les engagements sur les dix plus grands groupes de contreparties, tous notés Investment grade, représentent 2,04 % des engagements globaux de LCL et 8,09 % des engagements du marché Entreprises.

Engagements sur les dix plus grands groupes ou contreparties

(en millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2020
Engagements	3 598	3 592
% engagements du marché des Entreprises	8,09%	8,11%
% engagements Globaux	2,04%	2,14%

Source Bâle II - engagements yc ODM

Adaptations du dispositif liées à la crise COVID-19

Dès le début de la crise COVID-19, des dispositifs de suivi rapproché spécifiques ont été mis en place afin d'apprécier l'évolution du portefeuille et du risque de crédit associé dans cette situation exceptionnelle :

- évolution de la qualité des portefeuilles,
- suivi des reports d'échéances et des prêts garantis par l'Etat (PGE) sur les différents marchés,
- suivi des changements de notes de tiers sur le marché *Corporate* et mesure de l'impact en RWA des dégradations,
- évolution quotidienne des tirages des clients *Corporate* sur *Revolving Credit Facilities (RCF).*

En terme de pilotage, la Direction des risques et du contrôle permanent a notamment assuré l'animation de la cellule de crise au titre du PCA et l'accompagnement des équipes en charge des plan d'actions, ainsi que la production de nouveaux *reportings* à destination de la gouvernance de la Banque et du superviseur.

Processus de suivi sectoriel

Le suivi sectoriel est assuré par le biais des tableaux de bord mensuels et trimestriels de pilotage des risques Entreprises. Par ailleurs, pour chaque dossier de demande de crédits en délégation du comité de décision faîtier (Comité crédit), un éclairage spécifique est réalisé sur les engagements portés par LCL sur la filière d'activité concernée. En parallèle, les risques économiques et financiers sur chacun des secteurs significatifs sont analysés et complétés d'une surveillance d'indices précurseurs de dégradation. Ces travaux sont menés en concertation avec les équipes d'économistes et d'ingénieurs industriels spécialisés de Crédit Agricole S.A.

Processus de suivi des contreparties défaillantes et sous surveillance

Les principes de gestion opérationnelle du défaut sont précisés par des notes de procédure. Le déclassement en créances douteuses est automatisé.

Sur le marché des entreprises, toute contrepartie présentant une alerte s'apparentant à un motif d'entrée en défaut ou susceptible de déclencher une situation de défaut doit faire l'objet d'une analyse systématique par le responsable de la notation et l'instance décisionnelle sur la notation. Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables des risques et des contrôles permanents. Elles font l'objet d'un suivi formel par les comités dédiés aux engagements sensibles et les comités des risques sensibles et sont généralement gérées par les services spécialisés de recouvrement amiable ou contentieux.

Processus de surveillance et gestion du risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociale dans un pays affecte les intérêts financiers de LCL dans ce pays. Il ne constitue pas une nature de risque différente des risques "élémentaires" (crédit, financier et opérationnel), mais une agrégation de risques résultant de la vulnérabilité du portefeuille de la banque à un environnement politique, macro-économique et financier spécifique. Le concept de risque pays recouvre l'évaluation de l'environnement global d'un pays, par opposition au risque souverain, qui concerne le risque de contrepartie relatif à un État.

La méthodologie de rating pays a été mise en place par le groupe Crédit Agricole et s'applique à l'ensemble du Groupe. Le modèle interne de notation des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique. Les ratings pays sont présentés sur une échelle de quatorze positions, en cohérence avec le système de rating de la banque.

LCL assure un suivi de ses expositions par pays dans le cadre de limites. Même s'il n'est pas dans la politique de LCL de prendre des risques pays, il peut être amené à accompagner ses clients ou leurs maisons mères sous forme notamment de garanties internationales ou de financement moyen terme. À ce titre il s'appuie sur le savoir-faire de CACIB et le risque pays fait l'objet d'un dispositif de suivi et d'une surveillance coordonnés au niveau du groupe Crédit Agricole.

LCL dispose, dans le cadre du groupe Crédit Agricole, de limites globales pays (hors la France en risque pays). Le contrôle de leur respect est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents, ayant pour mission d'alerter la gouvernance de LCL et la Direction des risques du Groupe en cas de dépassement.

Un dispositif de provisionnement est en place au sein de LCL sur les pays dont les notes de signature sont les plus dégradées. Au 31 décembre 2021, la provision pour risques pays s'élève à 3,9 millions d'euros.

Stress scénarios

Des stress scénarios de crédit sont effectués chaque année en liaison avec les métiers, soit dans le cadre de besoins internes, soit à la demande des régulateurs (ACPR, BCE, EBA), afin d'évaluer quels seraient les impacts d'une forte dégradation de l'environnement économique et financier, en termes de risque de perte encourue et d'exigence additionnelle en fonds propres pour LCL.

Parallèlement à l'effet en coût du risque, un stress sur le PNB (marge et volume) est également réalisé afin de mesurer l'impact sur le compte de résultat du Groupe. L'objectif de cet exercice est d'estimer les conséquences d'un scénario économique dégradé sur la capacité bénéficiaire du Groupe et sa solvabilité.

En 2021, LCL a réalisé différents exercices de stress-tests dont un exercice réglementaire EBA et un exercice budgétaire, pilotés en interne par le groupe Crédit Agricole S.A.

Mécanismes de réduction du risque de crédit

Garanties reçues et sûretés

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit. Les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du groupe Crédit Agricole (application du dispositif de CRD mis en œuvre dans le cadre de la réforme Bâle II du ratio de solvabilité).

La politique de crédit, les normes et les procédures de LCL définissent les principes et les règles de prise de garantie à l'octroi de crédit. Les équipes octroi de crédit, le dispositif de contrôle et les outils informatiques permettent de veiller à l'application de cette politique.

Les garanties valorisées sont intégrées dans le dispositif Bâle II de LCL pour le calcul des emplois pondérés. Une garantie reçue est considérée comme éligible si elle répond à un certain nombre de critères qui assurent sa qualité. A fin 2021, les prêts immobiliers sur le marché des particuliers sont essentiellement couverts par la garantie de Crédit Logement ou CAMCA. Sur le marché des professionnels, LCL a recours régulièrement aux garanties de la Siagi, BPI France, France Active Garantie et Interfimo. La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus à la suite de la mise en jeu des garanties.

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Utilisation de contrats de compensation

LCL n'utilise pas de contrats de compensation.

Utilisation des dérivés de crédit

LCL n'utilise pas de dérivés de crédit.

Exposition

Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour perte sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagements hors bilan comptabilisées en résultat net (coût du risque) au titre du risque de crédit. Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains" - Bucket 1 et Bucket 2 et "Actifs dépréciés" – Bucket 3) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

a) Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
au 31 décembre 2020	**650**	**-**	**44**	**(0)**	**22**	**(17)**	**716**	**(20)**	**696**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(36)	-	36	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(46)	-	46	-	-		-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	10	-	(10)	-	-		-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**616**	**-**	**80**	**(0)**	**22**	**(17)**	**716**	**(20)**	**696**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(35)	-	25	(2)	-	-	(10)	(2)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination … (2)	31	-	35	(4)	-		66	(4)	
Decomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	(55)	-	(20)	2	-	-	(75)	2	
Passages à perte						-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-	-	-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(11)	-	10	-	-	-	(1)	-	
Total	**529**	**-**	**105**	**(0)**	**22**	**(17)**	**706**	**(22)**	**684**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	30		(10)		-		20		
au 31 décembre 2021	**559**	**-**	**95**	**(0)**	**22**	**(17)**	**726**	**(22)**	**704**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

b) Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
au 31 décembre 2020	**22 167**	**(0)**	**4**	**-**	**-**	**-**	**22 171**	**(0)**	**22 168**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**22 167**	**(0)**	**4**	**-**	**-**	**-**	**22 171**	**(0)**	**22 168**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 157	(2)	-	-	-	-	1 157	(2)	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)	7 244	(4)	4	-			7 248	(4)	
Decomptabilisation : cession remboursement, arrivée à échéance	(6 087)	-	(4)	-	-	-	(6 091)	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		2		-	-	-	-	2	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	**23 324**	**(5)**	**4**	**-**	**-**	**-**	**23 328**	**(5)**	**23 323**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
au 31 décembre 2021	**23 324**	**(5)**	**4**	**-**	**-**	**-**	**23 328**	**(5)**	**23 323**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1 qui, au cours de l'année ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3 ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

c) Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
au 31 décembre 2020	**130 984**	**(242)**	**9 984**	**(449)**	**2 176**	**(1 171)**	**143 084**	**(1 974)**	**141 210**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	(7 086)	(23)	6 818	18	276	(26)	-	(31)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(10 600)	45	10 600	(129)			-	(84)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	3 631	(69)	(3 631)	128			-	59	
Transferts vers Stage 3 (1)	(140)	1	(247)	23	393	(34)	-	(10)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	29	-	88	(4)	(117)	8	-	4	
Total après transferts	**123 848**	**(275)**	**16 768**	**(431)**	**2 450**	**(1 199)**	**143 084**	**(1 905)**	**141 179**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	6 920	109	1 307	(141)	(620)	110	7 607	78	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… (2)	31 422	(64)	4 092	(174)			35 514	(238)	
Decomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	(24 502)	50	(2 779)	120	(409)	218	(27 690)	388	
Passages à perte					(211)	177	(211)	177	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	(7)	1	-	6	(7)	7	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		124		(87)	-	(302)	-	(265)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	(11)	1	(1)	-	11	1	0	
Total	**130 768**	**(166)**	**18 075**	**(572)**	**1 839**	**(1 089)**	**150 691**	**(1 827)**	**148 864**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(9)		-		366		357		
au 31 décembre 2021 (4)	**130 779**	**(166)**	**18 075**	**(572)**	**2 196**	**(1 089)**	**151 048**	**(1 827)**	**149 221**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

(4) Au 31 décembre 2021 le montant des prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés à la clientèle par LCL dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19 s'élève à 6 4 Md€

d) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

e) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : prêts et créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

f) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur la clientèle

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

g) Engagements de financement

en millions d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
au 31 décembre 2020	**18 448**	**(44)**	**1 061**	**(24)**	**48**	**(29)**	**19 594**	**(97)**	**19 497**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(15)	-	24	(4)	(9)	-	-	(4)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(470)	4	478	(13)			-	(9)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	456	(4)	(456)	9			-	5	
Transferts vers Stage 3 (1)	(2)	-	(7)	-	4	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	1	-	12	-	(13)	-	-	-	
Total après transferts	**18 559**	**(46)**	**1 028**	**(28)**	**28**	**(7)**	**19 594**	**(101)**	**19 493**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	70	19	216	(13)	(3)	4	283	10	
Nouveaux engagements donnés (2)	9 318	(15)	829	(34)			10 147	(51)	
Extinction des engagements	(9 248)	15	(611)	22	(28)	6	(9 887)	43	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour causes de difficultés financières	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		19		1		(3)	-	17	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	25	1	25	1	
au 31 décembre 2021	**18 629**	**(27)**	**1 241**	**(41)**	**23**	**(3)**	**19 877**	**(91)**	**19 786**

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1 qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

h) Engagements de garantie

en millions d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
au 31 décembre 2020	**10 330**	**(21)**	**249**	**(11)**	**256**	**(72)**	**10 835**	**(124)**	**10 711**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	(1 078)	1	1 079	(8)	(1)	-	-	(7)	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(1 115)	2	1 115	(11)			-	(9)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	36	(1)	(34)	3			-	2	
Transferts vers Stage 3 (1)	(2)	-	(5)	-	7	(1)	-	(1)	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	3	-	5	-	(9)	1	-	1	
Total après transferts	**9 252**	**(20)**	**1 328**	**(19)**	**253**	**(72)**	**10 835**	**(131)**	**10 704**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	160	7	482	(9)	(63)	(35)	579	(37)	
Nouveaux engagements donnés (2)	7 342	(4)	625	(10)			7 967	(14)	
Extinction des engagements	(7 182)	3	(143)	5	(92)	27	(7 417)	35	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour causes de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		5		(3)		(57)	-	(55)	
Changements dans le modèle méthodologie		-		-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	3	-	(1)	39	(5)	39	(3)	
au 31 décembre 2021	**9 412**	**(13)**	**1 810**	**(28)**	**202**	**(107)**	**11 424**	**(148)**	**11 276**

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1 qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

Concentration du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégorie de risques de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. Il existe une table de correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut (voir chapitre "Facteurs de risque et pilier 3 – Gestion du risque de crédit").

a) Actifs financiers au coût amorti

(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de detail	PD ≤ 0,5%	76 701	249		76 950	67 152	104	-	67 256
	0,5% < PD ≤ 2%	9 938	1 315		11 253	14 437	97	-	14 534
	2% < PD ≤ 20%	2 611	4 377		6 988	2 985	4 532	-	7 517
	20% < PD < 100%	-	361		361	5	369	-	374
	PD = 100%			980	980	-	-	970	970
Total Clientèle de détail		89 250	6 302	980	96 532	84 579	5 102	970	90 651
Hors clientele de detail	PD ≤ 0,6%	53 933	3 365		57 298	52 028	842	-	52 870
	0,6% < PD < 12%	11 529	7 331		18 860	17 165	3 050	-	20 215
	12% ≤ PD < 100%		1 174		1 174	-	1 010	-	1 010
	PD = 100%			1 238	1 238	-	-	1 225	1 225
Total Hors clientèle de détail		65 462	11 870	1 238	78 570	69 193	4 902	1 225	75 320
Dépreciations		(171)	(576)	(1 107)	(1 854)	(256)	(452)	(1 189)	(1 897)
Total		154 541	17 596	1 111	173 248	153 516	9 552	1 006	164 074

b) Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

c) Engagements par signature

Engagements de financement

(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientele de detail	PD ≤ 0,5%	6 575	12		6 587	5 974	5	-	5 979
	0,5% < PD ≤ 2%	1 149	102		1 251	1 476	2	-	1 478
	2% < PD ≤ 20%	321	228		549	413	269	-	682
	20% < PD < 100%	-	20		20	-	13	-	13
	PD = 100%			8	8	-	-	4	4
Total Clientèle de détail		8 045	362	8	8 415	7 863	289	4	8 156
Hors clientele de detail	PD ≤ 0,6%	9 899	471		10 370	8 958	344	-	9 302
	0,6% < PD ≤ 12%	658	336		994	1 727	291	-	2 018
	12% < PD < 100%		72		72	-	77	-	77
	PD = 100%			26	26	-	-	41	41
Total Hors clientèle de détail		10 557	879	26	11 462	10 685	712	41	11 438
Provisions (1)		(27)	(61)	(3)	(91)	(46)	(44)	(7)	(97)
Total		18 575	1 180	31	19 786	18 502	957	38	19 497

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

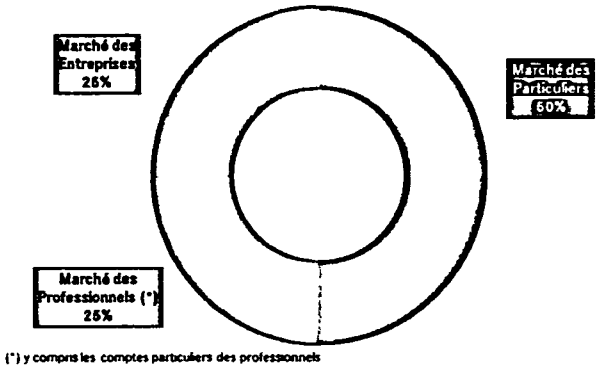
Engagements de garantie

(en millions d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2021				Au 31 décembre 2020			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements dépréciés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements dépréciés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientele de detail	PD ≤ 0,5%	102	1	-	103	99	-		99
	0,5% < PD ≤ 2%	14	15	-	29	8	1		9
	2% < PD ≤ 20%	3	8	-	11	28	12		40
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-		-
	PD = 100%			64	64			69	69
Total Clientèle de détail		119	24	64	207	135	13	69	217
Hors clientele de detail	PD ≤ 0,6%	8 508	903	-	9 411	8 847	60		8 907
	0,6% < PD ≤ 12%	785	821	-	1 606	1 348	106		1 454
	12% < PD < 100%		62	-	62		70		70
	PD = 100%			138	138			187	187
Total Hors clientèle de détail		9 293	1 786	138	11 217	10 195	236	187	10 618
Provisions (1)		(13)	(48)	(107)	(168)	(21)	(31)	(72)	(124)
Total		9 399	1 762	95	11 256	10 309	218	184	10 711

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Concentration

L'analyse de la concentration par filière d'activité économique et par zone géographique porte sur le portefeuille d'engagements commerciaux de la banque de proximité (marchés particuliers, professionnels et entreprises).



a) Diversification du portefeuille par zone géographique

Les prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle s'élèvent à 175,1 milliards d'euros au 31/12/2021, contre 166 milliards d'euros au 31/12/2020. Les engagements commerciaux restent principalement distribués en France et en Europe. LCL accompagne ses clients à l'international essentiellement sous forme de garanties.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (encours bruts)*

(en millions d'euros)	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
France (y compris DROM-COM)	167 502	157 978
Autres pays	7 600	7 993
Total	**175 102**	**165 971**

Source comptable

b) Diversification du portefeuille par filière d'activité économique

Répartition des engagements (Bilan et Hors Bilan)

	31/12/2021	31/12/2020
Particuliers et Professionnels	75%	74%
Crédits immobiliers	56%	54%
Crédits à la consommation	4%	5%
Prêts aux professionnels	12%	11%
Découverts, crédits de trésorerie et autres	3%	4%
Entreprises	25%	26%
TOTAL	100%	100%

Source Bâle II - Engagements yc ODM

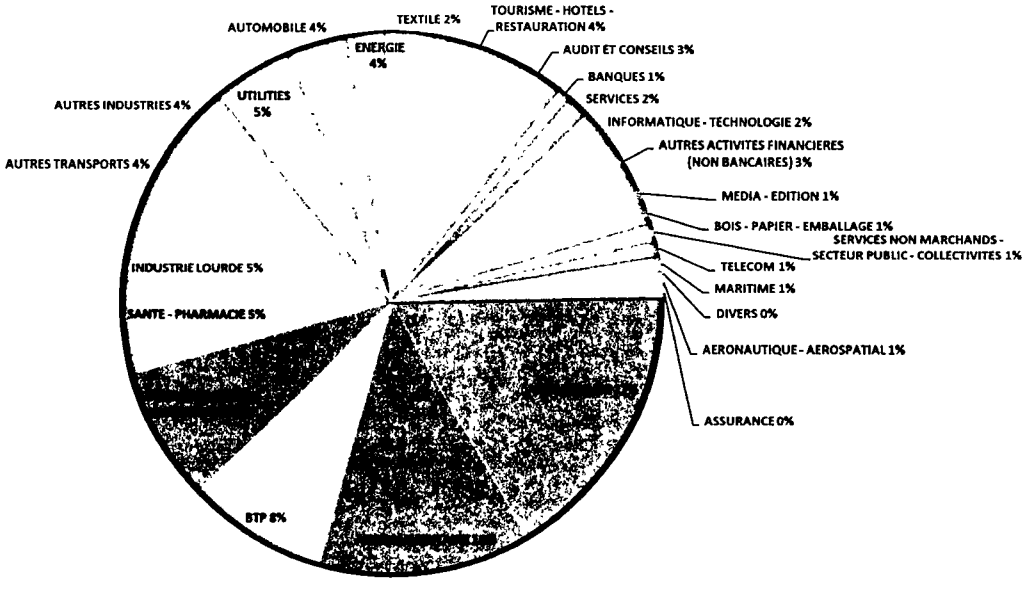
Le tableau ci-dessus ne reprend que les engagements bilan et hors bilan des marchés des particuliers, professionnels et entreprises. Les engagements sur les administrations centrales, banques centrales et institutions non établissements de crédit n'y figurent pas. La décomposition des engagements par filière économique demeure stable.

Les éléments exclus de ce tableau sont présentés dans la note annexe 3.1 des comptes consolidés (partie 2 du présent rapport).

Les activités de LCL sont réparties sur l'ensemble du territoire français (absence de risque de concentration géographique). La répartition sectorielle a été réalisée à partir de 26 filières économiques définies par Crédit Agricole S.A. et LCL.

Les éléments exclus de ce tableau sont présentés dans la note annexe 3.1 des comptes consolidés.

Ventilation des engagements commerciaux au 31/12/2021 du portefeuille entreprises, par filière économique



c) Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Les données chiffrées sont reprises dans la note annexe 3.1 des comptes consolidés.

Qualité des encours

a) Analyse des encours par notation interne

Marché des entreprises

La répartition de la notation Bâle II du portefeuille sain (hors Défaut) est restée stable entre fin 2020 et fin 2021. Pour rappel, la degradation constatée entre 2019 et 2020 etait liée la production de PGE majoritairement sur la clientèle *non investment grade* et qui a eu un impact sur la notation du portefeuille..

Répartition du portefeuille corporate hors défaut et hors non notés

(en %)	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Investment grade (note A+ à C-)	65%	65%	74%
Non Investment grade (note D+ à D-)	30%	30%	24%
Sensibles (note E+ à E-)	5%	5%	2%
Total	100%	100%	100%

Source Bâle II - Engagements yc ODM

Marché des particuliers et des professionnels

La notation Bâle II du portefeuille sain (hors Défaut et non notés) montre la qualité des engagements avec un risque modéré à 91 % et un risque sensible à 2 %.

Entre 2019 et 2020, l'amélioration du risque était tirée par le marché des professionnels : l'amélioration des notes était principalement liée à l'octroi significatif de PGE ainsi que de mesures de reports d'échéances.

Répartition des engagements particuliers et professionnels hors défaut et hors non notés

(en %)	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Risque modéré	91%	90%	83%
Risque moyen	7%	8%	14%
Risque sensible	2%	2%	3%
Total	100%	100%	100%

Pour établir ces répartitions, LCL se base sur son dispositif de notation interne utilisé pour la méthode IRB. Ainsi la catégorie "risque modéré" comprend les notations de 1 à 5, la catégorie "risque moyen" regroupe les notations de 6 à 7 et la catégorie "risque sensible" les notations de 8 à 10.

b) Dépréciation et couverture du risque

Politique de dépréciation et couverture des risques

Depuis la mise en application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018, le dispositif de couverture des risques de LCL s'appuie sur l'estimation des pertes de crédits attendues (ou *Expected Credit Loss* - ECL) sur les instruments financiers selon 3 phases :

- *Bucket* 1 : dès l'investissement, comptabilisation des provisions sur pertes attendues sur 12 mois,
- *Bucket* 2 : si le risque de crédit augmente significativement, comptabilisation des provisions sur pertes attendues sur la durée de vie,
- *Bucket* 3 : s'il est improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations, comptabilisation des provisions sur la perte attendue sur la durée de vie. Le provisionnement sur le *Bucket* 3 reste similaire aux pratiques LCL sous IAS 39 (normes en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017) sur les créances douteuses.

La perte de crédits attendue ECL représente la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit actualisée. Pour calculer les ECL, LCL utilise des informations internes et externes pertinentes (validées) et raisonnablement disponibles, afin de faire des estimations de perte sur la base des événements passés, des conditions actuelles et des prévisions d'événements futurs dit *Forward Looking*.

Le *Forward Looking* intègre la prise en compte de données macro-économiques prospectives (source Groupe) à deux niveaux dans l'estimation de la perte de crédits attendue : central et local.

D'un point de vue méthodologique, LCL capitalise sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois pour estimer les paramètres de calcul de l'ECL IFRS 9 : triplet PD (Probabilité de Défaut), LGD (Taux de perte en cas de défaut) et EAD-CCF (Exposition au moment du défaut). Ainsi, les méthodologies prudentielles sont utilisées et adaptées pour mesurer les paramètres IFRS9.

Encours d'actifs financiers dépréciés

Les données chiffrées sont présentées dans la note annexe 3.1 des comptes consolidés.

Coût du risque

Le niveau des créances douteuses et litigieuses (CDL) est en baisse de 9 points de base, passant de 1,43 % fin décembre 2020 à 1,34 % fin décembre 2021.

Sur le marché *Retail*, le taux de CDL est passé de 1,11 % fin décembre 2020 à 1,08 % au 31 décembre 2021, avec une hausse des engagements CDL de 57 millions d'euros.

Sur le marché des entreprises, les CDL enregistrent une baisse de 97 millions d'euros. Le taux de CDL s'établit à 2,13 %, soit -22 points de base par rapport à décembre 2020.

Le coût du risque de la Banque de proximité LCL représente une charge nette de 219,6 millions d'euros, contre 390,4 millions d'euros en 2020 qui integrait l'estimation de l'impact de la crise sanitaire à travers le suivi de filières à risques.

A fin décembre 2021, le taux de coût du risque sur engagements (représentant la charge nette constatée en 2021 sur le risque, rapportée aux engagements clientèle totaux incluant les encours de crédit et les engagements de financement et de garantie) est en baisse à 0,13 % contre 0,23 % à fin décembre 2020.

Les mouvements impactant le coût du risque sont présentés dans l'annexe 4.10 des états financiers consolidés.
Le taux de couverture prudentiel des créances douteuses par des provisions est de 96,4 % à la fin de l'année 2021 contre 94,7 % à fin 2020.

Evolution des ECL

Structure des encours

Au 31 décembre 2021, les encours sains (*bucket* 1 et 2) correspondent à 98,5 % du total des expositions. Les mesures gouvernementales permettent notamment aux entreprises de solliciter un différé d'un an supplémentaire pour commencer à rembourser leur prêt garanti par l'Etat, ce qui a amené à effectuer un traitement spécifique (déclassement en *bucket* 2). On constate ainsi une progression du *bucket* 2 de 8,1 milliards d'euros qui représente un poids relatif de12 % des expositions totales contre 7 % en début d'année, alors que les encours du *bucket* 1 diminuent de 175 millions d'euros pour atteindre un poids relatif de 87 % contre 91,5 % au 1er janvier de l'année.
Le taux des créances dépréciées (*bucket* 3) reste stable à 1,5 % sur le périmètre.

Évolution des ECL

Les corrections de valeur pour perte augmentent de 5.3 % au global, dont une évolution à la baisse sur les bucket 1 (- 86 millions d'euros) et à la hausse sur le bucket 2 (+ 123 millions d'euros) lié au renforcement du provisionnement au titre du Forward Looking local sur les filières économiques les plus impactées. Il en résulte une évolution du taux de couverture de 0,19 % fin 2020 à 0,13 % à fin décembre sur le bucket 1 et de 4,51 % à 3,16 % sur le bucket 2.

Les provisions individuelles sur les dossiers en défaut diminuent pour leur part de 84 millions d'euros pour atteindre un stock total de 1 089 millions d'euros ; le taux de couverture des créances dépréciées atteint ainsi 49,59 % (53,96 % à fin 2020) et 83,20 % (86,20 % à fin 2020) en incluant toutes les provisions pour risque de crédit.

Risque de contrepartie sur instruments dérivés

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles. Les effets des accords de compensation et de collatérisation, qui réduisent ce risque, sont également présentés.

LCL utilise l'approche interne CACIB pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (swaps ou produits structurés par exemple, hors opérations de change à terme pour lesquelles le risque de contrepartie est mesuré sur la base de l'exposition courante correspondant au coût instantané de retournement majoré d'un add-on forfaitaire).

Le risque potentiel est lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir. La méthodologie utilisée pour l'évaluer s'appuie sur des simulations de type Monte-Carlo, permettant de calculer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une observation statistique de l'évolution des paramètres sous-jacents. LCL utilise cette méthodologie interne pour estimer le risque courant et inhérent à ces instruments dérivés :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque de variation correspond à l'estimation de la valeur maximale de l'exposition sur sa durée résiduelle, à un intervalle de confiance donné.

Cette méthode est utilisée à des fins de gestion interne des risques de contrepartie (gestion des limites par contrepartie) et se différencie de l'approche réglementaire qui est utilisée pour répondre aux exigences de mesure des ratios européen et international de solvabilité ou de déclarations des grands risques (cf. note annexe 3.1 des comptes consolidés).

Risque de marché

Les données chiffrées, en application de la norme IFRS 7, sont précisées dans les notes annexes aux comptes consolidés (note 3.2).

Objectifs et politique

Les risques de marché représentent les risques d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés (taux d'intérêts, cours de change etc.). LCL ne dispose d'aucune activité de marché spéculative ou d'une gestion dite active. La banque n'est donc exposée à ce risque que de façon résiduelle sur quelques éléments de son portefeuille titres

et sur sa position de change opérationnelle. Les opérations de marchés clientèle, faisant l'objet d'une couverture systématique avec CACIB, ne génèrent qu'un risque de taux résiduel dont l'impact en résultat reste modéré. A ces exceptions près, aucun risque de marché n'est conservé chez LCL.

Gestion du risque

Le secteur Risques financiers et contrôle comptable de la Direction des risques du Groupe assure une surveillance de l'ensemble des activités de marché de Crédit Agricole S.A. Au sein de LCL, l'équipe de la Direction des risques et contrôles permanents en charge de la Gestion financière assure le contrôle des activités pouvant porter un risque de marché.

Les résultats sur le périmètre des dérivés de taux et de change réalisés pour le compte de la clientèle sont produits quotidiennement par les équipes du suivi d'activité de CACIB, pour le compte de LCL. Le calcul des positions opérationnelles de change est assuré mensuellement par le département comptable de LCL.

Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

L'encadrement actuel repose sur des indicateurs faisant l'objet de limites globales ou opérationnelles. Ils portent sur la position de change et sur le nominal des opérations du portefeuille de titres.

Les indicateurs de risque portant sur les dérivés pour compte de la clientèle (VaR et sensibilité) sont calculés au quotidien par CACIB et font l'objet d'un suivi par LCL.

Exposition au risque

Opérations pour compte de la clientèle

Les opérations de dérivés réalisées pour le compte de la clientèle sont adossées de façon systématique et quasi parfaite auprès de CACIB, ce qui limite le risque de marché.

Les fluctuations de la VaR des dérivés réalisées pour le compte de la clientèle ne sont pas dues à un changement significatif de l'activité mais aux variations combinées de la position découlant des écarts entre le taux au jour le jour et principalement les taux Euribor (spreads ESTER BOR).

(en millions d'euros)	31/12/2021	MIN	MAX	MOY	31/12/2020	Limite
Sensibilité à 1 bp des opérations dérivées réalisées pour le compte de la clientèle	0,00	-0,08	-0,09	0,001	-0,01	NA
VAR des opérations dérivées réalisées pour le compte de la clientèle	-0,08	-0,04	-0,11	-0,065	-0,11	NA

Risque de change

Le risque de change est géré selon les règles suivantes :

- les opérations de change avec la clientèle sont adossées auprès de CACIB,
- les résultats en devises sont cédés contre euros mensuellement à CACIB.

LCL exerce majoritairement son activité en France et en euros ; le risque de change est donc relativement faible car il est essentiellement constitué des marges sur les opérations commerciales. Ce risque est peu significatif et il fait l'objet d'un encadrement sur la position de change toutes devises contre-valorisée en euros.

Portefeuille de titres LCL

Au 31 décembre 2021, LCL ne détient pas de portefeuille de placement, hormis quelques titres comptabilisés dans cette catégorie mais ne relevant pas d'une gestion active. Des indicateurs de stress sur le portefeuille d'investissement et de private equity complètent le dispositif de mesure des risques.

Risque de gestion de bilan

La politique financière est définie annuellement par la Direction des finances de LCL (département Gestion financière). Elle est présentée aux premiers Comités des risques et Conseil d'administration de LCL de l'exercice concerné, après avis de la Direction des risques LCL. Toute adaptation significative de cette politique en cours d'année doit être validée

en Comité financier (notamment en cas d'évolution sensible de l'environnement réglementaire ou financier, de variations non prévues des indicateurs de gestion et pilotage, etc.).

Le suivi de la mise en œuvre de la stratégie définie dans la Politique financière fait l'objet de présentations régulières à à ce Comité, et au Comité ALM trimestriel:

- Comité ALM : présidé par le second dirigeant effectif de LCL, il réunit trimestriellement les membres du Comité Exécutif de LCL et les représentants des Directions finances, marchés (particuliers et entreprises), et risques. Il associe également les Directions finances et risques de Crédit Agricole S.A. Ce Comité valide les orientations de gestion proposées et suit leur mise en œuvre. Il approuve également les normes ou conventions en matière de gestion de bilan, dans le respect des règles du Groupe.
- Comité financier mensuel : présidé par le second dirigeant effectif de LCL, il réunit les mêmes participants que le Comité ALM, à l'exception des représentants de Crédit Agricole S.A. Sur la base des différents indicateurs ALM qui y sont présentés, ce comité valide les orientations de gestion proposées et suit leur mise en œuvre. Il valide également les limites opérationnelles.

Le suivi et la gestion des risques ALM (taux, liquidité, solvabilité) sont assurés par le pôle Gestion financière de la Direction des finances.

Ce pôle se compose des trois équipes suivantes :

Le *front office*, dont les missions sont de :

- mettre en œuvre les opérations de refinancement (court terme et moyen-long terme),
- gérer le ratio de liquidité LCR,
- gérer les comptes nostri et le niveau des réserves obligatoires,
- assurer la liaison avec le front office externalisé chez CACIB pour l'exécution des couvertures du risque de taux d'intérêt global.

Le *middle office*, dont les missions sont de :

- produire et analyser les indicateurs de gestion (réels et prévisionnels) et les déclarations réglementaires, relatifs au risque de liquidité et au risque de taux,
- piloter les ratios de solvabilité et de résolution,
- vérifier le respect des obligations réglementaires, des normes Groupe et des limites fixées.

Le *back office*, dont les principales missions sont :

- d'élaborer les soldes prévisionnels des comptes de LCL en euros et en devises et piloter les flux Target,
- d'instruire les opérations de la Gestion financière (prêts, emprunts, titres) et d'assurer leur suivi dans les outils de gestion.

Par ailleurs, la surveillance de second niveau des activités de la Gestion financière est assurée par une équipe dédiée au sein de la Direction des risques.

Risque de liquidité et de financement

Objectifs et politique

Le risque de liquidité est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir respecter ses engagements financiers dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. Ce risque peut notamment provenir de la diminution des sources de financement de marché ou du retrait massif des dépôts de la clientèle.

Réglementairement, la position de liquidité de la banque est encadrée par deux ratios :

- Le LCR (*Liquidity Coverage Ratio)*, ratio de liquidité court terme, qui impose aux établissements bancaires de disposer d'un montant suffisant d'actifs liquides de haute qualité (*High Quality Liquid Asset*) non grevés pour couvrir les besoins de trésorerie prévisionnels en cas d'une crise sévère de liquidité qui durerait 30 jours. Le niveau minimum exigé est de 100 %.
- Le NSFR (*Net Stable Funding ratio)*, ratio de liquidité à long terme (> à 1 an), qui impose de disposer de disposer de suffisamment de ressources stables face aux emplois stables sur cet horizon. Ce ratio entre en vigueur en juin 2021, avec un niveau minimal de 100 % à respecter et la production d'un reporting trimestriel au superviseur.

Des éléments de suivi de liquidité supplémentaires (ALMM - Additionnal Liquidity Monitoring Metrics) détaillant le profil de risque de liquidité de la banque (concentration des fonds disponibles par produit et contrepartie, prix des opérations de refinancement et de leur renouvellement, concentration des réserves de liquidité par émetteur ou par contrepartie, et tableau d'échéances contractuelles), sont également produits en mensuel.

Par ailleurs, la gestion et le suivi du risque de liquidité de LCL s'effectuent dans le cadre des normes et procédures définies par Crédit Agricole S.A.

Gestion du risque

Le risque de liquidité est géré dans le respect des limites définies dans le cadre de la Stratégie des risques (examinée par le Comité des risques du Groupe et le Conseil d'administration de LCL) et des normes Groupe (validées par le Comité des normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A.).

La gouvernance du risque de liquidité est assurée par le Comité actif/passif trimestriel et le Comité financier mensuel. Ces comités examinent la situation réelle et prévisionnelle de liquidité ainsi que les différents indicateurs et niveau des limites y afférent.

Organisation du refinancement

Refinancement collatéralisé

LCL mobilise une partie de ses prêts à l'habitat auprès de la Caisse de refinancement de l'habitat (CRH).

Depuis mai 2020, l'ensemble des créances LCL éligibles au pool 3G est intégré au pool 3G de Crédit Agricole S.A. LCL conserve néanmoins son pool 3G, alimenté des titres auto-souscrits dans le cadre de l'opération de titrisation True sale de 2019. Enfin, LCL participe aux programmes de covered bonds émis par Credit Agricole Home Loans SFH (véhicule de refinancement collatéralisé du Groupe).

Refinancement non collatéralisé

LCL est émetteur d'obligations "vanille" et de titres de créances négociables à court et moyen terme auprès d'investisseurs institutionnels à hauteur d'un plafond déclaré à la Banque de France et d'une limite interne Groupe. LCL lève aussi des emprunts en blanc directement auprès de Crédit Agricole S.A., qui est son prêteur en dernier ressort.

Le détail des prêts et créances par durée résiduelle et des dettes représentées par un titre est repris dans la note 3.3.des notes annexes aux comptes consolidés.

Méthodologie de mesure et d'encadrement du risque de liquidité

Les indicateurs définis dans le cadre du système d'encadrement de la liquidité du groupe Crédit Agricole sont de différentes natures :

- déficit crédit-collecte.
- position (excédent ou déficit) en ressources stables,
- niveau d'endettement long terme et concentration des échéances de la dette long terme,
- niveau d'endettement court terme et ventilation par maturité,
- niveau des réserves,
- etc.

La production des indicateurs de gestion et des indicateurs réglementaires ainsi que des *reportings* correspondant, est effectuée à l'aide d'un outil commun à l'ensemble des entités du Groupe.

Exposition

Les réserves de liquidité disponibles à fin 2021 comprennent :

- 29,8 milliards d'euros de créances éligibles au refinancement Banque centrale après décote appliquée par la BCE,
- 17,6 milliards d'euros de dépôt cash auprès de la Banque de France (hors réserves obligatoires),
- 6 milliards d'euros de titres HQLA *(High Quality Liquid Assets)* empruntés à Crédit Agricole S.A.

Ce niveau de réserve permet d'assurer une liquidité suffisante pour maintenir une position de trésorerie excédentaire dans les trois scénarii de crise définis par Crédit Agricole S.A. (crise systémique affectant les institutions financières, crise idiosyncratique c'est-à-dire spécifique à LCL, et crise globale combinant les deux précédents scénarii).

S'agissant du ratio réglementaire en vigueur, LCL mesure et pilote son LCR sur base consolidée, ayant obtenu de la BCE une exemption du respect du ratio sur base individuelle. Au 31 décembre 2021, le LCR s'établissait à 154,3 %, supérieur à l'objectif de gestion, ce qui représente un excédent de liquidité de 8,6 milliards d'euros par rapport à l'exigence réglementaire de 100 %.

Le ratio NSFR *(Net Stable Funding Ratio)* est entré en vigueur en juin 2021. Le niveau de ratio au 31/12/21 s'élevait à 112,75 %.

En matière de refinancement :

- Le montant des ressources à long terme levées en 2021 pour couvrir les besoins liés à l'activité commerciale s'élève à 702 millions d'euros entièrement souscrits auprès de Crédit Agricole S.A, la CRH n'ayant pas procédé à des émissions cette année. LCL n'a pas eu recours non plus au marché des NEUMTN en 2021.
- Au 31/12/2021, l'encours de TLTRO3 au bilan de LCL s'élève à 13,2 milliards d'euros.
- Par ailleurs, afin de répondre aux objectifs de structure de fonds propres fixés par le Groupe, LCL a levé auprès de Crédit Agricole S.A. 450 millions d'euros de dette senior non préférée et 650 millions d'euros de T2 et 350 millions d'euros d'AT1.

Le groupe LCL affiche un niveau d'excédent de ressources stables de 14,7 milliards d'euros à fin décembre.

Risque de taux d'intérêt global

Objectifs et politique

La gestion du risque de taux d'intérêt global (RTIG) vise à protéger les marges futures de LCL contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêts. En effet, les variations de taux impactent la marge d'intérêt en raison des décalages de durées et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter cette volatilité.

Gestion du risque

L'exposition au RTIG est gérée dans le respect des limites définies dans le cadre de la stratégie des risques (examinée par le Comité des risques du Groupe et le Conseil d'administration de LCL) et des normes Groupe (validées par le Comité des normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A.). Cette gestion s'effectue sous le contrôle du Comité actif / passif et du Comité financier.

Conformément à la convention de prestation de services en place entre LCL et Crédit Agricole S.A., l'exécution des opérations de couverture sur les marchés est placée sous la responsabilité de la Direction du pilotage financier de Crédit Agricole S.A.

Méthodologie de mesure

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* de taux. Cette méthodologie consiste à projeter dans le futur les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ou que des options implicites vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne logement...).

La définition de ces modèles repose généralement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle, complétée éventuellement par une analyse à dire d'expert (pour tenir compte du contexte économique et réglementaire, de la stratégie commerciale de l'établissement, etc.). Les modèles sont établis dans le respect des principes de modélisation validés par le Comité des normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A. ; ils font l'objet d'une validation par le Comité actif/passif de LCL et leur pertinence est contrôlée annuellement.

Les règles applicables sur la fixation du taux du Livret A, qui sert en principe de référence à une partie des produits de collecte (produits réglementés et autres), indexent sous condition une fraction de cette rémunération à l'inflation. C'est pourquoi LCL est amené à couvrir le risque associé au moyen d'instruments de hors bilan ayant pour sous-jacent l'inflation.

Les risques liés aux options incluses dans les crédits à taux révisables capés, sont retenus dans le gap taux fixe à hauteur de leur équivalent delta. Le calibrage des paramètres des taux de remboursement anticipé et renégociation de taux des crédits à la clientèle utilisé pour le calcul des gaps de taux se fonde sur une approche à dire d'expert.

Encadrement du risque de taux d'intérêt global

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale de LCL dans le respect des dispositions de la réglementation en vigueur en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge d'intérêts en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

La mesure du RTIG est effectuée mensuellement sur la base des données de l'arrêté précédent (M-1). Une mesure prévisionnelle est également réalisée pour projeter la position de fin de mois M.

Les *gaps* de LCL sont ventilés par nature de risque (taux fixe, inflation, index).

L'encadrement en risque est défini, conformément aux normes, sous forme de limites :

- en *gaps*,
- en sensibilité de la VAN (Valeur actuelle nette d'un montant de perte potentielle maximale actualisée sur les 30 prochaines années d'une part pour un choc de taux instantané de 2 %, et d'autre part pour un choc combiné de 2 % sur les taux et de 1 % sur l'inflation).

Les expositions sont également mesurées et cadrées par index, puis encadrées par une limite globale en sensibilité de la VAN d'index.

La filiale Interfimo assure elle-même la mesure et la couverture du *gap* de taux dans le cadre des limites qui lui ont été allouées, sous la supervision de LCL.

Une mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux est également réalisée, par Crédit Agricole S.A. sur base des données communiquées par LCL, en tenant compte :

- du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses),
- du risque de base,
- du risque de taux optionnel (effet gamma des *caps*, principalement),
- du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe).

Par ailleurs, une mesure du besoin en capital interne au titre du risque de prix de la liquidité est également réalisée.
Enfin, LCL mesure également la sensibilité de la VAN à des chocs de taux d'intérêt standards, à travers l'indicateur de *Stress Test Outlier*, conformément à la méthodologie de calcul imposée par la directive édictée par *l'European Banking Authority*. Ce ratio, mesuré trimestriellement, a été respecté sur l'exercice, et s'élève à 13,2 % au 30 septembre 2021. Conformément à la convention de prestation de services en place entre LCL et Crédit Agricole S.A., le calcul de ce ratio pour LCL est sous la responsabilité de la Direction du pilotage financier de Crédit Agricole S.A.

Exposition

En 2021, les limites exprimées en *gap* et en sensibilité de la valeur actuelle nette ont été respectées à chaque fin de mois.

Exposition du gap synthétique consolidé en millions d'euros au 31/12/2021

	Limites en GAP														
Arrêté 12/2021	A1	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
Gap synthétique (avec filiale) EUR	5451	2959	2978	2320	163	-1493	-994	-589	-595	-561	-1461	-266	706	173	-878

Au 31 décembre 2021, la sensibilité du PNB de la première année à un mouvement de taux de la zone euro de 1 % est de 54,5 millions d'euros (perte en cas de baisse des taux), contre 143,6 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, la valeur actuelle nette des trente prochaines années n'est pas sensible à une mouvement de taux de la zone euro de 2 % alors que cette sensibilité représentait environ 4,7 % au 31 décembre 2020.

Le RTIG est très peu sensible aux variations des devises.

En application de la norme IFRS 7, les données chiffrées sur les instruments dérivés de couverture sont précisées dans les notes annexes aux comptes consolidés (note 3.2 Risques de marché).

Politique de couverture

La gestion du RTIG s'effectue sous la responsabilité du Comité actif/passif trimestriel et du Comité financier mensuel, selon deux périmètres distincts :

- une gestion du risque de taux à court terme assurée au quotidien par la Trésorerie ;
- une gestion du risque de taux à long terme.

La position globale est gérée à l'intérieur des limites octroyées et couverte au moyen d'instruments dérivés de couverture (*swaps* vanille).

La Gestion financière de LCL est responsable du dispositif de maîtrise des risques financiers. La méthodologie afférente à la gestion du risque de taux est déterminée par le Comité actif/passif qui valide les modèles d'écoulement, et par le Comité financier.

Le RTIG est géré en macro-couverture : une partie des actifs et passifs s'adossent naturellement, la position excédentaire (active ou passive) est couverte par la mise en place de *swap*. Le portefeuille de *swaps* emprunteurs taux fixe vient ainsi en couverture des actifs à taux fixe, tandis que le portefeuille de *swaps* prêteurs taux fixe (respectivement de taux inflation) vient en couverture des passifs à taux fixe (respectivement à taux inflation).

LCL a choisi de documenter comptablement ses dérivés de couverture dans le cadre de relations de macro-couverture de juste valeur *(Fair Value Hedge)*. Ces couvertures de juste valeur modifient le risque de variation de juste valeur d'un instrument à taux fixe causé par des changements de taux d'intérêt. Elles transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

La méthodologie consiste à vérifier, a minima trimestriellement, l'absence de surcouverture : le ratio de couverture (encours moyen d'instruments de couverture/ encours moyen d'instruments couverts) doit être inférieur à 100 % sur chaque plage de maturité. Cette documentation est complétée par un suivi de l'inefficacité de la macro-couverture générationnelle.

En application de la norme IFRS 7, les données chiffrées sont précisées dans les notes annexes aux comptes consolidés (note 3.4).

Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de service essentielles externalisées.

Organisation et dispositif de surveillance

Les éléments constitutifs de la politique générale au titre du risque opérationnel sont intégrés dans l'appétence et la stratégie des risques de LCL. Ce document reprend pour les principaux domaines de pertes le profil de risque et les actions prioritaires adaptées aux évolutions des risques opérationnels.

Depuis 2020, les indicateurs d'appétence aux risques opérationnels sont calculés en date comptable. Ils ont été présentés en Comité des risques du 9 décembre 2021 puis validés en Conseil d'administration de LCL du 13 décembre 2021 : maintien en l'état des seuils stratégie risques et des seuils d'appétence.
Durant l'exercice 2021, l'indicateur de stratégie risque trimestriel "ROF/PNB" a connu un dépassement au T2 tout comme l'indicateur d'appétence trimestriel "RO Pur / PNB" au T4 ; les plans d'action ont été présentés à la gourvernance.

Par ailleurs, le système de gestion des alertes du groupe Crédit Agricole est décliné au sein de LCL dans une note de procédure spécifiant notamment le seuil à partir duquel un incident opérationnel déclenche une alerte au sein de LCL et vers Crédit Agricole S.A. ainsi que le seuil d'alerte au Conseil d'administration en cas d'incident significatif, conformément à l'article 245 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque soumise au contrôle de l'ACPR. Aucun incident n'a dépassé ce seuil sur l'exercice écoulé.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels commun à l'ensemble du groupe Crédit Agricole comprend les composantes suivantes :

- organisation et supervision du dispositif par la Direction générale et la Direction des risques et contrôles permanents, via notamment le Comité des risques opérationnels,
- identification et évaluation qualitative des risques au travers des cartographies par processus, et définition des plans d'actions pour les processus les plus sensibles,
- collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant l'historisation, la mesure et le suivi du coût du risque,
- production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels, à partir des pertes collectées sur le trimestre et de l'état d'avancement des plans d'actions des métiers,
- évaluation des risques exceptionnels au travers de l'analyse de scénarios extrêmes de place (hors filiales),
- calcul et allocation des fonds propres économiques, désormais trimestriels, au titre des risques opérationnels.

En 2021, le dispositif n'a pas connu d'évolution significative, dans son organisation.

Méthodologie

Le dispositif des risques opérationnels de LCL est homologué en approche de mesure avancée Bâle II depuis décembre 2007. Chaque trimestre, la Direction des risques du groupe Crédit Agricole détermine pour le compte de LCL, via un moteur de calcul, un montant de capital réglementaire en fonction, principalement, des pertes constatées et des analyses de scénarios de risques majeurs.

Dans le cadre de l'approche de mesure avancée (AMA), la mesure du risque opérationnel s'appuie sur :

- la collecte et l'analyse des pertes internes (historique de 6 ans),
- l'analyse de scénarios de risques majeurs (évaluation des risques de faible probabilité/fort impact) s'inspirant également des données externes,
- une évaluation de l'environnement et du système de contrôle interne.

Le calcul de la charge en capital pour les filiales de LCL (Interfimo, Angle Neuf) s'effectue en méthode standard (pourcentage du PNB moyen des 3 dernières années).

Exposition

Collecte et présentation des pertes

Le dispositif de collecte des pertes opérationnelles repose principalement sur des données issues de la comptabilité pour en assurer l'exhaustivité. Il aboutit à un "coût net" qui prend en compte les pertes + dotations aux provisions – reprises – récupérations. Ce coût net est présenté en global puis détaillé en risque opérationnel pur, et en risque opérationnel frontière avec le crédit. L'ensemble des coûts par période est calculé selon la date de comptabilisation de l'incident.

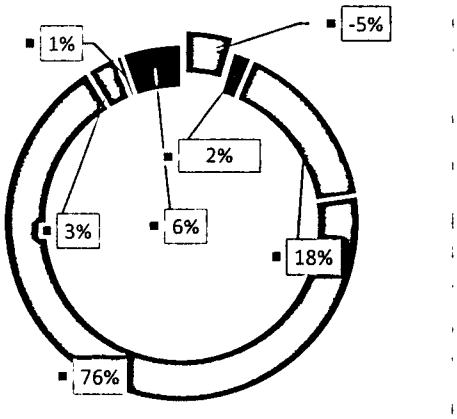
En 2021, le groupe a levé ses directives en matière de collecte des coûts exceptionnels liés à la crise sanitaire.
Le coût net du risque opérationnel global au 31 décembre 2021 représente 1,80 % du PNB bancaire, en forte hausse par rapport au 31 décembre 2020 en raison principalement d'une forte augmentation de la fraude.

a) Risque opérationnel pur

Le coût net du risque opérationnel pur s'élève à 49,1 millions d'euros en hausse par rapport au 31 décembre 2020.

Sa répartition par catégorie de Bâle est la suivante :

- Clients, produits et pratiques commerciales
- Dommages occasionnés aux actifs physiques
- Exécution, livraison et gestion des processus
- Fraude externe
- Fraude interne
- Interruptions de l'activité et dysfonctionnements des systèmes
- Pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail

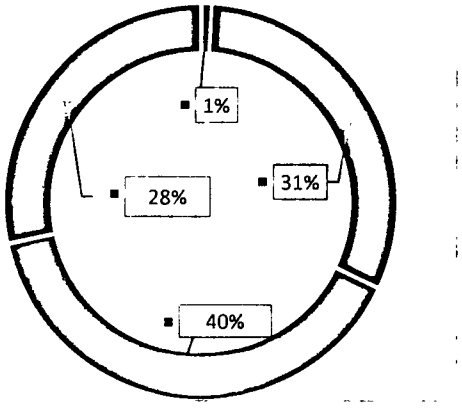


b) Risque opérationnel frontière avec le crédit

Le coût net du risque opérationnel frontière avec le crédit ROF s'élève à 17,3 millions d'euros, en hausse par rapport à 2020.

Sa répartition par catégorie de Bâle est la suivante :

- Clients, produits et pratiques commerciales
- Exécution, livraison et gestion des processus
- Fraude externe
- Fraude interne



Cartographie annuelle des risques opérationnels et scénarios de risques majeurs

L'exercice 2021, qui intègre un rapprochement avec les pertes opérationnelles, porte sur l'ensemble des processus . La synthèse ainsi que les plans d'actions métier relatifs aux processus critiques ou sensibles seront présentés en février 2022 au Comité des risques opérationnels.

Par ailleurs, les scenarios de risques majeurs ont été finalisés au T4 2021

Répartition des emplois pondérés par famille de risque (LCL hors filiales)

Les exigences de fonds propres pour risques opérationnels (EFP RO) s'élèvent à 295,9 millions d'euros à fin 2021.

Ce montant tient compte de deux *add-on* réaffectés par le groupe Crédit Agricole sur ses filiales, liés à la mission Diversification (+19,8 millions d'euros) et à la mission *Emerging Risk* (+ 47,2 millions d'euros).

Assurance et couverture des risques opérationnels

LCL délègue à Crédit Agricole S.A. la gestion des assurances pour compte propre. La couverture des risques opérationnels du groupe Crédit Agricole par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Des polices Groupe sont souscrites par Crédit Agricole S.A. auprès des grands acteurs du marché de l'assurance ; elles permettent une politique cohérente de prise en compte des risques relatifs aux biens et aux personnes pour l'ensemble des entités. Dans certains cas, LCL souscrit directement ses contrats d'assurance, pour les risques qui lui sont propres par leur nature ou leur faible importance.

Risque climatique

(Cf. Stratégie Climat du Groupe Crédit Agricole)

Etant donné l'importance de ses impacts potentiels et des risques financiers induits, le risque climatique fait l'objet d'un suivi particulier au sein du groupe Crédit Agricole. A ce titre, le Groupe a adopté une nouvelle stratégie climat sur trois axes :

- une gouvernance innovante destinée à conduire la mise en œuvre de la stratégie Climat,
- une intégration des enjeux de la transition énergétique dans la relation client,
- la réallocation progressive de nos portefeuilles de financement, d'investissement et des actifs gérés en ligne avec l'accord de Paris.

LCL s'inscrit dans la stratégie climat et environnement de Crédit Agricole S.A., qui comporte des engagements notamment économiques et environnementaux tels que la maîtrise des empreintes carbone et environnementale, la présence dans les énergies renouvelables, l'accompagnement des clients vers la performance énergétique et carbone, ou l'apport de l'épargne utile et responsable vers une économie bas carbone.

Pour compte propre, LCL intègre dans ses principaux projets ces enjeux, en matière de transports, de ressources naturelles, de recyclage, d'économies d'énergie, de papier et de consommables, enjeux qu'il partage avec ses fournisseurs et prestataires dans le cadre d'une politique d'achats responsables.

Les risques physiques liés aux changements climatiques portés par LCL, en tant qu'entreprise, sont évalués dans le cadre du plan de continuité des activités de LCL. Ce plan s'intéresse également à la politique en la matière de ses prestataires essentiels. Sur ces dernières années, la hausse de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques (crues, tempêtes, épisodes méditerranéens) mérite une attention particulière.

Différents scénarios, constitués afin d'anticiper les risques potentiels, notamment sur la région parisienne, ont été mis en œuvre. Au vu de l'évaluation de ces risques, LCL n'a pas enregistré de provisions ou garanties pour risque environnemental.

Les derniers incidents notables concernent la tempête IRMA aux Antilles (septembre 2017), l'inondation du site informatique du Groupe (juin 2018) et plusieurs épisodes cévenols et méditerranéens (entre septembre et janvier 2021).. En 2021, de nouveaux épisodes méditerranéens ont eu lieu avec quelques dégâts dans six agences. Une veille saisonnière est mise en place depuis plusieurs années pour alerter en cas de survenance d'événements climatiques.

Vis-à-vis de la clientèle, LCL, au sein du Groupe, favorise les offres et l'investissement socialement responsables (ISR) avec une gamme de produits comportant notamment des critères environnementaux, qui concilient finance et développement durable. Dans le cadre de sa stratégie des risques, LCL a de nouveau augmenté le montant de l'enveloppe dédiée aux financements des énergies renouvelables afin d'être en mesure de développer ses interventions sur ce secteur (notamment sur le solaire et l'éolien). L'intensité carbone des financements et investissements du Groupe est mesurée par Crédit Agricole S.A. Le Groupe a récemment rejoint l'initiative Net Zero Banking Alliance. Cet engagement confirme l'implication du Groupe dans l'accompagnement de l'économie vers un objectif de neutralité carbone en 2050, avec des jalons contraignants intermédiaires.

Dans le but de mesurer les impacts financiers que pourraient engendrer différents scénarios de transition vers une économie bas carbone, le groupe Crédit Agricole a participé à l'exercice de stress tests climatiques initié par l'ACPR fin 2020 et a commencé à préparer, fin 2021 l'exercice de stress tests climatiques BCE de 2022 (qui portera également sur le risque physique).

LCL a mené courant 2020 et poursuivi en 2021 des études exploratoires concernant le risque climatique physique. L'objectif est de construire des indicateurs de risque pour permettre un suivi et une gestion du risque climatique physique

et répondre, notamment, aux attentes de la BCE émises dans le guide relatif aux risques liés au climat et à l'environnement publié fin 2020.

Enfin, LCL a initié plusieurs chantiers orientés "données" pour permettre la récupération d'informations clés dans l'appréhension des risques climatiques sur les différentes typologies de clientèle de LCL.

Risques juridiques

Affaire américaine

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais. Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert - en 1990 pour le Crédit Lyonnais - par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs "blessures, angoisses et douleurs émotionnelles".

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué - si ceci était démontré - dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgment* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire. En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle *motion for summary judgment*, fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de *summary judgment* déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Le 31 mars 2019, le tribunal a accueilli dans son intégralité la *motion for summary judgment*, déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Le tribunal a estimé qu'aucun jury raisonnable ne pourrait donner raison aux demandeurs et a donc rejeté toutes leurs prétentions. Les demandeurs ont fait appel de cette décision.

Le 7 avril 2021, la *Second Circuit Court of Appeals* a rejeté l'appel des demandeurs.

Le 3 septembre 2021, les demandeurs ont déposé un recours devant la Cour Suprême des Etats-Unis. Le 7 janvier 2022, la Cour Suprême a sollicité l'avis du *Solicitor General* sur la question de savoir si cette affaire mérite d'être examinée par la Cour Suprême. Après avoir reçu l'avis du *Solicitor General*, la Cour Suprême devra faire connaître sa décision d'examiner l'affaire ou non.

Affaire EIC

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, reçoivent en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence). Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'Echange image chèque, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions sont constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81§1 du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L.420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et soulevé de nombreux vices de procédure en particulier pour non-respect du contradictoire.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence juge que la commission EIC était anticoncurrentielle, et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes (AOCT), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la décision. Les banques mises en cause sont sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions

d'euros. LCL est pour sa part condamné à payer près de 21 millions d'euros et Crédit Agricole S.A. près de 83 millions d'euros.

L'ensemble des banques font appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Celle-ci rend le 23 février 2012 un arrêt favorable aux banques, infirmant la décision de sanction de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 et estimant que les commissions interbancaires ne constituent pas des ententes anticoncurrentielles par objet. En mars 2012, l'Autorité de la concurrence se pourvoit en cassation. Le 14 avril 2015, la Cour de cassation casse la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoie l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations parties prenantes ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés. L'audience de plaidoirie s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016 devant la Cour d'appel de Paris. La décision est attendue pour le 11 mai 2017. La Cour d'appel de Paris rend finalement son arrêt le 21 décembre 2017. Celui-ci confirme à l'endroit de LCL, la décision de l'Autorité de la concurrence précitée du 20 septembre 2010 quant à la sanction et quant au montant de celle-ci. LCL, comme toutes les banques également visées par cette procédure, a décidé de se pourvoir en cassation. L'affaire est plaidée fin 2018.

Le 29 janvier 2020, la Chambre commerciale de la Cour de cassation a rendu un arrêt de cassation partielle de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 qui avait confirmé à l'endroit de LCL la sanction décidée par l'Autorité de la concurrence. La Cour d'appel est sanctionnée pour avoir méconnu le principe d'interprétation stricte de restriction de la concurrence par objet. La Cour d'appel de Paris, autrement composée, a été saisie sur renvoi après cassation par LCL le 13 mars 2020. Les débats seront limités au fond sur la qualification de l'accord. L'arrêt de la Cour de cassation a eu pour effet de replacer les parties dans l'état où elles se trouvaient avant l'arrêt de la Cour d'appel de Paris de 2017, c'est-à-dire que la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 retrouve à s'appliquer jusqu'à ce qu'elle soit confirmée ou annulée par la Cour d'appel de renvoi. LCL, qui s'est acquitté des sommes mises à sa charge en son temps ne doit rien et reste dans l'attente de la fixation du calendrier.

Le 2 décembre 2021, la Cour d'appel de Paris, a réformé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010. Elle a jugé qu'aucune pratique anti concurrentielle ne pouvait être retenue contre les banques. Ce nouvel arrêt ouvre droit à restitution des sommes préalablement versées par les banques en exécution de la décision réformée soit pour LCL près de 21 millions d'euros.

Cette décision a fait l'objet d'un pourvoi de la part de l'Autorité de la concurrence.

Risque de non conformité

Le dispositif de maîtrise du risque de non-conformité de LCL découle de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement. S'ajoutent à ces dispositions réglementaires, les règles de conformité issues du corpus FIDES du groupe Crédit Agricole.

Dans un contexte de plus en plus exigeant et un environnement économique qui nécessite un fort engagement auprès des clients, la Direction de la conformité de LCL participe à la protection à l'égard de la clientèle et contribue à prévenir le risque de réputation et les risques de sanctions pénales, administratives et disciplinaires qui relèvent de son domaine. L'adaptation constante du dispositif de conformité permet d'encadrer les risques suivants :

- protection à l'égard de la clientèle,
- intégrité et transparence des marchés,
- déontologie des dirigeants et des collaborateurs,
- lutte contre la corruption,
- prévention de la fraude interne et externe,
- lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et sanctions internationales,
- protection des données personnelles.

Ce dispositif permet d'associer expertise et efficacité, auquel participe le processus encadrant les nouvelles activités et nouveaux produits (NAP), et la diffusion de la culture conformité.

Protection à l'égard de la clientèle

La thématique de la protection à l'égard de la clientèle au sein de la DDC de LCL est sous la responsabilité du Pôle conformité réglementaire. En charge du contrôle de la bonne mise en œuvre des réglementations propres à la protection de la clientèle sur l'ensemble des marchés, ce pôle participe aux travaux de déploiement ou d'adaptation du dispositif de LCL au respect des réglementations et plus globalement aux différents projets impactant la clientèle. Il s'intègre en particulier dans les activités de rédaction des procédures, d'accompagnement des métiers de LCL en charge de la définition des dispositifs opérationnels ou des offres produits et des formations. Il est en charge en outre de la

cartographie des risques de non-conformité sur son périmètre et de la définition des contrôles de second niveau associés. Le suivi des réclamations clients et la gestion des saisines des régulateurs ou autorités de tutelle sont également de son ressort.

En 2021, la vigilance porte sur l'inclusion bancaire (fragilité financière, droit au compte, majeurs protégés), en raison d'une actualité réglementaire soutenue en lien avec la situation sociale consécutive à la crise Covid. Les travaux menés en lien avec le groupe Crédit Agricole ont conduit à une révision du dispositif de détection ainsi qu'à une évolution des modalités d'accompagnement des clients détectés, le dispositif de contrôle associé ayant lui aussi été significativement remanié. LCL a en outre participé aux travaux Groupe portant sur la Clientèle vulnérable, dans le sillage des échanges avec l'ACPR et l'AMF afin d'optimiser son dispositif d'accompagnement. Par ailleurs les travaux d'optimisation du dispositif de traitement des déliaisons / substitutions d'assurance emprunteur se poursuivent avec des évolutions : centralisation du traitement des demandes au sein d'une seule entité, création d'un guide et d'un formulaire en ligne client, déploiement d'un outil de workflow pour piloter les délais réglementaires, adaptation des courriers clients, ...

En 2021, LCL a engagé des travaux visant à mettre en œuvre l'ensemble des réglementations en cours ou à venir en lien avec la finance durable. Ils sont menés avec le groupe Crédit Agricole dans le cadre du pilier sociétal de son Plan Moyen Terme et prolongent des initiatives déjà prises. Les évolutions portent par exemple sur la mise en œuvre de la réglementation SFDR *(Sustainable Finance Disclosure Regulation)*.

La mise en œuvre de l'authentification forte (AF) et des services aux TPP *(Third Party Providers)* dans le cadre de la directive DSP2 a continué de mobiliser les équipes. S'agissant d'authentification forte, la mise en œuvre du Code Achat Internet a été finalisée pour les clients (Part, Pro) porteurs de carte qui ne valident pas leur achat depuis l'application mobile LCL Mes Comptes. Par ailleurs les échanges avec les fournisseurs tiers de Services de Paiements se sont intensifiés, en vue d'améliorer le service qui leur est fourni, la fonctionnalité de redirection entre applications ayant été livrée.

Les comptes bancaires inactifs font l'objet d'un suivi conformément à la loi n° 2014- 17 du 13 juin 2014. Au 31 décembre 2021, la banque recense 546 004 comptes inactifs inscrits dans ses livres, dont le montant des dépôts et avoirs s'élève à 219 769 887,15 euros dont 30 269 845,27 euros de titres. En 2021, les dépôts et avoirs de 9 680 comptes ont été déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de 8 336 466,19 euros.

Intégrité et transparence des marchés

L'intégrité et transparence des marchés est assurée par le Pôle conformité réglementaire qui est chargé de veiller au respect des dispositions destinées à garantir le bon fonctionnement et l'intégrité des marchés financiers (MAD, MAR, EMIR).

En 2021, fort d'une organisation adaptée et de la baisse de la volatilité sur les marchés financiers, le volume d'alertes au titre des abus de marchés s'est fortement réduit. Des travaux d'optimisation des scenarii d'alertes et de la gestion de l'information privilégiée ont été initiés en lien avec le groupe Crédit Agricole.

Par ailleurs, LCL a mis en œuvre la réglementation *Benchmark*, en passant avec succès le jalon majeur du 31/12/2021 qui a vu l'arrêt de la publication de l'EONIA et des LIBOR GBP, CHF et JPY, et la fin du LIBOR USD dans les nouveaux contrats, et poursuit la préparation des transitions résiduelles (Libor USD et Ibors).

Déontologie des dirigeants et des collaborateurs

La déclinaison des règles liées à la déontologie des dirigeants et des collaborateurs chez LCL, est également assurée par le Pôle conformité réglementaire. Elle consiste à déterminer les normes comportementales à adopter selon l'activité des collaborateurs et à s'assurer de leur respect et application ; notamment à travers la surveillance des transactions personnelles sur instruments financiers, le recensement des activités présentant des risques de conflits d'intérêts, le suivi des mandats d'administrateurs et des mandats personnels des collaborateurs, le respect des règles de déclaration des cadeaux et avantages.

A l'appui d'un corpus procédural mis à jour (conformément aux réglementations) en lien avec le groupe Crédit Agricole, l'identification des conflits d'intérêts se poursuit de même que la cotation annuelle du risque de conduite démarrée en 2020 et poursuivie en 2021.

Lutte contre la corruption

La mise en œuvre du dispositif de lutte contre la corruption découlant de la loi Sapin II, sous la responsabilité du Pôle Conformité Réglementaire, s'est faite en lien avec le groupe Crédit Agricole. Il s'organise autour d'une gouvernance dédiée

et d'une cartographie des risques spécifique. Il repose en outre sur une information élargie (code de conduite anticorruption, formations appropriées, information sur les sites), un dispositif d'alerte ainsi qu'un dispositif d'évaluation des tiers et sur un cadre de contrôle adapté.

En 2021, le dispositif de lutte contre la corruption a été complété par la mise en place d'un outil de gestion dédié aux tiers non clients (fournisseurs, apporteurs). Le dispositif de formation s'est enrichi au second semestre d'une formation dédiée aux collaborateurs les plus exposés.

Prévention de la fraude interne et externe

Afin de protéger les intérêts de la banque et de ses clients, le pôle Pilotage et prévention de la fraude a pour mission de superviser les dispositifs de lutte contre la fraude et d'apporter son expertise dans le traitement des cas avérés. A cet effet, un ajustement de l'organisation globale de lutte contre la fraude a été mis en place pour une meilleure lisibilité, une plus grande réactivité et une efficacité accrue.

Dans un contexte caractérisé par des attaques nombreuses et régulièrement innovantes, (notamment sur les typologies chèques et internet), LCL a poursuivi le renforcement en 2021 de ses outils, par le déploiement de nouveaux moyens technologiques, et des procédures de lutte contre la fraude, en particulier dans les domaines de :

- la fraude chèque (contrôle à l'encaissement, crédit après encaissement) ;
- la fraude documentaire, en relation avec l'octroi de crédit et lors de l'entrée en relation (détection des pièces falsifiées notamment),
- la fraude aux moyens de paiement dématérialisés (y compris Internet),
- la fraude monétique.

Dans ce contexte de fraudes visant nos clients (phishing, smishing, ingénierie sociale...) une attention particulière est portée aux actions de sensibilisation, de communication et de détection afin d'améliorer la réactivité et la vigilance des équipes au sein des différents métiers.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et sanctions internationales

Les pôles Prévention du blanchiment et Sanctions internationales constituent le socle du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) ainsi que du respect des sanctions nationales et internationales (gel des avoirs, embargo pays). Ils veillent au respect de la réglementation et assurent un rôle opérationnel (analyse d'alertes relatives à des opérations présentant des risques de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme) et procèdent à des déclarations de soupçons auprès de Tracfin le cas échéant.

Les Pôles traitent également les alertes de criblage par rapport aux listes de sanctions et aux listes des personnes politiquement exposées.

Les dispositifs de connaissance client et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et sanctions internationales font l'objet de plans d'actions continus au regard de l'évolution des risques et des exigences réglementaires tels que définis par la 5ème directive (notamment pour la surveillance des coffres et bénéficiaires effectifs). Les travaux inhérents à la détection des nouveaux schémas de blanchiment et de financement du terrorisme visant à la consolidation du dispositif de LCB/FT et au maintien d'un niveau d'exigence élevé se poursuivent en 2022, en cohérence avec les actions menées par le groupe Crédit Agricole.

Protection des données personnelles

Le dispositif repose sur une organisation qui couvre l'ensemble des métiers et processus de LCL, permettant ainsi de réduire le risque de non-conformité lié à la protection des données personnelles. Chaque membre de l'équipe Protection des données personnelles est référent de plusieurs processus et métiers. Ce dispositif permet au DPO de jouer pleinement son rôle d'information, de conseil et de contrôle, notamment au travers de la validation des dossiers de sécurité informatique (analyse de risques) et des sujets présentés au comité NAP. Un dispositif opérationnel permet de traiter les demandes reçues de la CNIL et le signalement d'éventuelles violations des données à caractère personnel.

Autres activités

Transparence fiscale

Le Pôle conformité réglementaire de la Direction de la conformité a en charge de veiller à la correcte application des réglementations en lien avec la fiscalité et notamment FATCA, EAI, DAC6.

Ainsi, en 2021, les actions de LCL en matière de transparence fiscale ont été les suivantes :

- Des actions ont été menées afin de réduire le nombre des bénéficiaires effectifs de personnes morales qui n'ont pas communiqué leur TIN (Tax Identification Number associé à la réglementation FATCA) et le nombre de récalcitrants EAI.
- Les travaux d'optimisation des parcours clients se poursuivent comme par exemple celui concernant les changements de circonstance.

Processus encadrant les nouvelles activités et nouveaux produits (NAP)

Chez LCL, le Comité de mise en marché unifié (CMMU) recouvre les missions réglementaires destinées à s'assurer de la mise en œuvre du "Dispositif de contrôle de conformité des nouvelles activités et nouveaux produits" telles que définies dans l'arrêté du 3 novembre 2014. Sous la présidence du Secrétariat général, ce comité regroupe aux côtés des membres permanents (Direction de la conformité, Direction des affaires juridiques, Direction des risques et du contrôle permanent et Délégué à la protection des données personnelles) dont la présence est obligatoirement requise, l'ensemble des Directions et métiers de LCL dans le but de renforcer la maîtrise des risques spécifiques liés au déploiement de nouveaux produits ou nouvelles activités au sein de LCL. La réalisation des comités en mode dématérialisé permet d'assurer le bon déroulement de l'activité dans ces périodes particulières.

Diffusion de la culture Conformité

Au-delà de garantir la conformité aux lois, réglementations, règles et normes professionnelles, la Direction de la conformité a pour ambition de promouvoir la conformité et les pratiques éthiques visant à s'intégrer à la stratégie, aux valeurs et au plan de développement de LCL et du groupe Crédit Agricole S.A.

En 2021, les actions de sensibilisation de la 1ère ligne de défense ont été renforcées :

- animation du réseau des Champions avec la diffusion mensuelle des Kits, et la création d'un rendez-vous trimestriel animé par le Directeur de la Conformité,
- déclinaison des Kits pour le marché des Entreprises.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

mazars

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

pwc

61, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

LCL
SECRETARIAT GENERAL
LCL

Certifié conforme à l'original le 28 avril 2022
Le Secrétaire du Conseil d'administration

CERTIFIE CONFORME

Crédit Lyonnais

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Crédit Lyonnais
18, rue de la République - 69002 Lyon
RCS Lyon 954 509 741

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du groupe Crédit Lyonnais relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode exposé dans la note 1.1. « Normes applicables et comparabilité » de l'annexe des comptes consolidés concernant la décision de l'IFRS IC d'avril 2021 sur l'attribution d'avantages postérieurs à l'emploi aux périodes de services pour les régimes à prestations définies.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur encours sains ou dégradés

Risque identifié	Notre réponse
Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9 et comme indiqué dans la note 1.2.2 des annexes, LCL enregistre des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues («Expected Credit Loss» ou «ECL») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédits attendues sur 12 mois (Bucket 1) et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Bucket 2). Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de LCL au regard de ses propres portefeuilles	Nous avons testé la correcte application des procédures de contrôle interne mises en œuvre par LCL, pour la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours dégradés et l'évaluation des corrections de valeur. Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés, en charge du suivi des créances sensibles ou dégradées. Nous avons notamment apprécié les modalités de prise en considération du contexte de crise liée à la Covid-19, les projections macroéconomiques et le traitement des mesures de soutien à l'économie retenus pour le calcul des corrections de valeur, ainsi que l'information financière afférente.

de crédits, notamment dans le contexte particulier de crise de la Covid-19. Nous avons considéré que l'estimation de ces corrections de valeur constituaient un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de : • l'importance des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle, • l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, du recours à de nombreux paramètres et hypothèses pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking Central et Local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Bucket 1 et Bucket 2). Au 31 décembre 2021, les montants des « Expected Credit Loss » s'élèvent à 747 M€ sur les actifs financiers et à 149 M€ sur les engagements hors bilan, comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe.	Nos travaux ont également consisté à : • Prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts, sur les modèles de dépréciations du portefeuille entreprises. • Examiner, avec l'aide de nos experts, les méthodologies retenues pour les différents modèles de provisionnement sur le périmètre particuliers et professionnels , • Examiner les modalités de suivi de la dégradation significative du risque de crédit (SICR); • Analyser les évolutions d'encours et de provisions entre buckets; • Rapprocher les données issues de l'outil de calcul avec la comptabilité; • Prendre connaissance des impacts de la Covid-19 sur le risque de crédit et sur l'estimation des pertes attendues sur encours sains ou dégradés dont notamment les évolutions de scénarios macro-économiques, les créations de filières suite à l'identification de secteurs fragilisés et les notations des contreparties, • Apprécier les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe des comptes consolidés.

Risque de crédit et estimation des pertes avérées sur encours douteux

Risque identifié	Notre réponse
LCL constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes liés au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements. Dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité, comme exposé dans la note 1.2.2 de l'annexe. S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la Direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement et les délais associés.	Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne mis en place par la Direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons notamment apprécié les modalités de prise en considération du contexte de crise liée à la Covid-19 et le traitement des mesures de soutien à l'économie retenus pour le calcul des pertes de crédit, ainsi que l'information financière afférente. Nous avons testé la correcte application des procédures de contrôle interne mises en œuvre par LCL tout au long du processus pour la revue annuelle des portefeuilles (financements aux entreprises), la mise à jour des notations de crédit et la gouvernance autour des modèles de notation ou de provisionnement.

Nous avons considéré que le provisionnement du risque de crédit avéré constituait un point clé de l'audit en raison de la sensibilité des dépréciations comptabilisées par LCL aux hypothèses retenues par la Direction pour la détermination des flux futurs recouvrables et de la valeur des garanties associées, en particulier dans le contexte de crise liée à la Covid-19. Au 31 décembre 2021, les engagements douteux s'élèvent à 2 453 M € et sont dépréciés à hauteur de 1 217 M€, comme détaillé dans les notes 3.1 de l'annexe.	Nous avons également : • Pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de LCL en charge du suivi des risques ; • Apprécié le bien-fondé des hypothèses utilisées par la Direction, notamment pour la détermination des flux futurs de recouvrement estimés, sur un échantillon de dossiers de crédit présentant un risque avéré ; • Vérifié la correcte comptabilisation des dépréciations sur l'échantillon de dossiers de crédit testés. Pour certains encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, qui sont dépréciées sur base statistique : • Nous avons effectué une revue critique, au regard des normes comptables applicables, des évolutions méthodologiques et hypothèses prises pour la modélisation, • Nous avons identifié les encours douteux, testé par sondage les taux de provisionnement appliqués et nous nous sommes assurés du correct déversement en comptabilité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Lyonnais par votre assemblée générale du 31 mai 1994 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2004 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2021, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 28ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 18ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L 822-10 à L 822-14 du code de commerce et dans le code de

déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Mazars	PricewaterhouseCoopers Audit
Fait à Courbevoie, le 12 avril 2022	Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 avril 2022
DocuSigned by: anne veaute 65239A6437884C1	Digitally signed by Laurent Tavernier. DocuSign. Signé par : LAURENT TAVERNIER. Heure de signature : 12 avril 2022 | 23:36 CEST. O: PricewaterhouseCoopers Audit, OU: 0002 672006483, C: FR, Émetteur : BE-YB SIGNATURE AND AUTHENTICATION CA NC 2. 4975E21FA73F4F75A8DFEB37F1A49880
Anne VEAUTE	Laurent TAVERNIER
Associée	Associé

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Ma vie. Ma ville. Ma banque.

CREDIT LYONNAIS
Société anonyme au capital de 2 037 713 591 €
Siège social : 18 rue de la République 69002 LYON
Siège central : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex
954 509 741 RCS LYON

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2021

Arrêtés par le Conseil d'administration de LCL en date du 07/02/2022

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

SOMMAIRE

CADRE GENERAL **4**

1. PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE **4**

2. ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE **5**

3. RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE **6**

4. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES **7**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES **8**

Compte de résultat **8**

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres **9**

Bilan Actif **10**

Bilan Passif **11**

Tableau de variation des Capitaux Propres **12**

Tableau des flux de trésorerie **13**

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS **16**

1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES **16**

1.1. Normes applicables et comparabilité 16

1.2. Principes et méthodes comptables 20

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 43

2. PRINCIPALES OPERATIONS DE STRUCTURE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE **49**

3. GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE **51**

3.1. Risque de crédit 51

3.2. Risque de marché 62

3.3. Risque de liquidité et de financement 67

3.4. Comptabilité de couverture 71

3.5. Risques opérationnels 77

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires 77

4. NOTES RELATIVES AU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES **78**

4.1. Produits et charges d'intérêts 78

4.2. Produits et charges de commissions 79

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 79

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres 80

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti 81

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat 81

4.7. Produits (charges) nets des autres activités 81

4.8. Charges générales d'exploitation 82

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 83

4.10. Coût du risque 84

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs 85

4.12. Impôts 85

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 86

5. INFORMATIONS SECTORIELLES **87**

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel 87

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

5.2. Information sectorielle par zone géographique 87
6. NOTES RELATIVES AU BILAN 88
6.1. Caisse, banques centrales 88
6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat 88
6.3. Instruments dérivés de couverture 90
6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 90
6.5. Actifs financiers au coût amorti 93
6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 94
6.7. Expositions au risque souverain 94
6.8. Passifs financiers au coût amorti 95
6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers 96
6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés 97
6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers 98
6.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées 98
6.13. Co-entreprises et entreprises associées 99
6.14. Immeubles de placement 99
6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) 99
6.16. Écarts d'acquisition 100
6.17. Provisions techniques des contrats d'assurance 100
6.18. Provisions 100
6.19. Dettes subordonnées 102
6.20. Capitaux propres 105
6.21. Participations ne donnant pas le contrôle 107
6.22. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 107
7. AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS 109
7.1. Détail des charges de personnel 109
7.2. Effectif moyen de la période 109
7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 109
7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 110
7.5. Autres avantages sociaux 112
7.6. Paiements à base d'actions 113
7.7. Rémunérations de dirigeants 113
8. CONTRATS DE LOCATION 114
9. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 118
10. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 120
11. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 120
11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 121
11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur 125
12. IMPACTS DES EVOLUTIONS COMPTABLES OU AUTRES EVENEMENTS 134
13. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2021 134
14. PARTICIPATIONS ET ENTITES STRUCTUREES NON CONSOLIDEES 136
14.1. Participations non consolidées 136
14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées 137
15. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 DECEMBRE 2021 137

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

CADRE GÉNÉRAL

1. Présentation juridique de l'entité

Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Crédit Lyonnais
Siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon
Siège central et administratif : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex
Nom commercial : LCL – Le Crédit Lyonnais

Forme Juridique

Le Crédit Lyonnais, fondé en 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée, a été constitué sous la forme de société anonyme le 25 avril 1872. Nationalisé le 1er janvier 1946, en exécution de la loi du 2 décembre 1945, il a été privatisé le 15 juillet 1999.

Date de constitution et durée

Sa durée, fixée primitivement à 50 ans à partir de sa constitution, a été prorogée successivement jusqu'au 31 décembre de l'an 2074.

Objet social

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet social du Crédit Lyonnais est le suivant :

« L'objet du Crédit Lyonnais consiste à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes opérations de banque et toutes opérations connexes mentionnées dans la législation en vigueur et notamment le Code monétaire et financier, en France et à l'étranger, avec toute personne, physique ou morale, de droit public ou privé, française ou étrangère, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du Crédit Lyonnais consiste également à prendre et à détenir des participations dans les entreprises, françaises ou étrangères, existantes ou en création, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.
L'objet du Crédit Lyonnais consiste enfin à exercer à titre habituel toute activité non bancaire dans le respect de la réglementation applicable aux banques, notamment :

- l'activité de courtage, et en particulier le courtage d'assurances,
- les activités mentionnées à l'article 1er de la Loi n°70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce.

Pour la réalisation de son objet, le Crédit Lyonnais peut, aussi bien en France qu'à l'étranger, créer toute filiale et établir toute succursale ou agence et d'une manière générale, effectuer, tant pour son compte que pour le compte de tiers, seul ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, ou agricoles, qu'elles soient mobilières ou immobilières, dans les limites fixées par la législation et la réglementation applicables aux banques. »

Registre du commerce et des sociétés et code APE

RCS Lyon : 954 509 741
Siret : 954 509 741 000 11
APE/NAF : 6419 Z

Conformément aux dispositions de l'article L.233-3 du code de commerce, le capital social du Crédit Lyonnais étant détenu à hauteur de 95,56 % par Crédit Agricole SA, Crédit Lyonnais est contrôlé par Crédit Agricole SA.

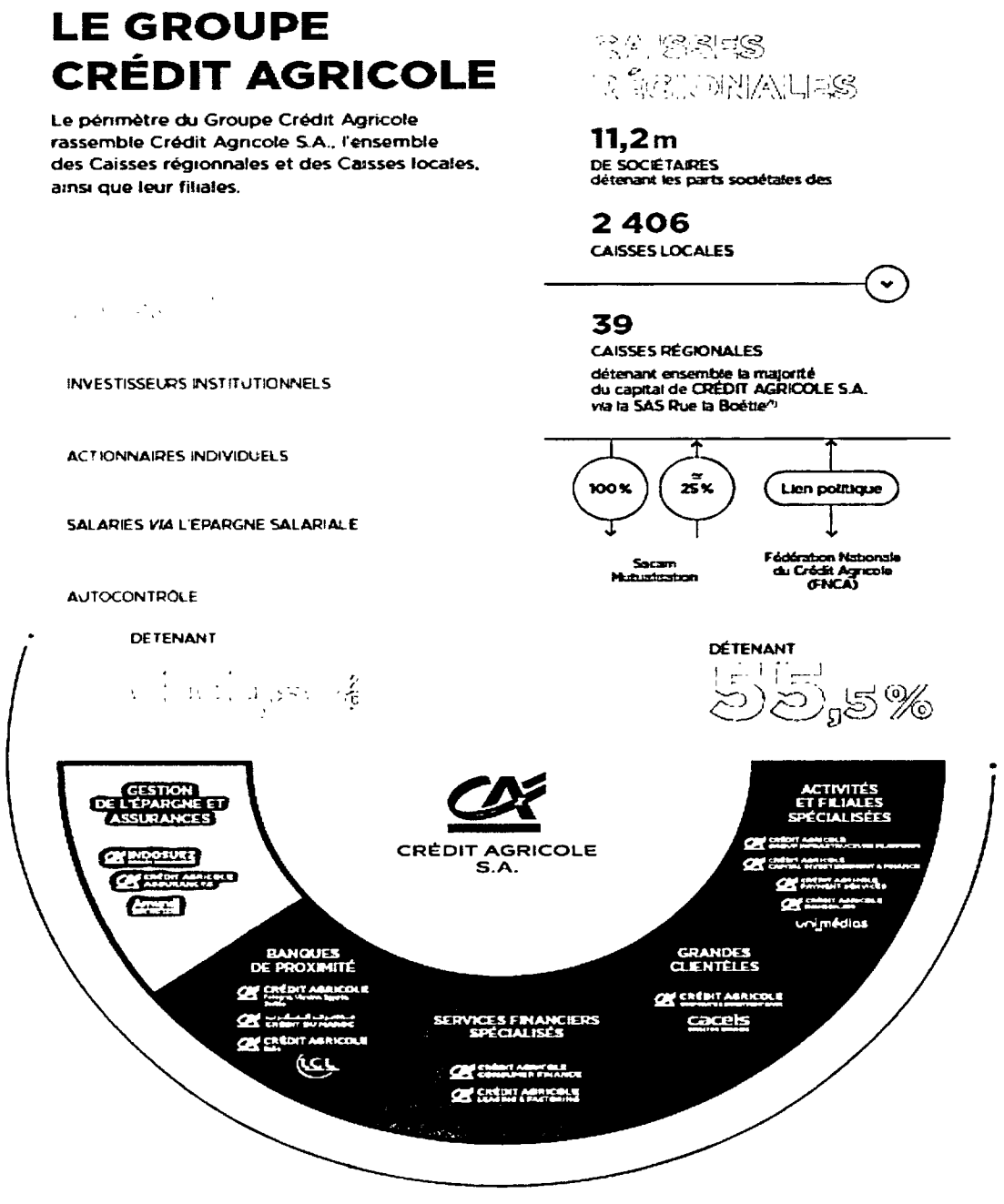
DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

2. Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole

LCL est le réseau national « Banque et Assurance de proximité en France » dans le groupe Crédit Agricole.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau du Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute les mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.



DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

3. Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

➢ Mécanisme TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars, avril et décembre 2020 en lien avec la situation de la COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une première incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021 puis une seconde incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2021 à juin 2022.

Le traitement comptable retenu par le Groupe, sans changement par rapport à celui appliqué en 2020, consiste à comptabiliser les bonifications dès que le Groupe estime avoir une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE, i.e. au terme de l'opération de TLTRO III, et à rattacher cette bonification à la période à laquelle elle se rapporte prorata temporis.

Le Groupe a évalué les intérêts courus au taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à -100 bps sur la période spéciale de taux d'intérêt (1er janvier 2021 – 23 juin 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), compte tenu de l'atteinte des seuils propres à la première incitation pendant la période spéciale de référence. Sur la période spéciale de taux d'intérêt additionnelle (24 juin 2021 – 31 décembre 2021 pour la période afférente à l'exercice 2021), le taux d'intérêt retenu est également le taux de la Facilité de Dépôts - 50 bps flooré à -100 bps, compte tenu de l'atteinte des critères du niveau de crédits éligibles propres à la seconde incitation pendant la période spéciale de référence additionnelle. Ainsi, le Groupe estime bénéficier de l'obtention de l'ensemble des bonifications à l'échéance de ce financement du fait de la réalisation des conditions pour en bénéficier au 31 décembre 2021. Pour rappel, au 30 juin 2021, le taux d'intérêt retenu était le minimum entre le taux de Facilité des Dépôts et le MRO - 50 bps compte tenu des incertitudes que le Groupe avait à cette date, quant à l'atteinte des critères de variation de crédits éligibles pendant la période spéciale de référence additionnelle.

Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, le Groupe LCL se refinance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4. Informations relatives aux parties liées

LCL, dans son rôle de distributeur, s'adresse à chacune des filiales spécifiques du groupe Crédit Agricole pour obtenir les produits les plus à même de satisfaire sa clientèle (AMUNDI pour les produits de gestion d'actifs, PACIFICA pour les assurances dommages, PREDICA pour les assurances vie, CACI pour les assurances emprunteur, CACF pour les crédits à la consommation) et s'adresse à CA-CIB pour adosser les opérations de marché de sa clientèle.

Les opérations de trésorerie sont centralisées auprès de Crédit Agricole S.A.

Parmi les partenariats intra-groupe Crédit Agricole, les plus significatifs en termes de contribution au PNB de LCL ont été réalisés au 31 décembre 2021 avec :

- AMUNDI pour 30 M€ en 2021 contre 37 M€ en 2020 (soit -19%),
- PREDICA pour 299 M€ en 2021 contre 296 M€ en 2020 (soit +1%),
- CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE pour 182 M€ en 2021 contre 186 M€ en 2020 (soit -2%),
- PACIFICA pour 199 M€ en 2021 contre 191 M€ en 2020 (soit +4%),
- CREDIT AGRICOLE CREDITOR INSURANCE pour 167 M€ en 2021 contre 159 M€ en 2020 (soit +5%),
- CALI EUROPE pour 6,6M€ en 2021 contre 6,1M€ en 2020 (soit +8%).

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

COMPTE DE RESULTAT

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Intérêts et produits assimilés	*4.1*	3 277	3 398
Intérêts et charges assimilées	*4.1*	(1 444)	(1 653)
Commissions (produits)	*4.2*	2 063	1 938
Commissions (charges)	*4.2*	(338)	(310)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	*4.3*	63	24
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		3	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		60	21
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	*4.4*	1	2
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		1	2
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	*4.5*	1	1
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	*4.6*	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	*4.6*	-	-
Produits des autres activités	*4.7*	94	95
Charges des autres activités	*4.7*	(94)	(61)
Produit net bancaire		**3 623**	**3 434**
Charges générales d'exploitation	*4.8*	(2 135)	(2 030)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	*4.9*	(241)	(295)
Résultat brut d'exploitation		**1 247**	**1 109**
Coût du risque	*4.10*	(219)	(390)
Résultat d'exploitation		**1 028**	**719**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	*4.11*	6	2
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant impôt		**1 034**	**721**
Impôts sur les bénéfices	*4.12*	(287)	(223)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
Résultat net		**747**	**498**
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat net part du Groupe		**747**	**498**
Résultat par action (en euros) [1]	*6.20*	1,90	1,27
Résultat dilué par action (en euros) [1]	*6.20*	1,90	1,27

[1] Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Résultat net		**747**	**498**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	*4.13*	16	(15)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	*4.13*	(1)	1
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	**15**	**(14)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	(9)	2
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	*4.13*	**6**	**(12)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	*4.13*	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	*4.13*	-	-
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers hé à l'approche par superposition	*4.13*	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	*4.13*	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	*4.13*	**6**	**(12)**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		**753**	**486**
Dont part du Groupe		753	486
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	*4.13*	-	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

BILAN ACTIF

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Caisse, banques centrales	*6.1*	19 746	18 282
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	*3.1-6 2-6.6.6.7*	832	1 011
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	*3.2*	268	453
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		564	558
Instruments dérivés de couverture	*3.2-3.4*	1 649	2 057
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	*3 1-6.4-6.6-6.7*	230	193
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		230	193
Actifs financiers au coût amorti	*3.1-3.3-6.5-6.6-6.7*	173 248	164 074
Prêts et créances sur les établissements de crédit		23 323	22 168
Prêts et créances sur la clientèle		149 221	141 210
Titres de dettes		704	696
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		261	1 086
Actifs d'impôts courants et différés	*6.10*	1 216	1 402
Comptes de régularisation et actifs divers	*6.11*	3 745	4 561
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	*6 12*	-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	*6.13*	-	-
Immeubles de placement	*6 14*	-	-
Immobilisations corporelles	*6.15*	1 560	1 598
Immobilisations incorporelles		196	189
Ecarts d'acquisition		-	-
Total de l'actif		**202 683**	**194 453**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

BILAN PASSIF

en millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Banques centrales	*6.1*	1	2
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	*6.2*	265	449
Passifs financiers detenus à des fins de transaction	*3.2*	265	449
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	*3.2-3.4*	2 426	3 673
Passifs financiers au coût amorti	*6.8*	185 613	176 183
Dettes envers les établissements de crédit	*3.3*	33 296	34 348
Dettes envers la clientèle	*3.1-3.3*	144 214	135 374
Dettes représentées par un titre	*3.2-3.3*	8 103	6 461
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		64	-
Passifs d'impôts courants et différés	*6.10*	631	868
Comptes de régularisation et passifs divers	*6.11*	3 031	2 988
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	*6.12*	-	-
Provisions	*6.18*	696	652
Dettes subordonnées	*3.2-3.3-6.19*	1 753	1 887
Total dettes		**194 480**	**186 702**
Capitaux propres		**8 203**	**7 751**
Capitaux propres part du Groupe	*6.20*	**8 201**	**7 749**
Capital et réserves liées		4 008	3 958
Réserves consolidées		3 521	3 374
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(75)	(81)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		747	498
Participations ne donnant pas le contrôle		2	2
Total du passif		**202 683**	**194 453**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle		
	Capital et reserves liees			Gains et pertes comptabilises directement en capitaux propres							
	Capital	Prime et Reserves consolidees liees au capital	Total Capital et Reserves consolidees	Gains et pertes comptabilises directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilises directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Resultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liees et résultat	Capitaux propres	Capitaux propres consolides
Capitaux propres au 1er janvier 2020 Publie	**2 038**	**5 654**	**7 692**	**-**	**(69)**	**(69)**	**-**	**7 623**	**2**	**2**	**7 625**
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodetenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions remboursements d'instruments de capitaux propres	-	(270)	(270)	-	-	-	-	(270)	-	-	(270)
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(94)	(94)	-	-	-	-	(94)	-	-	(94)
Dividendes versés en 2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	4	4	-	-	-	-	4	-	-	4
Mouvements lies aux operations avec les actionnaires	-	(360)	(360)	-	-	-	-	(360)	-	-	(360)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(12)	(12)	-	(12)	-	-	(12)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2020	-	-	-	-	-	-	498	498	-	-	498
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2020	**2 038**	**5 294**	**7 332**	**-**	**(81)**	**(81)**	**498**	**7 749**	**2**	**2**	**7 751**
Affectation du résultat 2020	-	498	498	-	-	-	(498)	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2021	**2 038**	**5 792**	**7 830**	**-**	**(81)**	**(81)**	**-**	**7 749**	**2**	**2**	**7 751**
Impacts nouvelles normes, decisions / interprétations IFRIC (1)	-	106	106	-	-	-	-	106	-	-	106
Capitaux propres au 1er janvier 2021 Retraite	**2 038**	**5 898**	**7 936**	**-**	**(81)**	**(81)**	**-**	**7 855**	**2**	**2**	**7 857**
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodetenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions remboursements d'instruments de capitaux propres	-	50	50	-	-	-	-	50	-	-	50
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	(73)	(73)	-	-	-	-	(73)	-	-	(73)
Dividendes versés en 2021	-	(381)	(381)	-	-	-	-	(381)	-	-	(381)
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet des acquisitions cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	1
Mouvements lies aux operations avec les actionnaires	-	(403)	(403)	-	-	-	-	(403)	-	-	(403)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	6	6	-	6	-	-	6
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2021	-	-	-	-	-	-	747	747	-	-	747
Autres variations	-	(4)	(4)	-	-	-	-	(4)	-	-	(4)
Capitaux propres au 31 decembre 2021	**2 038**	**5 491**	**7 529**	**-**	**(75)**	**(75)**	**747**	**8 201**	**2**	**2**	**8 203**

(1) Impact estime de la 1ère application de la decision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations definies (Cf note 1.1 Normes applicables et comparabilite)

Au 1er janvier 2020 l'impact sur les capitaux propres aurait été de 134Mt

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe LCL.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

En millions d'euros	*Notes*	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant impôt		**1 034**	**721**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		241	263
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		249	355
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		(6)	(2)
Résultat net des activités de financement		63	82
Autres mouvements		(61)	10
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		**486**	**708**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (1)		(2 374)	9 061
Flux liés aux opérations avec la clientèle (2)		732	1 312
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (3)		2 184	(2 601)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers (4)		1 091	(273)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		(379)	(256)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		**1 254**	**7 243**
Flux provenant des activités abandonnées		**-**	**-**
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		**2 774**	**8 672**
Flux liés aux participations		(22)	(7)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(159)	(186)
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		**(181)**	**(193)**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(405)	(364)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (5)		(864)	549
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		**(1 269)**	**185**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		**-**	**-**
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		**1 324**	**8 664**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		**17 683**	**9 034**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		18 282	10 275
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(599)	(1 241)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		**19 006**	**17 683**
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		19 746	18 282
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(740)	(599)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		**1 323**	**8 649**

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées)

** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6 5 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6 8 (hors intérêts courus) ;

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

(1) Sur l'année 2021, les flux de -2,4 G€ liés aux opérations avec les établissements de crédit s'expliquent principalement au Passif par l'effet combiné des mises en places (+0,7G€) et des remboursements (-2,2G€) d'emprunts à terme avec CAsa et par la hausse des emprunts à 6 mois mis en place auprès de CAsa dans le cadre de la gestion du ratio LCR (+0,5G€), ainsi que par la baisse de comptes et emprunts à terme hors groupe (-0,2G€, essentiellement Crédit Logement), et à l'Actif du bilan par la hausse de la centralisation de la collecte des Livrets A et LDD auprès de la Caisse des Dépôts (-0,8G€ en raison de la hausse de la collecte en lien avec la crise sanitaire) ainsi que par la diminution du prêt à 1 mois mis en place auprès de CASA dans le cadre de la gestion du ratio LCR (-0,4G€)

(2) La variation des flux liés aux opérations avec la clientèle à hauteur de +0,7G€ sur 2021 s'explique principalement au Passif par la hausse des flux sur les comptes ordinaires (+7G€ en raison en partie de l'apport de fonds des PGE distribués), ainsi qu'à la hausse des comptes d'épargne à vue (+3G€) malgré une baisse des comptes créditeurs à terme (-1,2G€), compensées à l'Actif par une hausse des Crédits immobiliers (-6,5G€), des Autres concours à la clientèle (-1,2G€) et des crédits à la consommation (-0,4G€).

(3) Sur l'année 2021, les flux de +2,2G€ liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers correspondent aux émissions nettes de TCN dans le cadre de la gestion du ratio LCR (+3,2G€), compensés par l'échéance de BMTN pour -0,8G€ ainsi que par l'échéance de deux emprunts CRH pour -0,2G€

(4) Sur l'année 2021, les flux de +1G€ liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers portent sur la marge versée sur dérivés

(5) Enfin, le flux de -0,9G€ de la ligne Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement provient essentiellement de l'échéance d'emprunts obligataires.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées

1.1. Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2021 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante :
https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe LCL au 31 décembre 2020.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2021 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2021. Celles-ci portent sur:

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	1er janvier 2021 (1)	OUI
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance Report facultatif de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités qui exercent principalement des activités d'assurance, y compris les entités du secteur de l'assurance appartenant à un conglomérat financier au 1er janvier 2023	1er janvier 2021	NON
Amendement à IFRS 16 2nd amendement sur les concessions de loyers liées à la COVID-19	1er avril 2021 (2)	OUI

(1) Le groupe LCL a appliqué de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2 à compter du 1er janvier 2020
(2) Application rétrospective au 1er janvier 2021

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le groupe LCL, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Améliorations des IFRS cycle 2018-2020 - **IFRS 1** *Première adoption des normes internationales d'information financière*, - **IFRS 9** *Instruments financiers*, et - **IAS 41** *Agriculture*	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IFRS 3 Références au cadre conceptuel	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IAS 16 Produits de la vente avant l'utilisation prévue	1er janvier 2022	OUI
Amendement à IAS 37 Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1er janvier 2022	OUI
IFRS 17 Contrats d'assurance	1er janvier 2023	NON

➢ Réforme des indices de référence

Le groupe LCL, en coordination avec le groupe Crédit Agricole qui pilote le projet, a mis en œuvre début 2019 un programme pour préparer et encadrer la transition des indices de référence pour l'ensemble de ses activités, avec une déclinaison en projets dédiés dans chaque entité impactée. Ce programme s'est inscrit dans les calendriers et standards définis par les travaux de place - dont certains auxquels le Crédit Agricole a activement participé - et le cadre réglementaire européen (*BMR – Benchmarks Regulation*).

Conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le groupe LCL a privilégié autant que possible des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités et autant que possible les jalons incitatifs. D'importants investissements et une forte mobilisation des équipes opérationnelles et des métiers ont été mis en œuvre pour adapter les outils et absorber la charge de travail induite par les transitions, y compris pour la modification des contrats. Il est à noter que les développements informatiques ont été très dépendants du calendrier de détermination des indices alternatifs cibles aux LIBOR et de l'émergence de standards de marché.

La réalisation ordonnée et maitrisée de ces transitions a été assurée par l'ensemble des actions entreprises depuis 2019. Au second semestre 2021, le groupe LCL a notamment concentré ses efforts sur la finalisation de l'ensemble des développements informatiques dédiées aux transitions EONIA et LIBOR, et l'intensification de l'information et des interactions avec les clients pour leur expliquer plus en détail les modalités de transition.
Les travaux menés ont également permis de mettre le groupe LCL en capacité de gérer les nouvelles offres de produits RFR (*Risk Free Rate*) tout en préservant l'expérience et la satisfaction client.

Bilan des transitions au 31/12/2021 :
Les plans de transition proactifs ont été activés dès que possible en 2021 avec une intensification au deuxième semestre pour les prêts et crédits et pour les comptes de dépôts et comptes courants clientèle.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Cette solution a été privilégiée par rapport à l''activation des clauses de *fallback* (clauses contractuelles afin de déterminer un indice de référence de substitution en cas d'indisponibilité temporaire ou définitive de l'indice) considérées comme un « filet de sécurité ».
Pour la transition des prêts et crédits convenues par anticipation au 31/12/2021, et notamment pour les activités de la banque de réseau en CHF, des modalités de transition spécifiques ont été retenues. Elles consistent en l'utilisation d'un dernier « fixing » du LIBOR en 2021 et l'utilisation du taux de remplacement à partir de 2022.
A l'échelle du groupe LCL, peu de contrats référençant l'EONIA ou les LIBOR CHF, GBP et JPY n'ont pas pu faire l'objet d'une renégociation avant la date de cessation des indices ou être basculés sur un indice alternatif par activation de la clause de *fallback*. Ce stock résiduel de contrats concerne soit des négociations non finalisées au 31 décembre qui devraient aboutir début 2022, soit des contrats qui bénéficient ou bénéficieront des dispositifs législatifs en vigueur.

Gestion des risques :
Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence disparaissant ou devenant non représentatifs au 31 décembre 2021 et la mise en conformité avec la réglementation BMR, les travaux du projet ont également porté sur la gestion et le contrôle des risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du « *conduct risk* »).
Pour exemple, sur le volet financier, le risque de fragmentation du marché induit par l'utilisation de types de taux différents (calcul de taux prédéterminé en début de période d'intérêt dit « *forward looking* » ou calcul de taux post-déterminé dit « *backward looking* ») et de conventions différentes selon les classes d'actifs / devises peut conduire à des risques financiers pour les acteurs du secteur. Il est néanmoins anticipé que ces risques, clairement identifiés au sein du groupe LCL, devraient tendre à s'amoindrir au fur et à mesure que les standards de marché émergeront et que le secteur privé - avec le soutien des banques - sera en capacité de gérer cette fragmentation.

LIBOR USD :
En 2022, les travaux du programme de transition se poursuivent, notamment pour préparer la cessation de la publication du LIBOR USD ou sa non représentativité en juin 2023. Pour la transition du LIBOR USD, la mise en œuvre d'un dispositif législatif sera confirmé ultérieurement par les autorités britanniques, les autorités américaines ayant pour leur part déjà validé la désignation de taux de remplacement statutaires pour les contrats de droit New-Yorkais.

Comparativement à l'activité en EUR, le groupe LCL est peu exposé au LIBOR USD (cf. infra, le tableau de transition vers les nouveaux taux avant leur maturité).

Afin que les relations de couvertures comptables affectées par cette réforme des indices de référence puissent être maintenues malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices de taux actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'Union européenne le 15 janvier 2020. Le groupe LCL applique ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture sur les indices concernés peuvent en bénéficier au 31 décembre 2021.

En l'absence d'annonces relatives à un remplacement prochain des indices EURIBOR, WIBOR et STIBOR, ceux-ci ont été exclus des données quantitatives fournies.

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL ne recense pas d'instruments de couverture impactés par la réforme.

Toutefois, pour compte propre, le groupe LCL n'utilise pas de dérivés de couverture sur LIBOR, ni de dérivés de couverture sur EONIA avec une échéance postérieure au 31/12/2021.

D'autres amendements, publiés par l'IASB en août 2020, complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les conséquences comptables du remplacement des anciens taux d'intérêt de référence par d'autres taux de référence à la suite des réformes.

Ces modifications, dites « Phase 2 », concernent principalement les modifications des flux de trésorerie contractuels. Elles permettent aux entités de ne pas décomptabiliser ou ajuster la valeur comptable des instruments

financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif.

En ce qui concerne la comptabilité de couverture, les entités n'auront pas à déqualifier leurs relations de couverture lorsqu'elles procèdent aux changements requis par la réforme et sous réserves d'équivalence économique.

Au 31/12/2021, la ventilation par indice de référence significatif des instruments basés sur les anciens taux de référence et qui doivent transiter vers les nouveaux taux avant leur maturité est la suivante (données issues des bases de gestion de la Direction des Finances) :

(en milliards d'euros)	EONIA	LIBOR USD	LIBOR GBP	LIBOR JPY	LIBOR CHF	LIBOR EUR
Total des actifs financiers hors dérivés	0,00	0,21	0,01	0,00	0,00	0,00
Total des passifs financiers hors dérivés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des notionnels des dérivés	0,00	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00

Les encours en LIBOR USD reportés sont ceux dont la date d'échéance est ultérieure au 30/06/2023, date de disparition ou de non représentativité des « tenors » disparaissant à cette date (JJ, 1 mois, 3 mois, 6 mois et 12 mois).

Pour les autres indices, les contrats basculés vers le taux alternatif par avenant ou par activation de la clause de *fallback* ont été exclus du recensement. Par conséquent, les encours en EONIA et LIBOR CHF correspondent aux contrats dont la renégociation contractuelle n'était pas totalement finalisée au 31 décembre 2021 et pour lesquels il n'est pas prévu de recours aux dispositifs législatifs en vigueur. Les encours en LIBOR GBP et JPY correspondent aux contrats dont la renégociation contractuelle n'était pas totalement finalisée au 31 décembre 2021. Pour ces contrats, il n'est pas prévu à date de recours au dispositif de la Commission Européenne[1].

S'agissant des instruments financiers non dérivés, les expositions correspondent aux nominaux des titres et au capital restant dû des instruments amortissables.

➢ Conséquences comptables de la décision IFRS IC d'avril 2021 sur l'attribution d'avantages postérieures à l'emploi aux périodes de services pour les régimes à prestations définies

En décembre 2020, l'IFRS IC a été saisi d'une question portant sur la méthodologie de calcul des dettes actuarielles des régimes à prestations définies et sur la période d'acquisition des droits à retenir pour lesquels le nombre d'années d'ancienneté donnant lieu à attribution de droits est plafonné. Parmi plusieurs approches analysées, l'IFRS IC a retenu celle consistant à linéariser l'acquisition des droits pour le salarié sur la période plafonnée précédant l'âge de retraite permettant d'obtenir les droits.

Les plans concernés par la décision IFRS IC IAS 19 sont ceux pour lesquels :
L'attribution de droits est conditionnée par la présence dans l'entreprise au moment du départ en retraite (avec perte de tout droit en cas de départ anticipé) ;
Les droits dépendent de l'ancienneté, mais sont plafonnés à partir d'un certain nombre d'années d'ancienneté.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le groupe LCL.

L'impact de cette décision, qui a été enregistré au 1er janvier 2021 sans comparatif, s'élève à 148 millions d'euros de diminution des dettes actuarielles (cf. note 7 – Avantages au personnel et autres rémunérations).

[1] Date prévisionnelle : fin T1 2022.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Les impacts sur les états financiers s'élèvent à 43 millions d'euros en termes de provision sur engagements sociaux (cf. note 6.18 – Provisions) et 105 millions d'euros d'excédent d'actif de régime (cf. note 6.11 – Comptes de régularisation) en contrepartie des capitaux propres (effet de 106 millions d'euros après prise en compte des effets fiscaux - Cf. Tableau de variation des capitaux propres).

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été leur diminution de 134 millions d'euros et l'impact sur les capitaux propres de 134 millions d'euros.

➢ Normes pas encore adoptées par l'Union européenne

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2021.

1.2. Principes et méthodes comptables

1.2.1. Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Sont décrites ci-dessous les informations sur les estimations et jugements réalisés par le groupe LCL, conformément aux exigences de la norme IAS 1.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.
Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux,
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change,
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays,
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur,
- les participations non consolidées,
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs,
- les plans de stock-options,
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables,
- les provisions,
- les dépréciations des écarts d'acquisition,
- les actifs d'impôts différés,
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

1.2.2. Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

➢ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le groupe LCL utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les « actifs financiers dits verts » et « *green bonds* » (au passif) comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des emprunts permettant de financer des projets environnementaux. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant cette qualification ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne à venir. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

➢ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire d'une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues - cf. ci-après dans le § 1.3.2 les chapitres dédiés aux principes comptables : du provisionnement du risque de crédit, et ceux appliqués à l'irrécouvrabilité des créances.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

➢ Actifs financiers

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :
- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

o Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau du portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

➢ Le modèle de gestion :

Il est représentatif de la stratégie que suit le management du groupe LCL pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Il est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

a) le modèle *collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

b) Le modèle *collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et

c) le modèle *autre / vente* dont l'intention est de céder les actifs.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.
Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

➢ Les caractéristiques contractuelles (test '*Solely Payments of Principal & Interests*' ou test 'SPPI') :

Le test 'SPPI' regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs…).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test 'SPPI' nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test 'SPPI' peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	[illegible]	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI non applicable)

❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle *collecte* et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des prêts et créances et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle *collecte et vente* et s'ils respectent le test 'SPPI'.

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ». Les

pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité sont enregistrées en augmentation de l'encours en contrepartie d'un compte d'ajustement de juste valeur, et recyclées en diminution du résultat en contrepartie du compte de dépréciation.

Au bilan, la valeur du titre (encours et dépréciation) correspond à la juste valeur du titre.

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le groupe LCL détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test 'SPPI'. C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le groupe LCL choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

o Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat).

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciations.

❖ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciations.

- Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

- Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *prorata temporis*.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test 'SPPI'.

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides à l'acquisition de logement, le groupe LCL accorde des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, le groupe LCL perçoit de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

➢ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :
- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

o Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

o Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme, détaillés ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable, ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

o Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

o Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 Provisions.

- Reclassement de passifs financiers .

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :
- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Rachat d'actions propres

LCL n'a pas opéré de rachat d'actions propres sur les exercices 2020 et 2021.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :
- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au T.I.E. d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

➢ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers.

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts.

Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

➢ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le groupe LCL comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ('*Expected Credit Losses*' ou '*ECL*') sur les encours suivants :
- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par capitaux propres non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du groupe LCL.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :
- 1e étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2e étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3e étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *stage* 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *stage* 2, puis en *stage* 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2021, le terme « *Bucket* » qui était utilisé depuis le passage à IFRS 9 est remplacé par le terme « *Stage* » dans l'ensemble des états financiers.
N.B. Il s'agit uniquement d'un changement de terminologie, sans impact sur la comptabilisation des ajustements pour pertes de crédit (ECL).

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :
- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage* 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :
- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe LCL s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ('*Loss Given Default*' ou '*LGD*').

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon

d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

• Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du groupe Crédit Agricole S.A. doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe LCL s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole S.A. fondé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent aux entités du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage* 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage* 1 à *Stage* 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole S.A. retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage* 2.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole S.A. considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le groupe LCL utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions sont classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelles que soient leurs catégories de classement, en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) mentionnée dans le chapitre 3 'Risques', les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3). La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de 'créance restructurée' est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements, notamment en cas de nouveaux incidents.

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.
Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine défini à la date de l'engagement de financement.

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en PNB.

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage* 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en PNB pour les intérêts.

➢ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

o Cadre général

Conformément à la décision du groupe Crédit Agricole S.A., le groupe LCL n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

o Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du groupe LCL.

Seule la couverture de juste valeur a été appliquée par le groupe LCL.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Le groupe LCL utilise toutefois une méthode simplifiée pour les tests d'efficacité de la couverture, dès lors que les caractéristiques financières de l'élément couvert et de l'élément de couverture permettent de présumer de l'efficacité de la couverture.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe LCL privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le groupe LCL documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du groupe LCL et son application sont apportées dans le chapitre 3 'Risques'.

o Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité.

Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

➢ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée.

Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le groupe LCL considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

Le groupe LCL intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de LCL, le DVA, les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole S.A. du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les *futures*.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le groupe LCL retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables,
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

➢ Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le groupe LCL compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

➢ Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

➢ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

1.2.3. Provisions (IAS 37 et 19)

Le groupe LCL identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le groupe LCL a constitué des provisions qui couvrent notamment :

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

- les risques opérationnels,
- les avantages au personnel,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat),
- les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont estimés en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures,
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période,
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction,
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.18 Provisions.

1.2.4. Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- ceux à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participation et primes, dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus,
- ceux postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies,
- ceux à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus après la clôture de l'exercice),
- les indemnités de cessation d'emploi.

➢ Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à prestations définies

Le groupe LCL détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des "unités de crédit projetées". Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation fixées par le groupe Crédit Agricole S.A. et ajustées en fonction de la durée résiduelle des engagements. Les taux de rotation du personnel, d'évolution des salaires et de charges sociales sont établis par LCL (cf. note 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies).

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Les taux d'actualisation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont déterminés par référence à un taux de marché fondé sur des obligations d'entités de première catégorie, dans la monnaie dans laquelle seront versées les prestations et fonction de la tranche de duration des engagements. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice *iBoxx AA*.

Conformément à la norme IAS 19, le groupe LCL impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir une partie de ses engagements, le groupe LCL a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'organismes extérieurs.

Dans le cas où les engagements ne sont pas entièrement couverts, une provision est constituée au titre de la fraction non couverte de ces engagements. Elle est destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite et figure au passif du bilan sous la rubrique "Provisions". Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du groupe LCL, présents à la clôture de l'exercice.

Lorsque le montant de la dette actuarielle est inférieur à celui de la juste valeur des actifs du régime, le régime est dit « sur financé » ou « excédentaire ». Dans cette situation, l'actif net correspond à l'excédent de financement que l'entité a versé au fonds ou à l'assureur en charge du régime et figure au bilan sous la rubrique « Excédent de régime ».

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements.
Ces différentes provisions figurent au passif du bilan sous la rubrique "Provisions".

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du groupe LCL n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

➢ Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions qui entrent dans le périmètre d'IFRS 2 – cf. principes comptables ci-après.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le groupe LCL pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

1.2.5. Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 *Paiements en actions et assimilés* impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres,
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole S.A. éligibles à la norme IFRS 2 concernent principalement des plans dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique "Frais de personnel" en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions du Crédit Agricole S.A. proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise relèvent des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximale de 30 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de 5 ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en tenant compte de la condition d'incessibilité et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des "Réserves consolidées part du Groupe".

En l'espèce, il n'existe plus de plan d'options d'actions dénoué par instruments de capitaux propres de LCL (cf. note 7.6 "Paiements à base d'actions").

1.2.6. Participation et intéressement des salariés

Les sociétés du groupe LCL dont les salariés bénéficient d'un système de participation, comme d'un système d'intéressement, en provisionnent le montant dans l'exercice au cours duquel les droits des salariés sont nés.

Les charges d'intéressement et de participation sont enregistrées dans les "Frais de personnel".

1.2.7. Impôts courants et différés (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe LCL.
L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.
L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

a) un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

i) la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition,

ii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;

b) un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;

c) un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués sur la base des taux et des règles d'imposition qui s'appliquent à la clôture de l'exercice conformément aux dispositions fiscales en vigueur à cette date.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôts sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % calculée sur le montant brut des plus-values de cession, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location selon IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le groupe LCL est preneur.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice, sauf si l'impôt est généré:

- par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres,
- ou par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et,
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :

a) soit sur la même entité imposable,

b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur les bénéfices" du compte de résultat.

1.2.8. Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe LCL applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles (parc immobilier essentiellement).

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle éventuelle.

Les immobilisations acquises à titre onéreux sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et pertes éventuelles de valeur.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles sont de 80 et 60 ans respectivement pour le gros œuvre des immeubles de type "haussmannien" et des autres immeubles, de 30 ans pour le second œuvre, de 20 ans pour les installations techniques et de 10 ans pour les agencements.

D'une manière générale, les amortissements des autres immobilisations corporelles sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées maximales suivantes :

- matériels : 3 à 4 ans
- mobiliers et autres : 5 à 10 ans

Parmi les immobilisations incorporelles figurent notamment les logiciels, acquis ou développés par le groupe LCL pour son usage propre, qui sont amortis selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 10 ans pour les développements d'infrastructure, 3 et 5 ans pour les logiciels relatifs aux métiers.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés.

1.2.9. Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe LCL.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; la composante calculée sur les variations de juste valeur est enregistrée en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les variations de juste valeur liées au risque de crédit propre et les écarts de change liés sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- ceux au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique),
- ceux à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat,
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

1.2.10. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont analysées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du bien ou du service vendu.

Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique "commissions" lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client, s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu ou à une date donnée (service ponctuel) :

a) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue ;
b) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas, ultérieurement, l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance, et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

1.2.11. Contrats de location (IFRS 16)

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

Le groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

- Contrats de location dont le groupe LCL est bailleur

S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Concernant ces activités, le groupe LCL est uniquement locataire.

S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

- Contrats de location dont le groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué.

Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat, et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à sa période non résiliable, ajustée des options de prolongation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et de l'option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe du groupe LCL applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables pas tacite prolongation (i.e. première option de sortie post 5 ans) sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location ; ainsi la durée sera estimée à 6 ans. Le principe du groupe LCL (première option de sortie post 5 ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, par exemple pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (notamment en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, il conviendra de retenir une durée de location initiale de 9 ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de 3 ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Ces paiements comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et de la dette locative est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers, et reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique, etc.). Le groupe LCL applique sur ce point la décision de l'IFRS IC du 17 septembre 2019 depuis la mise en œuvre d'IFRS 16.

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de ré-estimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des dettes locatives chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et ceux dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le groupe LCL n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

1.2.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des actifs destinés à être cédés.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

1.3.1. Périmètre de consolidation

Sont incluses dans le périmètre de consolidation retenu pour la préparation des comptes consolidés du groupe LCL toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, LCL dispose d'un pouvoir de contrôle (exclusif), d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

1.3.2. Notions de contrôle et méthodes de consolidation

➢ Sociétés intégrées globalement

Les sociétés sur lesquelles LCL exerce le contrôle (exclusif) sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque LCL est exposé ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à LCL la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. LCL contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque LCL détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote

détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de LCL lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par LCL, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

➢ Sociétés mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées ou coentreprises sur lesquelles LCL exerce une influence notable ou un contrôle conjoint sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une société sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée dès lors que LCL détient directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote d'une société.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées. La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, LCL constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un "écart d'acquisition" complémentaire,
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/ dilution en résultat.

Au 31/12/2021, LCL ne détient que des sociétés intégrées globalement.

1.3.3. Retraitements et éliminations

Le groupe LCL effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au groupe LCL est éliminé pour les entités intégrées globalement. Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

1.3.4. Conversion des états financiers des filiales étrangères (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;

- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du groupe LCL. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultats en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

1.3.5. Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition (IFRS 3)

➢ Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application de cette norme. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le groupe LCL a choisi d'appliquer la norme américaine ASU805-50 qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

En particulier, un passif de restructuration n'est comptabilisé en tant que passif de l'entité acquise que si celle-ci se trouve, à la date d'acquisition, dans l'obligation d'effectuer cette restructuration.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat.
Seules les clauses d'ajustement de prix relatives à des opérations dont la prise de contrôle est intervenue au plus tard au 31 décembre 2009 peuvent encore être comptabilisées par la contrepartie de l'écart d'acquisition car ces opérations ont été comptabilisées selon la norme IFRS 3 non révisée (2004).

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :
- à la juste valeur à la date d'acquisition,
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur.

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle (instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe) doit être comptabilisé pour sa juste valeur à la date d'acquisition.
L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximal de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Certaines transactions relatives à l'entité acquise sont comptabilisées séparément du regroupement d'entreprises. Il s'agit notamment :
- des transactions qui mettent fin à une relation préexistante entre l'acquise et l'acquéreur,

- des transactions qui rémunèrent des salariés ou actionnaires vendeurs de l'acquise pour des services futurs,
- des transactions qui visent à faire rembourser à l'acquise ou à ses anciens actionnaires des frais connexes à l'acquisition qu'ils ont pris en charge pour le compte de l'acquéreur.

Ces transactions séparées sont généralement comptabilisées en résultat à la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération a de très fortes probabilités de se réaliser, ils sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur autres actifs", sinon ils sont enregistrés dans le poste "Charges générales d'exploitation".

L'écart entre la somme du coût d'acquisition et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur, est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé. L'inscription est réalisée dans la rubrique "Ecarts d'acquisition" lorsque l'entité acquise est intégrée globalement, ou au sein de la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence" lorsque l'entreprise acquise est mise en équivalence. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, la participation détenue avant la prise de contrôle est réévaluée à la juste valeur par résultat à la date d'acquisition et l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

➢ Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt du groupe LCL dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de LCL dans une entité déjà contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste "Réserves consolidées - part du Groupe" ; en cas de diminution du pourcentage d'intérêt de LCL dans une entité restant contrôlée de manière exclusive, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en réserves consolidées - part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

➢ Dépréciation des écarts d'acquisition

Les actifs acquis et les passifs repris font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur, et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.
La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.
Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2021 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en Note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 ».

➢ **Crise sanitaire liée à la COVID-19**

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par la crise liée au Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif de Prêts Garantis par l'État.

Ces prêts appartiennent à un modèle de gestion « Collecte » et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 31 décembre 2021, le solde des encours des prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par LCL s'élève à 6,4 milliards d'euros.

Risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Des éléments quantitatifs se rapportant aux impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sont joints aux notes annexes aux comptes consolidés présentées ci-avant :

- Note 4.10 – impact agrégat résultat - coût du risque
- Note 6.5 – impact agrégat bilan – actifs financiers au coût amorti
- Note 9 – impacts sur engagements de garantie.

Des informations sur les effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sont exposées par ailleurs dans le rapport d'activité semestriel, notamment dans les chapitres se rapportant aux facteurs de risques et à la gestion des risques.

Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 21 millions d'euros a été constaté, provisionné en totalité compte tenu du pourvoi formé en cassation.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe LCL est assuré par la Direction des Risques qui est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent désormais dans le rapport de gestion, chapitre « facteurs de risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit

(cf. rapport de gestion)

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple, les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage 3*).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	268	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	268	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	1 649	-	-	-	-	-
Total	1 917	-	-	-	-	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	453	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	453	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	2 057	-	-	-	-	-
Total	2 510	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	173 248	244	20 306	3 414	90 377	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 111	6	161	56	515	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	23 323	-	-	-	45	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	149 221	22	20 306	3 414	90 332	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 106	6	161	56	515	-
Titres de dettes	704	222	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
Total	173 248	244	20 306	3 414	90 377	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 111	6	161	56	515	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**164 074**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 983**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 006	3	287	69	696	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**22 168**	-	-	-	33	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**141 210**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 950**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 001	3	287	69	696	-
Titres de dettes	**696**	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
Total	**164 074**	**38**	**19 520**	**3 147**	**92 983**	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 006	3	287	69	696	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

en millions d'euros	31/12/2021					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	**11 256**	-	**13**	**188**	**567**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	95	-	-	2	7	-
Engagements de financement	**19 786**	-	**861**	**521**	**4 674**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	30	-	1	-	6	-
Total	**31 042**	-	**874**	**709**	**5 241**	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	125	-	1	2	13	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

(en millions d'euros)	31/12/2020					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements	Dérivés de crédit
Engagements de garantie	10 711	-	37	192	546	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	184	-	-	2	5	-
Engagements de financement	19 497	-	827	475	4 441	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	38	-	1	5	3	-
Total	30 208	-	864	667	4 987	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	222	-	1	7	8	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 «°Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles le Groupe LCL a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

En millions d'euros	Au 31/12/2021		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	81	89
Valeur comptable brute avant modification	-	88	89
Gains ou pertes nets de la modification	-	(7)	-
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage 2* (actifs dégradés) ou *Stage 3* (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage 1* (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

En millions d'euros	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
Total	**-**

Concentrations du risque de crédit

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Actifs financiers au coût amorti par agent économique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	363	15	-	**378**
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	23 546	4	-	**23 550**
Grandes entreprises	41 553	11 851	1 238	**54 642**
Clientèle de détail	89 250	6 302	980	**96 532**
Dépréciations	(171)	(576)	(1 107)	**(1 854)**
Total	**154 541**	**17 596**	**1 111**	**173 248**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	318	-	-	**318**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	22 371	4	-	**22 375**
Grandes entreprises	46 504	4 898	1 225	**52 627**
Clientèle de détail	84 578	5 102	971	**90 651**
Dépréciations	(255)	(452)	(1 190)	**(1 897)**
Total	**153 516**	**9 552**	**1 006**	**164 074**

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par agent économique

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Administration générale	188	189
Grandes entreprises	46 777	43 913
Clientèle de détail	97 249	91 272
Total Dettes envers la clientèle	**144 214**	**135 374**

Engagements de financement par agent économique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	87	6	-	**93**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	47	-	-	**47**
Grandes entreprises	10 423	873	26	**11 322**
Clientèle de détail	8 046	362	7	**8 415**
Provisions (1)	(27)	(61)	(3)	**(91)**
Total	**18 576**	**1 180**	**30**	**19 786**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	104	-	-	**104**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	35	-	-	**35**
Grandes entreprises	10 546	712	41	**11 299**
Clientèle de détail	7 863	289	4	**8 156**
Provisions (1)	(46)	(44)	(7)	**(97)**
Total	**18 502**	**957**	**38**	**19 497**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	-	-	-	**-**
Banques centrales	-	-	-	**-**
Etablissements de crédit	360	14	-	**374**
Grandes entreprises	8 932	1 772	138	**10 842**
Clientèle de détail	120	24	64	**208**
Provisions (1)	(13)	(48)	(107)	**(168)**
Total	**9 399**	**1 762**	**95**	**11 256**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Administration générale	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	426	1	-	**427**
Grandes entreprises	9 769	234	190	**10 193**
Clientèle de détail	135	14	66	**215**
Provisions (1)	(21)	(31)	(72)	**(124)**
Total	**10 309**	**218**	**184**	**10 711**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	147 852	17 539	2 111	**167 502**
Autres pays	6 860	633	107	**7 600**
Dépréciations	(171)	(576)	(1 107)	**(1 854)**
Total	**154 541**	**17 596**	**1 111**	**173 248**

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	146 196	9 688	2 094	**157 978**
Autres pays	7 575	316	102	**7 993**
Dépréciations	(255)	(452)	(1 190)	**(1 897)**
Total	**153 516**	**9 552**	**1 006**	**164 074**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Au 31 décembre 2021 comme en 2020, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par zone géographique

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
France (y compris DOM-TOM)	139 030	130 260
Autres pays	5 184	5 114
Total Dettes envers la clientèle	**144 214**	**135 374**

Engagements de financement par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 928	1 147	33	**18 108**
Autres pays	1 675	94	-	**1 769**
Provisions (1)	(27)	(61)	(3)	**(91)**
Total	**18 576**	**1 180**	**30**	**19 786**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 880	879	45	**17 804**
Autres pays	1 668	122	-	**1 790**
Provisions (1)	(46)	(44)	(7)	**(97)**
Total	**18 502**	**957**	**38**	**19 497**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Engagements de garantie par zone géographique

en millions d'euros	Au 31 décembre 2021			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	9 336	1 784	202	**11 322**
Autres pays	76	26	-	**102**
Provisions (1)	(13)	(48)	(107)	**(168)**
Total	**9 399**	**1 762**	**95**	**11 256**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

en millions d'euros	Au 31 décembre 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DOM-TOM)	10 240	226	256	**10 722**
Autres pays	90	23	-	**113**
Provisions (1)	(21)	(31)	(72)	**(124)**
Total	**10 309**	**218**	**184**	**10 711**

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

en millions d'euros	31/12/2021								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			**Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)**			**Actifs dépréciés (Stage 3)**		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**394**	**95**	-	**220**	**230**	-	**26**	**48**	**587**
Administration générale	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	6	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	144	52	-	135	86	-	14	28	264
Clientèle de détail	244	42	-	85	144	-	12	20	323
Total	**394**	**95**	-	**220**	**230**	-	**26**	**48**	**587**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			**Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)**			**Actifs dépréciés (Stage 3)**		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	**556**	**189**	**-**	**131**	**217**	**-**	**12**	**30**	**559**
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	22	96	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	361	65	-	50	51	-	2	15	269
Clientèle de détail	173	28	-	81	166	-	10	15	290
Total	**556**	**189**	**-**	**131**	**217**	**-**	**12**	**30**	**559**

3.2. Risque de marché

Opérations sur les instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	23	158	1 468	1 649
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	**23**	**158**	**1 468**	**1 649**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	10	137	1 910	2 057
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	**10**	**137**	**1 910**	**2 057**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	57	609	1 760	2 426
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	**57**	**609**	**1 760**	**2 426**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	28	888	2 757	3 673
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	**28**	**888**	**2 757**	**3 673**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**14**	**98**	**89**	**201**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	5	77	83	165
Options de taux	-	-	-	0	-	-	0
Caps-floors-collars	-	-	-	9	21	6	36
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**21**	**13**	**3**	**37**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	3	4
Options de change	-	-	-	21	12	-	33
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**35**	**111**	**92**	**238**
Opérations de change à terme	-	-	-	23	7	-	30
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	**58**	**118**	**92**	**268**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**18**	**127**	**192**	**337**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	12	105	185	302
Options de taux	-	-	-	1	-	-	1
Caps-floors-collars	-	-	-	5	22	7	34
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**56**	**16**	**7**	**79**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	7	8
Options de change	-	-	-	56	15	-	71
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**74**	**143**	**199**	**416**
Opérations de change à terme	-	-	-	32	5	-	37
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	**106**	**148**	**199**	**453**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

en millions d'euros	31/12/2021						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**21**	**97**	**81**	**199**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	11	75	76	162
Options de taux	-	-	-	0	-	-	0
Caps-floors-collars	-	-	-	10	22	5	37
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**20**	**13**	**3**	**36**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	1	3	4
Options de change	-	-	-	20	12	-	32
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**41**	**110**	**84**	**235**
Opérations de change à terme	-	-	-	24	6	-	30
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	**65**	**116**	**84**	**265**

en millions d'euros	31/12/2020						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**30**	**125**	**179**	**334**
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	24	102	172	298
Options de taux	-	-	-	1	-	-	1
Caps-floors-collars	-	-	-	5	23	7	35
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	**56**	**16**	**7**	**79**
Opérations fermes de change	-	-	-	-	**1**	**7**	**8**
Options de change	-	-	-	56	15	-	71
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**86**	**141**	**186**	**413**
Opérations de change à terme	-	-	-	31	5	-	36
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	**117**	**146**	**186**	**449**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Opérations sur intruments dérivés : montant des engagements

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments de taux d'intérêt	**125 844**	**144 016**
Futures	-	-
FRA	-	-
Swaps de taux d'intérêts	117 912	136 443
Options de taux	105	55
Caps-floors-collars	7 827	7 518
Autres instruments conditionnels	-	-
Instruments de devises et or	**4 404**	**6 135**
Opérations fermes de change	-	-
Options de change	4 404	6 135
Autres instruments	-	-
Dérivés sur actions et indices boursiers	-	-
Dérivés sur métaux précieux	-	-
Dérivés sur produits de base	-	-
Dérivés de crédits	-	-
Autres	-	-
Sous-total	**130 248**	**150 151**
Opérations de change à terme	3 953	3 739
Total Notionnels	**134 201**	**153 890**

Risque de change

(cf. Rapport de gestion).

3.3. Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	18 317	659	4 141	211	-	23 328
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	7 972	12 685	54 671	75 720	-	151 048
Total	**26 289**	**13 344**	**58 812**	**75 931**	-	**174 376**
Dépréciations	-	-	-	-	-	**(1 832)**
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	-	-	-	-	-	**172 544**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	16 805	449	1 176	3 741	-	22 171
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	7 198	18 198	48 214	69 473	-	143 083
Total	24 003	18 647	49 390	73 214	-	165 254
Dépréciations	-	-	-	-	-	(1 876)
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	-	-	-	-	-	163 378

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	6 811	2 773	20 576	3 136	-	33 296
Dettes envers la clientèle	134 377	897	5 356	3 584	-	144 214
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	**141 188**	**3 670**	**25 932**	**6 720**	-	**177 510**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	6 591	1 848	22 098	3 811	-	34 348
Dettes envers la clientèle	124 222	1 221	6 838	3 093	-	135 374
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	**130 813**	**3 069**	**28 936**	**6 904**	-	**169 722**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	261	60	72	302	-	695
Titres de créances négociables	3 462	1 906	-	-	-	5 368
Emprunts obligataires	-	-	450	1 590	-	2 040
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	**3 723**	**1 966**	**522**	**1 892**	**-**	**8 103**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	1	-	-	1 480	-	1 481
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	81	81
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	191	191
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	**1**	**-**	**-**	**1 480**	**272**	**1 753**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	172	-	309	400	-	881
Titres de créances négociables	1 210	1 755	1	-	-	2 966
Emprunts obligataires	160	864	-	1 590	-	2 614
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	**1 542**	**2 619**	**310**	**1 990**	**-**	**6 461**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée determinée	1	-	-	1 490	-	1 491
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	157	157
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	179	179
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	60	60
Total Dettes subordonnées	**1**	**-**	**-**	**1 490**	**396**	**1 887**

DocuSign Enveloppe ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	21	107	-	-	-	128

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	29	86	-	-	-	115

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 " Risque de marché".

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

3.4. Comptabilité de couverture

(Cf. Rapport de gestion)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	positive	négative		positive	négative	
Couverture de juste valeur	**1 649**	**2 426**	**103 674**	**2 057**	**3 673**	**118 835**
Taux d'intérêt	1 649	2 426	103 674	2 057	3 673	118 835
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	**1 649**	**2 426**	**103 674**	**2 057**	**3 673**	**118 835**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

en millions d'euros	31/12/2021							31/12/2020
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel	Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans		
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	42 051	24 966	36 657	103 674	118 835
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	-	**42 051**	**24 966**	**36 657**	**103 674**	**118 835**

La note « 3.2 Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

en millions d'euros	31/12/2021			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**12**	**11**	**(18)**	**2 023**
Taux d'intérêt	12	11	(18)	2 023
Instruments fermes	12	11	(18)	2 023
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	**12**	**11**	**(18)**	**2 023**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 637	2 415	847	101 651
Total couverture de juste valeur	**1 649**	**2 426**	**829**	**103 674**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y. c. cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif		
Couverture de juste valeur				
Marchés organisés	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	**38**	**15**	**(16)**	**2 771**
Taux d'intérêt	38	15	(16)	2 771
Instruments fermes	38	15	(16)	2 771
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Change	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	**38**	**15**	**(16)**	**2 771**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	2 019	3 658	(426)	116 064
Total couverture de juste valeur	**2 057**	**3 673**	**(442)**	**118 835**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Eléments couverts - Microcouverture

en millions d'euros	31/12/2021			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-
Taux d'intérêt	-	-		-
Change	-	-		-
Autres	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	906	5	-	(8)
Taux d'intérêt	906	5	-	(8)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**906**	**5**	**-**	**(8)**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 136	(4)	-	(26)
Taux d'intérêt	1 136	(4)	-	(26)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**1 136**	**(4)**	**-**	**(26)**

en millions d'euros	31/12/2020			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y. c. cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-
Taux d'intérêt	-	-		-
Change	-	-		-
Autres	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	799	14	-	6
Taux d'intérêt	799	14	-	6
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**799**	**14**	**-**	**6**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 025	22	1	(10)
Taux d'intérêt	2 025	22	1	(10)
Change	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**2 025**	**22**	**1**	**(10)**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts - Macrocouverture

en millions d'euros	31/12/2021	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	76 528	15
Total - Actifs	**76 528**	**15**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	25 369	64
Total - Passifs	**25 369**	**64**
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**101 897**	**79**

en millions d'euros	31/12/2020	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	90 826	-
Total - Actifs	**90 826**	**-**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	26 324	-
Total - Passifs	**26 324**	**-**
Total de la couverture de juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**117 150**	**-**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Résultat de la comptabilité de couverture

en millions d'euros	31/12/2021		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	829	(822)	7
Change	-	-	-
Autres	-	-	-
Total	**829**	**(822)**	**7**

en millions d'euros	31/12/2020		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y. c. cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y. c. cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(442)	429	(13)
Change	-	-	-
Autres	-	-	-
Total	**(442)**	**429**	**(13)**

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Instruments dérivés de couverture

Au 31 décembre 2021, Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Impacts de la comptabilité de couverture

Au 31 décembre 2021, Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

3.5. Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion)

3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

(Cf. Rapport de gestion)

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1. Produits et charges d'intérêts

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Sur les actifs financiers au coût amorti	**2 646**	**2 592**
Opérations avec les établissements de crédit	265	211
Opérations avec la clientèle	2 367	2 366
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	14	15
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**-**	**-**
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**631**	**806**
Autres intérêts et produits assimilés	**-**	**-**
Produits d'intérêts (1) (2)	**3 277**	**3 398**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(574)**	**(640)**
Opérations avec les établissements de crédit	(125)	(128)
Opérations avec la clientèle	(388)	(416)
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	(38)	(68)
Dettes subordonnées	(23)	(28)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(868)**	**(1 009)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(2)**	**(4)**
Charges d'intérêts	**(1 444)**	**(1 653)**

(1) dont 1 9M€ sur créances dépréciées (Stage 3) au 31/12/2021, contre 2M€ au 31/12/2020.

(2) dont 1 1M€ correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31/12/2021, contre 1 2M€ au 31/12/2020.

Les produits d'intérêts incluent les effets de la catch-up résultant de la prorogation des PGE pour un montant de 14 M€.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.2. Produits et charges de commissions

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	85	(11)	74	76	(10)	66
Sur opérations avec la clientèle	53	(17)	36	53	(19)	34
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	3	-	3	3	-	3
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	1 865	(310)	1 555	1 764	(281)	1 483
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	57	-	57	42	-	42
Total Produits et charges de commissions	**2 063**	**(338)**	**1 725**	**1 938**	**(310)**	**1 628**

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dividendes reçus	29	2
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3	3
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	19	22
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	5	4
Résultat de la comptabilité de couverture	7	(7)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	**63**	**24**

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Profits	Pertes	Net (1)	Profits	Pertes	Net (1)
Couverture de juste valeur	36	(36)	-	40	(40)	-
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	27	(9)	18	28	(12)	16
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	9	(27)	(18)	12	(28)	(16)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	2 231	(2 224)	7	1 709	(1 716)	(7)
Variations de juste valeur des éléments couverts	693	(1 532)	(839)	1 064	(652)	412
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	1 538	(692)	846	645	(1 064)	(419)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	2 267	(2 260)	7	1 749	(1 756)	(7)

(1) Dont +4 M€ d'inefficacité de couverture au 31 décembre 2021, contre -12 M€ au 31 décembre 2020

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	1	2
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1**	**2**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres de dettes	1	1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**1**	**1**
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**-**	**-**
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	**1**	**1**

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4 10 «Coût du risque».

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

4.7. Produits (charges) nets des autres activités

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-
Autres produits (charges) nets	0	34
Produits (charges) des autres activités	**0**	**34**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.8. Charges générales d'exploitation

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charges de personnel	(1 375)	(1 330)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(136)	(127)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation (2)	(624)	(573)
Charges générales d'exploitation	**(2 135)**	**(2 030)**

(1) Dont -58 8M€ comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique (FRU) au 31 décembre 2021 (contre -41 7M€ au 31 décembre 2020), et -17M€ comptabilisés au titre du Fonds de Garantie des Dépôts au 31 décembre 2021 (contre -7.9M€ au 31 décembre 2020)

(2) Dont loyers et charges locatives sur immobilier: -23M€ au 31 décembre 2021 (contre -27M€ au 31 décembre 2020) L'application des recommandations de l'IFRS-IC a conduit au T4 2020 à un retraitement de +32,7M€ portant sur les loyers 2019 et a eu un effet de +27,8M€ sur les loyers 2020.

Honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du groupe LCL intégrées globalement.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2021 est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes de LCL

en milliers d'euros hors taxes	PricewaterhouseCoopers Audit		MAZARS		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**379**	**386**	**292**	**281**	**671**
Emetteur	*337*	*337*	*281*	*281*	*618*
Filiales intégrées globalement	*42*	*49*	*11*	-	*53*
Services autres que la certification des comptes	**34**	**30**	**25**	**28**	**59**
Emetteur	*31*	*31*	*25*	*28*	*56*
Filiales intégrées globalement	*3*	*(1)*	-	-	*3*
Total	**413**	**416**	**317**	**309**	**730**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de LCL, figurant aux compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 413k€, dont 379k€ au titre de la mission de certification des comptes de LCL et ses filiales, et 34k€ au titre de services autres que la certification des comptes (validation du rapport de gestion, validation du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, rapport sur les conventions réglementées, attestation mécénat, respect des exigences applicables au format électronique des comptes consolidés).

Le montant total des honoraires de Mazars, Commissaire aux comptes de LCL, figurant aux compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 317k€, dont 292k€ au titre de la mission de certification des comptes de LCL et ses filiales, et 25k€ au titre de services autres que la certification des comptes (validation du rapport de gestion, validation du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, rapport sur les conventions réglementées, attestation mécénat, respect des exigences applicables au format électronique des comptes consolidés, lettres d'indépendance).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du groupe LCL, consolidées par intégration globale

en milliers d'euros hors taxes	EY		Deloitte		KPMG		AUTRE		Total 2021
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	-	-	-	-	-	-	**29**	**63**	**29**
Emetteur	-		-		-		-	-	-
Filiales intégrées globalement							*29*	*63*	*29*
Services autres que la certification des comptes (1)	**1**	-	-	-	-	-	**2**	**2**	**3**
Emetteur	*1*		-		-		-	-	*1*
Filiales intégrées globalement							*2*	*2*	*2*
Total	**1**	-	-	-	-	-	**31**	**65**	**32**

(1) Les services autres que la certification des comptes recensés correspondent aux missions réalisées par les cabinets dans les sociétés où ils sont Commissaires aux comptes.

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dotations aux amortissements	**(242)**	**(296)**
Immobilisations corporelles (1)	(205)	(249)
Immobilisations incorporelles	(37)	(47)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**1**	**1**
Immobilisations corporelles	1	1
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	**(241)**	**(295)**

(1) Dont -80 8M€ comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 31/12/2021, contre -115 1M€ au 31/12/2020 L'application des recommandations de l'IFRS-IC a conduit en décembre 2020 à effectuer un retraitement de -31,9M€ portant sur les amortissements des droits d'utilisation 2019 et a eu un effet de -26,7M€ sur les amortissements des droits d'utilisation 2020.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.10. Coût du risque

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2)	**(46)**	**(183)**
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**110**	**(83)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	86	(71)
Engagements par signature	24	(12)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**(156)**	**(100)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(123)	(87)
Engagements par signature	(33)	(13)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3)	**(131)**	**(176)**
Stage 3 : Actifs dépréciés	**(131)**	**(176)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(104)	(177)
Engagements par signature	(27)	1
Autres actifs	**(1)**	**(3)**
Risques et charges	**(6)**	**3**
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (1)	**(184)**	**(359)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(33)	(27)
Récupérations sur prêts et créances	6	6
comptabilisés au coût amorti	6	6
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(6)	(9)
Pertes sur engagements par signature	(1)	(1)
Autres pertes	(1)	-
Autres produits	-	-
Coût du risque	**(219)**	**(390)**

(1) Dont impact crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les Stages 1 et 2 : -65,4 M€ au 31/12/2021 en Stage 2, contre -178 M€ au 31/12/2020 (-90 M€ en Stage 1 et -88 M€ en Stage 2)

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**6**	**2**
Plus-values de cession	6	2
Moins-values de cession	-	-
Titres de capitaux propres consolidés	**-**	**-**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	**-**	**-**
Gains ou pertes nets sur autres actifs	**6**	**2**

4.12. Impôts

Charge d'impôt

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charge d'impôt courant	(311)	(294)
Charge d'impôt différé	24	71
Total Charge d'impôt	**(287)**	**(223)**

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Base	Taux d'impôt	Impôt	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	1 034	28,41%	(294)	721	32,02%	(231)
Effet des différences permanentes		1,02%	(10)		1,83%	(13)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,76)%	18		(1,78)%	13
Changement de taux		0,00%	-		(0,01)%	-
Effet de l'imposition à taux réduit		(0,46)%	5		(0,93)%	7
Effet des autres éléments		0,55%	(6)		(0,23)%	1
Taux et charge effectifs d'impôt		**27,76%**	**(287)**		**30,90%**	**(223)**

Le taux d'impôt théorique 28,41% de 2021 est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2021.

Le taux d'impôt théorique 32,02% de 2020 est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2020.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à -2,5M€ au 31 décembre 2021, contre -2,9M€ au 31 décembre 2020.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	16	(15)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	(1)	1
Ecart de réévaluation de la période	(1)	1
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(9)	2
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	6	(12)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	6	(12)
Dont part du Groupe	6	(12)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

5. Informations sectorielles

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondant aux métiers de LCL et conformes à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A., sont les suivants :

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020		
	Banque de proximité en France	**Activités hors métiers**	**Total**	**Banque de proximité en France**	**Activités hors métiers**	**Total**
Produit net bancaire	3 696	(73)	3 623	3 521	(87)	3 434
Charges d'exploitation	(2 371)	(5)	(2 376)	(2 319)	(6)	(2 325)
Résultat brut d'exploitation	**1 325**	**(78)**	**1 247**	**1 202**	**(93)**	**1 109**
Coût du risque	(219)	-	(219)	(390)	-	(390)
Résultat d'exploitation	**1 106**	**(78)**	**1 028**	**812**	**(93)**	**719**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	-	6	2	-	2
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 112**	**(78)**	**1 034**	**814**	**(93)**	**721**
Impôts sur les bénéfices	(309)	22	(287)	(252)	29	(223)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	**803**	**(56)**	**747**	**562**	**(64)**	**498**

5.2. Information sectorielle par zone géographique

Le groupe LCL exerce son activité principalement sur la zone géographique France (y compris DROM COM).

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6. Notes relatives au bilan

6.1. Caisse, banques centrales

en millions d'euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	904		902	
Banques centrales	18 842	1	17 380	2
Valeur au bilan	**19 746**	**1**	**18 282**	**2**

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	268	453
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	564	558
Instruments de capitaux propres	564	558
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	**832**	**1 011**
Dont Titres prêtés	**-**	**-**

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	268	453
Valeur au bilan	**268**	**453**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Actions et autres titres à revenu variable	20	18
Titres de participation non consolidés	544	540
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**564**	**558**

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres de dettes	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
OPCVM	-	-
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	-	-

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	265	449
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	**265**	**449**

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	265	449
Valeur au bilan	**265**	**449**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en résultat net

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 « Comptabilité de couverture ».

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

en millions d'euros	31/12/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	230	17	(7)
Total	**230**	**17**	**(7)**

en millions d'euros	31/12/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	193	17	(7)
Total	**193**	**17**	**(7)**

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Au 31 décembre 2021, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

en millions d'euros	31/12/2021			
	Valeur au bilan	**Gains latents**	**Pertes latentes**	**Gains/pertes latents sur la période**
Actions et autres titres à revenu variable	166	9	-	(1)
Titres de participation non consolidés	64	8	(7)	-
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**230**	**17**	**(7)**	**(1)**
Impôts sur les bénéfices		(3)	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		**14**	**(7)**	**(1)**

en millions d'euros	31/12/2020			
	Valeur au bilan	**Gains latents**	**Pertes latentes**	**Gains/pertes latents sur la période**
Actions et autres titres à revenu variable	132	9	-	1
Titres de participation non consolidés	61	8	(7)	-
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**193**	**17**	**(7)**	**1**
Impôts sur les bénéfices		(3)	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		**14**	**(7)**	**1**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

en millions d'euros	31/12/2021		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	**Gains cumulés réalisés**	**Pertes cumulées réalisées**
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) (1)		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné

en millions d'euros	31/12/2020		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	**Gains cumulés réalisés**	**Pertes cumulées réalisées**
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	-	-	-
Impôts sur les bénéfices		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt) (1)		-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.5. Actifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Prêts et créances sur les établissements de crédit	23 323	22 168
Prêts et créances sur la clientèle (1)	149 221	141 210
Titres de dettes	704	696
Valeur au bilan	**173 248**	**164 074**

(1) Au 31/12/2021, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par LCL s'élève à 6,4Mds€ (contre 7,9Mds€ au 31/12/2020)

Prêts et créances sur les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	23 158	21 971
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	193	175
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	167	256
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	170	200
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	**23 328**	**22 171**
Dépréciations	(5)	(3)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	**23 323**	**22 168**
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	**-**	**-**
Valeur au bilan	**23 323**	**22 168**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Prêts et créances sur la clientèle

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	148	93
Autres concours à la clientèle	148 940	141 012
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	10	4
Avances en comptes courants d'associés	2	2
Comptes ordinaires débiteurs	1 948	1 972
Valeur brute	**151 048**	**143 083**
Dépréciations	(1 827)	(1 873)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**149 221**	**141 210**
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	**-**	**-**
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	**-**	**-**
Valeur au bilan	**149 221**	**141 210**

Titres de dettes

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	726	717
Total	**726**	**717**
Dépréciations	(22)	(21)
Valeur au bilan	**704**	**696**

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Au 31 décembre 2021 comme à fin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par des actifs transférés décomptabilisés ou non décomptabilisés.

6.7. Expositions au risque souverain

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.8. Passifs financiers au coût amorti

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Dettes envers les établissements de crédit	33 296	34 348
Dettes envers la clientèle	144 214	135 374
Dettes représentées par un titre	8 103	6 461
Valeur au bilan	**185 613**	**176 183**

Dettes envers les établissements de crédit

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	33 296	34 348
dont comptes ordinaires créditeurs	845	776
dont comptes et emprunts au jour le jour	254	254
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	**33 296**	**34 348**
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	**-**	**-**
Valeur au bilan	**33 296**	**34 348**

Dettes envers la clientèle

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	78 657	71 666
Comptes d'épargne à régime spécial	52 570	49 559
Autres dettes envers la clientèle	12 987	14 149
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Dettes nées d'opérations de réassurance	-	-
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	-	-
Valeur au bilan	**144 214**	**135 374**

Dettes représentées par un titre

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	695	881
Titres de créances négociables	5 368	2 966
Emprunts obligataires	2 040	2 614
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	**8 103**	**6 461**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.9. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – actifs financiers

en millions d'euros	31/12/2021					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	1 917	-	1 917	1 673	-	244
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	**1 917**	**-**	**1 917**	**1 673**	**-**	**244**

en millions d'euros	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	2 509	-	2 509	2 143	-	366
Prises en pension de titres	1	-	1	-	-	1
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	**2 510**	**-**	**2 510**	**2 143**	**-**	**367**

Compensation – passifs financiers

en millions d'euros	31/12/2021					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	2 683	-	2 683	1 673	955	55
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	**2 683**	**-**	**2 683**	**1 673**	**955**	**55**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	4 108	-	4 108	2 143	1 922	43
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Emprunts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	**4 108**	**-**	**4 108**	**2 143**	**1 922**	**43**

6.10. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courants	364	290
Impôts différés	852	1 112
Total Actifs d'impôts courants et différés	**1 216**	**1 402**
Impôts courants	320	314
Impôts différés	311	554
Total Passifs d'impôts courants et différés	**631**	**868**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

en millions d'euros	31/12/2021		31/12/2020	
	Impôts différés Actif	**Impôts différés Passif**	**Impôts différés Actif**	**Impôts différés Passif**
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**517**	**3**	**505**	**3**
Charges à payer non déductibles	15	-	13	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	438	-	485	-
Autres différences temporaires	64	3	7	3
Impôts différés sur réserves latentes	**-**	**3**	**-**	**3**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	3	-	3
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	**335**	**305**	**607**	**548**
Total Impôts différés	**852**	**311**	**1 112**	**554**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.11. Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Autres actifs	**1 808**	**2 725**
Comptes de stocks et emplois divers	-	-
Débiteurs divers (1) (2)	1 783	2 722
Comptes de règlements	25	3
Comptes de régularisation	**1 937**	**1 836**
Comptes d'encaissement et de transfert	1 334	1 300
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits à recevoir	281	311
Charges constatées d'avance (3)	140	62
Autres comptes de régularisation	182	163
Valeur au bilan	**3 745**	**4 561**

(1) dont 956M€ au 31/12/2021 contre 1922M€ au 31/12/2020 suite à la collatéralisation avec CACIB dans le cadre des opérations de marché

2) dont 35,8M€ au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie au 31/12/2021 contre 26,5 au 31/12/2020 Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

(3) dont actifs d'excédents de régime sur engagements de retraite· 122,9 M€ au 31/12/2021.

L'impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 a eu pour conséquence la constitution d'un excédent d'actif de 105M€ en compte de régularisation et actifs divers au 01/01/2021

Comptes de régularisation et passifs divers

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Autres passifs (1)	**941**	**963**
Comptes de règlements	1	24
Créditeurs divers	559	506
Versements restant à effectuer sur titres	63	79
Dettes locatives	318	354
Comptes de régularisation	**2 090**	**2 025**
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	630	529
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	536	668
Charges à payer	721	710
Autres comptes de régularisation	203	118
Valeur au bilan	**3 031**	**2 988**

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées

(2) Les montants sont indiqués en net

6.12. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.13. Co-entreprises et entreprises associées

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.14. Immeubles de placement

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

en millions d'euros	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	3 291	-	188	(96)	-	-	3 383
Amortissements et dépréciations	(1 693)	-	(205)	75	-	-	(1 823)
Valeur au bilan	**1 598**	**-**	**(17)**	**(21)**	**-**	**-**	**1 560**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	838	-	49	(11)	-	-	876
Amortissements et dépréciations	(649)	-	(37)	6	-	-	(680)
Valeur au bilan	**189**	**-**	**12**	**(5)**	**-**	**-**	**196**

en millions d'euros	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements (1) (2)	31/12/2020
Immobilisations corporelles							
Valeur brute	2 953	-	210	(84)	-	212	3 291
Amortissements et dépréciations	(1 475)	-	(217)	31	-	(32)	(1 693)
Valeur au bilan	**1 478**	**-**	**(7)**	**(53)**	**-**	**180**	**1 598**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	823	-	48	(33)	-	-	838
Amortissements et dépréciations	(628)	-	(46)	25	-	-	(649)
Valeur au bilan	**195**	**-**	**2**	**(8)**	**-**	**-**	**189**

(1) Impact Autres mouvements Interfimo transfert en titres de 6M€ correspondant à la SCI La Maison des Professions Libérales

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

(2) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 513 M€ au 31/12/2019 (contre 294M€ avant application de la décision IFRS IC).

6.16. Écarts d'acquisition

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.17. Provisions techniques des contrats d'assurance

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.18. Provisions

en millions d'euros	31/12/2020	01/01/2021 (1)	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Risques sur les produits épargne-logement	112		-	1	-	-	-	-	113
Risques d'exécution des engagements par signature	221		-	244	-	(209)	-	3	259
Risques opérationnels	38		-	39	(2)	(4)	-	-	71
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	132	(43)	-	25	(17)	(10)	-	1	88
Litiges divers	15		-	6	(1)	(4)	-	-	16
Participations	-		-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	17		-	21	(3)	(13)	-	-	22
Autres risques	117		-	21	(3)	(10)	2	-	127
TOTAL	**652**	**(43)**	**-**	**357**	**(26)**	**(250)**	**2**	**4**	**696**

(1) Impact estimé de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies -148M€, se traduisant par une diminution du passif de provision de -43M€ et la constatation d'un actif d'excédent de régime à hauteur de 105M€. (Cf. note 1 1 Normes applicables et comparabilité)

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les engagements sociaux (retraites) aurait été de 134M€

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2020
Risques sur les produits épargne-logement	98	-	14	-	-	-	-	112
Risques d'exécution des engagements par signature	203	-	207	(1)	(184)	-	(4)	221
Risques opérationnels	59	-	10	(5)	(12)	-	(14)	38
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	119	-	56	(23)	(36)	-	16	132
Litiges divers	14	-	4	(1)	(2)	-	-	15
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	20	-	-	(3)	-	-	-	17
Autres risques	153	-	24	(17)	(41)	(2)	-	117
TOTAL	**666**	**-**	**315**	**(50)**	**(275)**	**(2)**	**(2)**	**652**

Provision épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	816	673
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 952	3 927
Ancienneté de plus de 10 ans	4 013	4 168
Total plans d'épargne-logement	**8 781**	**8 768**
Total comptes épargne-logement	**1 349**	**1 344**
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	**10 130**	**10 112**

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2021 pour les données au 31 décembre 2021 et à fin novembre 2020 pour les données au 31 décembre 2020.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement	1	2
Comptes épargne-logement	7	12
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	**8**	**14**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1	1
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	29	33
Ancienneté de plus de 10 ans	83	78
Total plans d'épargne-logement	**113**	**112**
Total comptes épargne-logement	**-**	**-**
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	**113**	**112**

en millions d'euros	31/12/2020	Dotations	Reprises	31/12/2021
Plans d'épargne-logement	112	1	-	113
Comptes épargne-logement	-	-	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	**112**	**1**	**-**	**113**

6.19. Dettes subordonnées

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de LCL.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement – Directive CRD IV / Règlement CRR[2] – définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoit les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par renflouement interne ("*Bail-in*") dans certaines circonstances, notamment en cas de mise en résolution de la banque émettrice, conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2]).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable et ce en fonction de la date à laquelle ils ont été émis (les dettes subordonnées sont junior aux titres senior non préférés et préférés).

Les différents types d'instruments subordonnés dont dispose le Groupe LCL au 31/12/2021 sont détaillés ci-dessous :

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020

[2] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée depuis la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019, en ce compris au travers de de la Directive (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémenté et amendé depuis, en ce compris au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019.

[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée depuis, en ce compris au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Dettes subordonnées à durée déterminée	1 481	1 491
Dettes subordonnées à durée indéterminée	81	157
Dépôts de garantie à caractère mutuel	191	179
Titres et emprunts participatifs	-	60
Valeur au bilan	**1 753**	**1 887**

Émissions de dette "Senior non préférée"

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée "loi Sapin 2"), publiée au Journal officiel le 10 décembre 2016 et entrée en vigueur le 11 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre au critère d'éligibilité lié à la « subordination » des ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L. 613-30-3-I-4° et R. 613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD précitée et reprise indirectement dans les Règlements CRR s'agissant des instruments de dettes éligibles au ratio MREL sous réserve du respect des critères y afférents.

Dans le cadre d'une procédure de résolution, les titres senior non préférés pourront être dépréciés, en totalité ou en partie, ou convertis en capital (fonds propres de base de catégorie 1), au titre du renflouement interne (« *Bail-In* »), prioritairement aux autres dettes senior (les dettes « senior-préférées»), mais après seulement la dépréciation totale ou la conversion en capital des instruments subordonnés, en ce compris, sans limitation, les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 1 (CET1 et *Additional Tier 1*) et les instruments qualifiés de fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) et seulement si ces premières dépréciations ou conversions sont insuffisantes pour permettre le renflouement de l'établissement concerné.

En cas de liquidation, les titres Senior non préférés seront remboursés, s'il reste des fonds disponibles, après le remboursement total des dettes senior « préférées », mais avant les dettes subordonnées qualifiées ou non de fonds propres règlementaires.

L'encours de titres Senior non préférés émis par LCL s'élève ainsi à 2 040 M€ au 31 décembre 2021.

TITRES PARTICIPATIFS

L'assemblée générale des porteurs de Titres Participatifs qui s'est déroulée le 15/11/2021 a décidé d'inclure dans les termes et conditions de l'émission, une option de rachat à la main de l'émetteur.
LCL a décidé d'exercer cette option et a ainsi procédé au remboursement intégral de cette émission en date du 26/11/2021.
Le remboursement a été réalisé à la valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 60 M€.
Il est rappelé que les titres participatifs de LCL avaient été émis en octobre 1984 à un prix égal au pair.

Au titre de l'exercice 2020, un coupon brut de 0,12362€ par titre a été mis en paiement le 22 octobre 2021.
Il est rappelé les principes de rémunération suivants :

- La rémunération est payable le 22 octobre de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due.
- Cette rémunération ne peut en aucun cas être inférieure à 85 % du TMO ou supérieure à 130 % du TMO (le Taux Moyen Obligataire -TMO est la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à la date de règlement des souscriptions des emprunts garantis par l'Etat et assimilés).
- La partie fixe de la rémunération est égale à 40% du TMO, tel que défini ci-avant.
- La partie variable est égale à 33% du TMO, multiplié par un Coefficient de Participation (CP). Ce coefficient est établi par le calcul suivant :

$$\text{Coef Part 2019} \times \frac{\text{(RNPG 2020+effet distribution d'actifs 2020-effet augmentation capital 2020)}}{\text{(RNPG 2019+effet augmentation de capital 2019)}}$$

Les résultats retenus pour ce calcul sont établis à capitaux propres, périmètre de consolidation et principes comptables comparables.

Pour l'exercice 2020, les éléments du calcul sont :

- Résultat 2020 : 498 millions d'euros (en 2019 : 533 millions d'euros)

- Coefficient de Participation 2020 : 1,4159 (en 2019 : 1,5156)

Conformément aux dispositions du contrat d'émission, la rémunération servie aux porteurs de titres participatifs en octobre 2021 est égale à 86,73 % du TMO constaté pour la période du 1er septembre 2020 au 31 août 2021.

Les titres participatifs sont cotés en euros, coupon couru inclus, à la bourse de Paris. Le tableau ci-dessous reprend les principales données relatives à la situation boursière de ces titres (en euros):

Période	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Nombre de titres échangés
3e trimestre 2020	111,30	86.70	401
4e trimestre 2020	116,00	96.30	2 328
1er trimestre 2021	110,99	103,40	771
2e trimestre 2021	130,99	107,05	1287
3e trimestre 2021	130,00	125,00	969
4e trimestre 2021	N/A	N/A	N/A

Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)

- L'assemblée générale des porteurs des Titres subordonnés à durée indéterminée émis le 4 novembre 1985 qui s'est déroulée le 15/11/2021 a décidé d'inclure dans les termes et conditions de l'émission, une option de rachat à la main de l'émetteur.
LCL a décidé d'exercer cette option et a ainsi procédé au remboursement intégral de cette émission en date du 26/11/2021.
Le remboursement a été réalisé à la valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 61 M€.
Il est rappelé que les titres avaient été émis à un prix égal au pair.

- LCL a décidé d'exercer l'option de rachat des Titres subordonnés à durée indéterminée émis le 5 janvier 1987 selon les termes et conditions prévus par la documentation.
Conformément aux clauses de l'émission, le remboursement a été réalisé à 103% de valeur nominale des titres pour un montant en circulation d'environ 80 M€.
Il est rappelé que les titres avaient été émis à un prix égal au pair.

La rémunération des TSDI émis par LCL était établie sur la base d'un taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés (le TMO), diminuée d'une marge. Cette rémunération pouvait être différée en cas d'absence de bénéfice distribuable.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

6.20. Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021, le capital social de LCL s'élève à 2 037 713 591 euros composé de 393 158 237 actions ordinaires de 5,18 euros de valeur nominale entièrement libérées.

Actionnaires	Nombre de titres au 31/12/2020	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Autres mouvements	Nombre de titres au 31/12/2021	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S A	375 686 584	-	-	-	375 686 584	95,56%	95,56%
SACAM Développement	17 471 652	-	-	-	17 471 652	4,44%	4,44%
Autres actionnaires	1	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Total	**393 158 237**	**-**	**-**	**-**	**393 158 237**	**100,00%**	**100,00%**

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Capital autorisé mais non émis

A - Options de souscription d'actions

Au 31 décembre 2021, il n'existe plus d'options en vie et le Conseil d'administration ne dispose d'aucune autorisation accordée par une assemblée générale, en vue d'attribuer des options de souscription d'actions.

B - Autorisations générales d'émission de titres de capital ou donnant accès au capital

	Nombre de titres
Actions émises	393 158 237
Actions potentielles	96 470 436
Stocks-options en vie	-
Résolution AG 29/04/19 (augmentation capital dans la limite de 500 M€)	96 470 436
TOTAL actions émises et potentielles	**489 628 673**

Actions de préférences

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

Dividendes payés au cours de l'exercice

L'Assemblée générale des actionnaires de LCL du 29 avril 2021 a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0,97 euro.

Ce dividende a été mis en paiement en numéraire le 6 mai 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

(en euros)	2020	2019	2018	2017
Dividende ordinaire	381 363 490	0	0	0
Dividende majoré	0	0	0	0

Le montant relatif aux dividendes versés en 2021 au titre de l'exercice 2020 s'élève à 381 363 489,89 euros. Le versement de ces dividendes figure dans le tableau de variation des capitaux propres.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2021

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2021 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de LCL du 27/04/2022. Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la somme de 73 619 euros à la réserve spéciale relative aux acquisitions d'œuvres originales d'artistes vivants conformément aux dispositions de l'article 238 bis AB du CGI, et de verser sous forme de dividendes le solde du résultat social de l'exercice 2021. Le montant de dividendes total à distribuer au titre de l'exercice 2021 s'élève à 636 916 343,94 euros dont une partie pour un montant de 137 817,02 euros prélevé sur le poste «report à nouveau».

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 et de l'article 243 bis du CGI, les dividendes au titre des trois (3) derniers exercices s'établissaient ainsi :

	Nombre d'actions	Montant de la distribution	Dividende net par action	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3-2° du CGI (1)
2018	393 158 237	-	-	-
2019	393 158 237	-	-	-
2020	393 158 237	381 363 490€	0,97€	381 363 490€

(1) Cet abattement bénéficie aux seules personnes physiques domiciliées en France

Résultat par action

		31/12/2021	31/12/2020
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	747	498
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	*(en millions d'euros)*	(75)	(94)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	*(en millions d'euros)*	**672**	**404**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		393 158 237	393 158 237
Coefficient d'ajustement		-	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		393 158 237	393 158 237
Résultat de base par action	*(en euros)*	**1,71**	**1,03**
Résultat dilué par action (en euros)	*(en euros)*	**1,71**	**1,03**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Titres super subordonnés à durée indéterminée

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont:

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31/12/2021	Montants en euros au cours d'origine au 31/12/2021	Rémunération de la période	Montant en devises au 31/12/2020	Montants en euros au cours d'origine au 31/12/2020	Rémunération de la période
		en millions d'euros					
27/11/2015	Euro	530	530	(32)	530	530	(50)
27/03/2016	Euro	300	300	(38)	600	600	(44)
08/07/2021	Euro	350	350	(5)	-	-	-
Total		**1 180**	**1 180**	**(75)**	**1 130**	**1 130**	**(94)**

Les mouvements relatifs aux titres super subordonnés à durée indéterminée sont :

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(73)	(94)
Evolutions des nominaux	-	-
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	21	30
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-
Autres	-	-

6.21. Participations ne donnant pas le contrôle

En 2021, le groupe LCL n'a pas de participations significatives ne donnant pas le contrôle, il n'est donc pas concerné par cette note annexe.

6.22. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2021					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	19 746	-	-	-	-	**19 746**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	17	41	118	92	564	**832**
Instruments dérivés de couverture	11	12	158	1 468	-	**1 649**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	230	**230**
Actifs financiers au coût amorti	24 497	13 381	59 186	76 184	-	**173 248**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					261	**261**
Total Actifs financiers par échéance	**44 271**	**13 434**	**59 462**	**77 744**	**1 055**	**195 966**
Banques centrales	1	-	-	-	-	**1**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	24	41	116	84	-	**265**
Instruments dérivés de couverture	13	44	609	1 760	-	**2 426**
Passifs financiers au coût amorti	144 911	5 636	26 454	8 612	-	**185 613**
Dettes subordonnées	1	-	-	1 480	272	**1 753**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					64	**64**
Total Passifs financiers par échéance	**144 950**	**5 721**	**27 179**	**11 936**	**336**	**190 122**

en millions d'euros	31/12/2020					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	18 282	-	-	-	-	**18 282**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	21	84	149	199	558	**1 011**
Instruments dérivés de couverture	7	3	137	1 910	-	**2 057**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	193	**193**
Actifs financiers au coût amorti	22 221	18 658	49 770	73 425	-	**164 074**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					1 086	**1 086**
Total Actifs financiers par échéance	**40 531**	**18 745**	**50 056**	**75 534**	**1 837**	**186 703**
Banques centrales	2	-	-	-	-	**2**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34	83	146	186	-	**449**
Instruments dérivés de couverture	16	12	888	2 757	-	**3 673**
Passifs financiers au coût amorti	132 354	5 688	29 247	8 894	-	**176 183**
Dettes subordonnées	1	-	-	1 490	396	**1 887**
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					-	-
Total Passifs financiers par échéance	**132 407**	**5 783**	**30 281**	**13 327**	**396**	**182 194**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

7. Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1. Détail des charges de personnel

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Salaires et traitements	(785)	(764)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(128)	(129)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(3)	(4)
Autres charges sociales	(186)	(210)
Intéressement et participation	(118)	(85)
Impôts et taxes sur rémunération	(155)	(138)
Total Charges de personnel	**(1 375)**	**(1 330)**

7.2. Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2021	31/12/2020
France (1)	16 699	16 871
Étranger	-	-
Total	**16 699**	**16 871**

(1) Dont 62 pour Monaco au 31 décembre 2021 contre 64 au 31 décembre 2020.

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe LCL n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	**385**	**-**	**385**	**377**
Impact IFRIC IAS 19 à l'ouverture (2)	(148)	-	(148)	-
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	16	-	16	16
Coût financier	1	-	1	3
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	(5)
Variations de périmètre	(1)	-	(1)	1
Prestations versées (obligatoire)	(16)	-	(16)	(20)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1)	-	(1)	(14)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1	-	1	27
Dette actuarielle à la clôture	**237**	**-**	**237**	**385**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience

(2) Concernent l'impact de la 1ère application de la décision IFRS IC du 21 avril 2021 portant sur le calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies pour un montant de 148M€ au 1er janvier 2021 (Cf note 1 1 Normes applicables et comparabilité)

Au 1er janvier 2020, l'impact sur les dettes actuarielles aurait été de 134M€.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	16	-	16	11
Charge/produit d'intérêt net	(1)	-	(1)	-
Impact en compte de résultat à la clôture	**15**	**-**	**15**	**11**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Détail des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global non recyclables

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	**130**	**-**	**130**	**115**
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(14)	-	(14)	(4)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(1)	-	(1)	(14)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1	-	1	27
Ajustement de la limitation d'actifs	(2)	-	(2)	6
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture.	**114**	**-**	**114**	**130**

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience

Variation de juste valeur des actifs

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	**351**	**-**	**351**	**351**
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1	-	1	3
Gains/(pertes) actuariels	14	-	14	4
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	1
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	1
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(5)	-	(5)	(9)
Juste valeur des actifs à la clôture	**361**	**-**	**361**	**351**

Variation de juste valeur des droits à remboursement

Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 31 décembre 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Position nette

en millions d'euros	31/12/2021			31/12/2020
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	**237**	**-**	**237**	**385**
Impact de la limitation d'actifs	4	-	4	6
Juste valeur des actifs fin de période	(361)	-	(361)	(351)
Position nette (passif) / actif à la clôture	**120**	**-**	**120**	**(40)**

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation (1)	0,30%	0,34%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	5,20%	2,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,60%	2,10%
Taux d'évolution des coûts médicaux		

(1) Le taux d'actualisation est, conformément à la norme IAS 19, déterminé en fonction de la duration des régimes

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres)

Information sur les actifs des régimes – allocations d'actifs (1)

	31/12/2021											
en millions d'euros	Zone euro			Hors zone euro			Mixte toutes zones			Toutes zones		
	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté	En %	en montant	dont coté
Actions (1)	11,7%	32	-	14,8%	40	-	0,0%	-	-	26,5%	72	-
Obligations (1)	29,6%	80	-	5,3%	15	-	0,0%	-	-	34,9%	95	-
Immobilier	2,7%	7	-	0,0%	-	-	0,0%	-	-	2,7%	7	-
Autres actifs	35,7%	97		0,2%	1		0,0%	-		35,9%	98	

(1) Dont instruments émis par l'entité : 0

Au 31 décembre 2021, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -3,4 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 3,7 %.

7.5. Autres avantages sociaux

La Rémunération Variable Collective (RVC) de LCL regroupe les dispositifs d'intéressement et de participation. Le montant de l'intéressement est égal à la différence entre le montant total de la RVC et celui de la participation, calculée selon la formule légale.

L'accord d'intéressement a été renégocié en 2016, conduisant à une nouvelle formule de calcul de l'intéressement.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Depuis l'exercice 2016, la RVC correspond à une quote-part du résultat net avant impôts du pôle d'activité «LCL Banque de Proximité». La méthode de répartition de ces montants entre les collaborateurs n'a pas évolué: la participation et l'intéressement restent répartis pour moitié en fonction du temps de présence et pour moitié en fonction de la rémunération brute fiscale perçue au cours de l'exercice considéré, dans la limite d'un plafond.

LCL verse une gratification subordonnée à l'obtention de la Médaille d'Honneur du travail. Auparavant perçue avec un décalage de 5 ans par rapport à l'obtention de la Médaille d'Honneur du travail, depuis 2011 cette gratification est versée concomitamment à l'obtention de la Médaille d'Honneur. Cette prime représentant l'équivalent d'un 13éme mois est attribuée à 20, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Les provisions constituées par le groupe LCL au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 199M€ à la fin de l'exercice 2021.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Médaille du travail	81	86
Provision intéressement / participation	118	83
Total	**199**	**169**

7.6. Paiements à base d'actions

Il n'existe pas de plan d'options d'actions dénoué par instruments de capitaux propres de LCL ni d'autorisation pour le conseil d'administration d'en attribuer.

7.7. Rémunérations de dirigeants

Comité exécutif

L'ensemble des membres du comité exécutif ont perçu en 2021 au titre des :

- ✓ Avantages à court terme hors charges patronales (y compris intéressement et avantages en nature) : 4 078K€ ;
- ✓ Avantages postérieurs à l'emploi : 283 K€ ;
- ✓ Autres avantages à long terme : néant ;
- ✓ Indemnités de fin de contrat de travail : néant ;
- ✓ Paiements en actions (IAS 24§17) : sans objet.

Conseil d'administration

Sur la base d'une enveloppe globale de 350 K€ fixée par l'Assemblée générale du 15 mai 2006 et qui reste valable jusqu'à nouvel ordre, il a été attribué aux membres du Conseil d'administration une rémunération d'un montant total net de 161K€ au titre de l'exercice 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

8. Contrats de location

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles détenues en propre	1 235	1 239
Droits d'utilisation des contrats de location	325	359
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	**1 560**	**1 598**

LCL est également preneur dans des contrats de location de véhicules et de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. LCL a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

LCL est preneur de nombreux actifs immobiliers (bureaux, agences, baux bourgeois).

Les informations relatives aux contrats dont LCL est preneur sont présentées ci-dessous :

en millions d'euros	31/12/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2021
Immobilier							
Valeur brute	562	-	66	(38)	-	-	590
Amortissements et dépréciations	(203)	-	(81)	19	-	-	(265)
Total Immobilier	**359**	**-**	**(15)**	**(19)**	**-**	**-**	**325**
Mobilier	-						
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Droits d'utilisation	**359**	**-**	**(15)**	**(19)**	**-**	**-**	**325**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	01/01/2020	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements (1)	31/12/2020
Immobilier							
Valeur brute	347	-	68	(71)	-	218	562
Amortissements et dépréciations	(106)	-	(83)	18	-	(32)	(203)
Total Immobilier	**241**	**-**	**(15)**	**(53)**	**-**	**186**	**359**
Mobilier							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Droits d'utilisation	**241**	**-**	**(15)**	**(53)**	**-**	**186**	**359**

(1) Tenant compte des effets de première application de la décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur la durée des contrats de location IFRS 16, le solde des droits d'utilisation au bilan aurait été de 516M€ au 31/12/2019.

Echéancier des dettes locatives

en millions d'euros	31/12/2021			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**82**	**190**	**46**	**318**

en millions d'euros	31/12/2020			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**80**	**232**	**42**	**354**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Détail des charges et produits de contrats de location

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(2)	(4)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	**(2)**	**(4)**
Charges relatives aux contrats de location court terme	(1)	(4)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(1)	(3)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	(1)
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	**(2)**	**(8)**
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(81)	(115)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**(81)**	**(115)**
Total Charges et produits de contrats de location	**(85)**	**(127)**

Montants des flux de trésorerie de la période

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	**(94)**	**(97)**

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les contrats de location proposés par LCL à ses clients sont tous classés en location simple.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Produits de contrats de location

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Location-financement	**-**	**-**
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	**26**	**25**
Produits locatifs	26	25

Echéancier des paiements de loyers à recevoir

Au 31 décembre 2021 le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

9. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Engagements donnés	**31 301**	**30 429**
Engagements de financement	**19 877**	**19 594**
Engagements en faveur des établissements de crédit	47	35
Engagements en faveur de la clientèle	19 830	19 559
Ouverture de crédits confirmés	6 554	7 075
Ouverture de crédits documentaires	134	105
Autres ouvertures de crédits confirmés	6 420	6 970
Autres engagements en faveur de la clientèle	13 276	12 484
Engagements de garantie	**11 424**	**10 835**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	374	427
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	42	61
Autres garanties	332	366
Engagements d'ordre de la clientèle	11 050	10 408
Cautions immobilières	15	4
Autres garanties d'ordre de la clientèle	11 035	10 404
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	**127 552**	**119 385**
Engagements de financement	**6 382**	**6 236**
Engagements reçus des établissements de crédit	2 547	2 751
Engagements reçus de la clientèle	3 835	3 485
Engagements de garantie	**121 170**	**113 149**
Engagements reçus des établissements de crédit	80 643	74 222
Engagements reçus de la clientèle	40 527	38 927
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (1)	5 943	7 269
Autres garanties reçues	34 584	31 658
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, LCL a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des garanties de l'Etat français (PGE) Au 31/12/2021 le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 5,782 Mds€ (contre 7,179 Mds€ au 31/12/2020)

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Instruments financiers remis et reçus en garantie

en millions d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) (1)	68 526	65 371
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché (2)	956	1 922
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	**69 482**	**67 293**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	1
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	**-**	**1**

(1) Augmentation des créances apportées à la BDFdans le POOL 3G via CAsa sur 2021 : +3,6 Mds€

(2) 956 M€ au 31 décembre 2021 contre 1922 M€ au 31 décembre 2020 suite à la diminution du collatéral versé à CACIB dans le cadre des opérations de marché.

Créances apportées en garantie

Au 31 décembre 2021, LCL a apporté 68 526M€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 65 371M€ au 31 décembre 2020. LCL conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, LCL a apporté :

- 55 774M€ de créances et 2 565M€ de titres à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 52 178M€ et 2 565M€ au 31 décembre 2020,
- 955M€ de créances hypothécaires dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 1 205M€ au 31 décembre 2020,
- 9 164M€ de créances dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de CAHL SFH (Crédit Agricole Home LOAN SFH) contre 9 287M€ au 31 décembre 2020.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le Groupe LCL et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives, et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité du Groupe.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

10. Reclassements d'instruments financiers

Au 31 décembre 2021, comme en 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

11. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'*exit price*).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des donnés de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**172 544**	**183 920**	**-**	**25 065**	**158 855**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**23 323**	**23 519**	**-**	**23 235**	**284**
Comptes ordinaires et prêts JJ	360	360	-	360	-
Comptes et prêts à terme	22 793	22 964	-	22 875	89
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	170	195	-	-	195
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**149 221**	**160 401**	**-**	**1 830**	**158 571**
Créances commerciales	143	143	-	-	143
Autres concours à la clientèle	147 262	158 442	-	44	158 398
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	9	9	-	9	-
Avances en comptes courants d'associés	2	1	-	-	1
Comptes ordinaires débiteurs	1 805	1 806	-	1 777	29
Titres de dettes	**704**	**701**	**37**	**230**	**434**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	704	701	37	230	434
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**173 248**	**184 621**	**37**	**25 295**	**159 289**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	**163 378**	**180 066**	**-**	**24 090**	**155 976**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**22 168**	**22 642**	**-**	**22 252**	**390**
Comptes ordinaires et prêts JJ	431	432	-	432	-
Comptes et prêts à terme	21 537	21 980	-	21 820	160
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	200	230	-	-	230
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**141 210**	**157 424**	**-**	**1 838**	**155 586**
Créances commerciales	88	88	-	-	88
Autres concours à la clientèle	139 298	155 512	-	49	155 463
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	4	3	-	3	-
Avances en comptes courants d'associés	2	2	-	2	-
Comptes ordinaires débiteurs	1 818	1 819	-	1 784	35
Titres de dettes	**696**	**717**	**60**	**652**	**5**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	696	717	60	652	5
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**164 074**	**180 783**	**60**	**24 742**	**155 981**

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2021	Juste valeur au 31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**33 296**	**33 361**	**-**	**33 361**	**-**
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 099	1 099	-	1 099	-
Comptes et emprunts à terme	32 197	32 262	-	32 262	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	**144 214**	**144 339**	**-**	**91 769**	**52 570**
Comptes ordinaires créditeurs	78 657	78 657	-	78 657	-
Comptes d'épargne à régime spécial	52 570	52 570	-	-	52 570
Autres dettes envers la clientèle	12 987	13 112	-	13 112	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	**8 103**	**8 249**	**-**	**8 249**	**-**
Dettes subordonnées	**1 753**	**1 966**	**-**	**1 966**	**-**
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**187 366**	**187 915**	**-**	**135 345**	**52 570**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	Valeur au bilan au 31/12/2020	Juste valeur au 31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	**34 348**	**34 530**	**-**	**34 530**	**-**
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 030	1 030	-	1 030	-
Comptes et emprunts à terme	33 318	33 500	-	33 500	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	**135 374**	**135 548**	**-**	**85 989**	**49 559**
Comptes ordinaires créditeurs	71 666	71 666	-	71 666	-
Comptes d'épargne à régime spécial	49 559	49 559	-	-	49 559
Autres dettes envers la clientèle	14 149	14 323	-	14 323	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	**6 461**	**6 600**	**-**	**6 600**	**-**
Dettes subordonnées	**1 887**	**2 080**	**-**	**2 080**	**-**
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	**178 070**	**178 758**	**-**	**129 199**	**49 559**

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché,
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché,
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics,
- des actifs ou passifs exigibles à vue,
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debt Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustement* –CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Valuation Adjustment* – DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut, en priorité directement, est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**268**	**-**	**268**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	268	-	268	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**564**	**1**	**275**	**288**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**564**	**1**	**275**	**288**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Actions et autres titres à revenu variable	20	1	2	17
Titres de participation non consolidés	544	-	273	271
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**230**	-	**64**	**166**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	230	-	64	166
Actions et autres titres à revenu variable	166	-	23	143
Titres de participation non consolidés	64	-	41	23
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**1 649**	-	**1 649**	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**2 711**	**1**	**2 256**	**454**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1		386
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**1**	**-**	**386**

Les transferts issus du niveau 2 résultent d'une revue de l'identification des niveaux de juste valeur sur des titres déjà présents au 31 décembre 2020.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**453**	**-**	**453**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	453	-	453	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**558**	**-**	**543**	**15**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**558**	**-**	**543**	**15**
Actions et autres titres à revenu variable	18	-	18	-
Titres de participation non consolidés	540	-	525	15
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**193**	**-**	**193**	**-**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	193	-	193	-
Actions et autres titres à revenu variable	132	-	132	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Titres de participation non consolidés	61	-	61	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**2 057**	**-**	**2 057**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**3 261**	**-**	**3 246**	**15**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**-**	**-**	**-**

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

en millions d'euros	31/12/2021	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**265**	**-**	**265**	**-**
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	265	-	265	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**2 426**	**-**	**2 426**	**-**
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	**2 691**	**-**	**2 691**	**-**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		**-**	**-**	**-**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

en millions d'euros	31/12/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**449**	**-**	**449**	**-**
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	449	-	449	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 673**	**-**	**3 673**	**-**
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	**4 122**	**-**	**4 122**	**-**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		**-**	**-**	**-**

Changements de modèles de valorisation

Néant

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

En millions d'euros	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					Instruments dérivés
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
Solde d'ouverture (01/01/2021)	**15**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	(19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	386	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	386	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**454**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

En millions d'euros	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																			
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI								Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
							Titres de dettes										Titres de dettes		
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Titres de dettes	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes
Solde d'ouverture (01/01/2021)	**-**	**15**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Gains /pertes de la période (1)	1	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	1	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	(19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmetre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	16	242	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	16	242	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**17**	**271**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

En millions d'euros	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres							Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables					
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Créances sur la clientèle			
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Titres de dettes	
Solde d'ouverture (01/01/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	35	3	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	108	20	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	108	20	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	**143**	**23**	-	-	-	-	-	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**24**
Comptabilisés en résultat	24
Comptabilisés en capitaux propres	-

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

En millions d'euros	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
Solde d'ouverture (01/01/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2021)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres".

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

12. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Au 31 décembre 2021 le Groupe LCL n'a pas eu d'évolutions comptables ni d'autres événements à notifier. Il n'est donc pas concerné par cette note annexe.

13. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2021

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont tous établis à la même date que celle des états financiers du Groupe LCL.

Opérations de titrisation et fonds dédiés

En 2019, le groupe LCL a mis en place une première opération de titrisation et de fonds dédiés.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du GROUPE LCL	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	Méthode de consolidation au 31/12/2021	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Établissements bancaires et financiers									
Cie interprofessionnelle de financement immobilier "Interfimo"		France		Filiale	IG	98.95	98 95	98.95	98.95
Fimo Courtage		France		Filiale	IG	100	100	98.95	98.95
Divers									
Angle neuf		France		Filiale	IG	100	100	100	100
CL Développement Economique "CLDE"		France		Filiale	IG	100	100	100	100
Société de Titrisation FCT True Sale (compartiment LCL)		France		Entité structurée contrôlée	IG	100	100	100	100

(1) Entrée dans le périmètre
Sortie de périmètre
Changement de méthode

(2) Filiale
Entité structurée contrôlée
Co-entreprise
Co-entreprise structurée
Opération en commun
Entreprise associée
Entreprise associée structurée

Entrées

Le Groupe LCL n'a pas ouvert son périmètre de consolidation à de nouvelles entités en 2021.

Sorties

Le Groupe LCL n'a pas effectué de sortie de périmètre de consolidation de ses entités en 2021.

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

14. Participations et entités structurées non consolidées

14.1. Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 607 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 601 millions d'euros au 31 décembre 2020.

14.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt 31/12/2021	Motif d'exclusion du périmètre de consolidation		
			Seuil de matérialité	Autres	Raison opérationnelle
CARIOU HOLDING	France	21,43%	X		
S.C.I. METROPOLIS	Monaco	100,00%	X		
L'AUXILIAIRE PHARMACEUTIQUE	France	98,95%	X		
FRANCLIM	France	100,00%	X		
SNC LCL DEVELOPPEMENT FONCIER (ex MORGANE)	France	100,00%	X		
LCL EXPANSION PART A (EX LCL RD) (1)	France	74,31%			X
EURL STE ANNE ST AUGUSTIN	France	100,00%	X		
SCI LA MAISON DES PROFESSIONS LIBERALES IF	France	98,95%	X		
RABELAIS SNC	France	100,00%	X		
REMENHAM HOLDING BV	Pays Bas	100,00%	X		
BARNET INTERNATIONAL BV	Pays Bas	100,00%	X		

(1) Contrainte technique lourde alors que la société, entrée en phase de désinvestissement, est non significative sur les comptes consolidés

DocuSign Envelope ID: B8620B19-3773-41D2-B287-FFFDD62408A7

14.1.2. Titres de participations significatifs non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation avec caractère significatif représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participation non consolidés	Siège social	% d'intérêt 31/12/2021
CREDIT AGRICOLE TITRES	France	24,00%
CREDIT LOGEMENT	France	16,50%
COFILMO	France	10,00%
SAS LCL CROISSANCE (ex KAPPA 56)	France	50,00%

14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées

Au 31 décembre 2021, le groupe LCL a des intérêts dans les entités structurées non consolidées suivantes :

CAPENERGIE ;

LCL Expansion 2 ;

LCL Expansion 3 ;

LCL PME Expansion 2 ;

LCL PME Expansion 3 ;

LCL ETI Mégatendances ;

LCL PME Partenaire ;

ACE AERO PARTENAIRES ;

SIPAREX ETI 5.

Les activités de ces entités sont non significatives.

15. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2021

Le Groupe LCL n'a pas eu d'événements significatifs intervenus postérieurement à la clôture du 31 décembre 2021.